



ANDO PIZZOFALCO



NAZIONALE

B. Prov.

R. BIBLIOTECA

VITT. EM. III

27

NAPOLI

Armadio

Num.° d'ordine

BIBLIOTECA PROVINCIALE



10453

Palchetto

16-a-37

B. Prov.
III
27



ENCYCLOPÉDIE portative,

OU
RÉSUMÉ UNIVERSEL

des sciences, des lettres et des arts,

EN UNE COLLECTION

DE

TRAITÉS SÉPARÉS;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE SAVANS

ET DE GENS DE LETTRES,

Sous les auspices de MM. DE BARANTE, DE BLAINVILLE,
CHAMPOLLION, CORDIER, CUVIER, DEPPING, C. DUFIN,
EYRIÈS, DE FÉRUSAC, DE GERANDO, JOMARD, DE JUSSIEU,
LAYA, LETRONNE, DE MOLÉON, QUATREMIÈRE DE QUINCY,
THENARD et autres savans illustres;

ET SOUS LA DIRECTION

DE M. C. BAILLY DE MERLIEUX,

Avocat à la Cour royale de Paris, membre de plusieurs
sociétés savantes, auteur de divers ouvrages sur les
sciences, etc., etc.



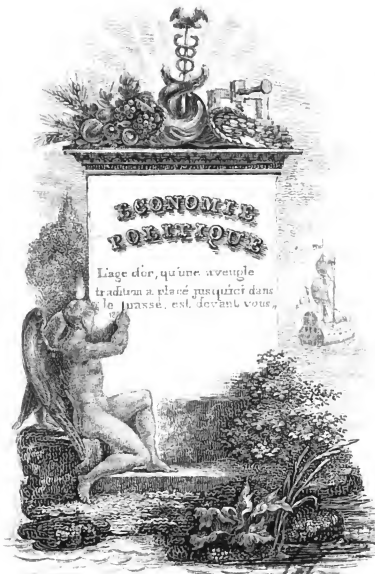
Scientia est amica omnibus.
PLATON.

IMPRIMERIE

DE

Dondey-Dupré père et fils,

RUE SAINT-LOUIS, AU MARAIS, N° 46.



**ECONOMIE
POLITIQUE**

Liège d'or, qu'une aveugle
tradition a placé jusqu'ici dans
le passé, est devant vous.

Lithog. de Mantoux.







11562

PRÉCIS

ÉLÉMENTAIRE

D'ÉCONOMIE

POLITIQUE,

Précédé d'une INTRODUCTION HISTORIQUE, et
suivi d'une BIOGRAPHIE des économistes, d'un
CATALOGUE et d'un VOCABULAIRE analytique.

PAR ADOLPHE BLANQUI,

Professeur d'Histoire et d'Économie industrielle à
l'École spéciale de commerce de Paris.

Le travail mène au vrai bonheur.

ADAM SMITH.



AUX BUREAUX DE L'ENCYCLOPÉDIE PORTATIVE,
Rue du Jardin-St.-André-des-Arts, n° 8,
et rue Taitbout, n. 6;
Et chez BACHELIER, lib., quai des Augustins, n° 55.

1826.

1912

AVERTISSEMENT.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE est la science qui enseigne comment se produisent, se distribuent et se consomment les richesses d'une nation. Son utilité n'a pas besoin d'être proclamée. Fondée sur des faits que la STATISTIQUE fournit, instruite par l'expérience de l'HISTOIRE, les phénomènes qu'elle explique intéressent à un très-haut point et les gouvernements qui, dans la conduite de l'ADMINISTRATION et des FINANCES, devraient toujours la prendre pour conseillère, et les particuliers qu'elle dirige dans les spéculations du COMMERCE, et dont elle agrandit les idées.

Personne, sans doute, ne doit rester aujourd'hui entièrement étranger aux grandes questions de la production, de l'industrie, des banques, des machines, des monnaies, des emprunts, des impôts, du crédit, des colonies, du monopole, du luxe, de la population, etc. La plupart de ces questions, traitées avec une grande supériorité de lumières, par A. Smith, par M. Say, par Ricardo, sont maintenant à peu près résolues. S'il reste encore quelques doutes sur quelques-unes d'entre elles, bientôt l'expérience permettra de les résoudre avec une par-

faite certitude; les grands essais commencés par le ministère anglais, et les nouveaux rapports de l'Europe avec l'Amérique du Sud, jetteront nécessairement beaucoup de clarté sur tout ce qui paraîtrait encore voilé de quelque obscurité, et entraîneront toutes les nations européennes dans la route tracée par la science.

L'auteur de ce précis, chargé de l'enseignement de la science économique dans une école où l'on ne peut accueillir que des innovations sanctionnées par l'expérience, s'est borné à présenter d'une manière simple, claire et précise, les principes établis par les hommes illustres que nous venons de citer. Cette marche était la plus convenable à l'exposition d'une science dont les bases sont assez fixes pour permettre de les asseoir solidement dans un très-petit espace. Sans doute on remarquera que l'auteur, déjà connu par des ouvrages très-estimables (1) et par plusieurs discours écrits d'une manière brillante, a su donner de la couleur et du mouvement à son style, et qu'il ne s'est pas borné à une stérile et sèche exposition de doctrine. Partout des faits nombreux et remarquables viennent à l'appui des théories, et leur donnent plus de solidité, en répandant aussi plus d'attraits sur l'ouvrage. Il a senti qu'il s'agissait moins d'indiquer ce qui a été

(1) *Voyage en Angleterre et en Écosse*, 1 vol. in-8, 1824. — *Histoire du commerce et de l'industrie*, 1826. — Beaucoup d'articles dans le *Producteur*, etc., etc.





que ce qui est , et qu'au lieu de se livrer à des discussions arides ou stériles , il était plus convenable de bien résumer l'état actuel de la science, afin de la mettre à la portée de tous les esprits qui doivent en profiter. L'Économie politique est une science toute moderne et encore neuve; il vaut mieux la populariser par des formes simples et agréables, que de la hérissier de difficultés et de discussions.

La théorie du crédit public et de l'impôt est devenue l'objet de l'intérêt général, et il a paru sur cette matière des écrits extrêmement intéressans depuis l'ouvrage si remarquable de Ricardo; l'auteur de ce Précis s'est contenté d'indiquer avec netteté les différences qui existent entre le nouveau système et l'ancien, persuadé que la partie la plus importante de l'Économie politique était la science de la production, l'analyse des opérations du travail et de la distribution des richesses. D'ailleurs, ces matières seront traitées plus spécialement dans les volumes consacrés aux FINANCES, à l'ADMINISTRATION, de même qu'un grand nombre d'autres questions qui se rattachent à l'Économie politique, trouveront place dans le Traité du COMMERCE et dans d'autres ouvrages. Ici, l'auteur s'est limité au domaine bien circonscrit de l'Économie politique; mais il l'a parcouru dans toutes ses parties; il a attaqué avec énergie les abus du monopole, les préjugés de la routine, et nous osons espérer que son livre sera regardé

comme l'expression des vrais principes de la science, au point où elle est parvenue aujourd'hui.

Conformément au plan adopté pour tous les *Traités de l'ENCYCLOPÉDIE PORTATIVE*, celui-ci débute par une *Introduction historique* qui renferme le tableau des progrès de la science jusqu'au moment actuel, et l'aperçu des principaux systèmes émis par les économistes les plus fameux; il est terminé par la *Biographie* des économistes, par un *Catalogue* nombreux des ouvrages publiés dans toutes les langues sur les matières qui dépendent de cette science; enfin par un *Vocabulaire* analytique. Il suffit du besoin d'avoir recours une seule fois à ces appendices, pour en sentir l'utilité et l'importance.



TABLE

DES MATIERES.

	Pages.
AVERTISSEMENT.	v
INTRODUCTION HISTORIQUE.	1
LIVRE PREMIER.	
DE LA PRODUCTION DES RICHESSES.	29
Plan et division de l'ouvrage.	ib.
CHAPITRE PREMIER. <i>De la signification des mots Production, Utilité, Va- leur, Richesses.</i>	33
CHAP. II. <i>Des principales Branches de l'industrie humaine.</i>	36
Section première. <i>De l'Industrie agricole.</i>	42
Section II. <i>De l'Industrie manufac- turière.</i>	46
Section III. <i>De l'Industrie commier- ciale.</i>	50
Commerce intérieur et extérieur.	51
Commerce de transport.	53
Commerce de spéculation — acca- paremens.	54
CHAP. III. <i>Des Capitaux.</i>	56
Section première. <i>Comment se for- ment et se multiplient les Capi- taux.</i>	59

	Pages.
Section II. <i>Des Capitaux impro-</i> <i>ductifs.</i>	63
CHAP. IV. <i>Du Travail.</i>	67
Section première. <i>Des Produits im-</i> <i>matériels.</i>	70
Section II. <i>Des Machines.</i>	74
Section III. <i>De la Division du</i> <i>travail.</i>	81
Section IV. <i>De la Propriété.</i>	87
CHAP. V. <i>Des Débouchés.</i>	91
Section première. <i>De ce qu'on ap-</i> <i>pelle la Balance du commerce.</i>	101
Système exclusif ou mercantile.	103
Exportation et importation.	105
Section II. <i>Des Colonies.</i>	113
CHAP. VI. <i>Des Réglemens, des Prohibi-</i> <i>tions, du Monopole, des Com-</i> <i>pagnies privilégiées, etc.</i>	119
Section première. <i>Des Traités de</i> <i>commerce, des Douanes, des</i> <i>Prohibitions.</i>	
Traités de commerce.	120
Système continental.	123
Douanes et Prohibitions.	124
Section II. <i>Du Monopole, des</i> <i>Compagnies privilégiées.</i>	130
Corps de métiers, Jurandes, Maîtrises.	ib.
Brevets d'invention.	133
Compagnies privilégiées.	135

DES MATIÈRES.

iii

Pages.

Primes d'encouragement. 138

Monopole, accaparemens, régle-
mens. 139CHAP. VII. *De la Monnaie et des signes
représentatifs des valeurs.* 145Section première. *Des Monnaies.* ib.

Ventes, échanges. 146

Papier-Monnaie. 151

Section II. *Des lettres de change,
des Banques d'escompte, etc.* 153

Lettres de changes, assignats. 154

Banques de dépôt, d'escompte. 156

LIVRE SECOND.

DE LA DISTRIBUTION DES RICHESSES. 161

CHAPITRE PREMIER. *De ce qui constitue
la valeur des choses.* ib.

Richesses naturelles. 162

Prix courant. 165

CHAP. II. *Des Sources diverses de nos
Revenus et de leur distribution.* 166Section première. *Du Revenu terri-
torial et du fermage.* 167Section II. *Des Revenus industriels;
des Profits du savant, de l'entre-
preneur et de l'ouvrier.* 171Section III. *Du Revenu des Capi-
taux et du prêt à intérêt.* 177

De l'Usure. 178

CHAP. III. *De la Population.* 182

PRÉCIS

ÉLÉMENTAIRE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.



INTRODUCTION HISTORIQUE.

UN observateur attentif, placé au sein de la société, ne tarde point à y apercevoir une foule de phénomènes aussi remarquables que ceux qui se présentent à ses yeux lorsqu'il examine la voûte céleste ; il voit se renouveler sans cesse un mouvement analogue à celui du lever et du coucher des astres : c'est le phénomène de la production et de la consommation des richesses , sources de l'existence sociale et de la prospérité des nations. Bientôt il reconnaît que ce mouvement est soumis à des lois régulières , et que la connaissance en est aussi nécessaire aux chefs et aux membres des sociétés , que celle des planètes aux pilotes et aux navi-

gateurs. L'une de ces sciences s'appelle l'Astronomie ; la seconde est connue sous le nom d'Économie politique.

Il s'est écoulé beaucoup de temps avant qu'on soit parvenu à établir , sur des bases solides , le système du monde ; et ce n'est guère que de nos jours qu'on a commencé à fixer les principes de l'Économie du corps social. Mais ces principes , une fois posés , ont été fertiles en conséquences : on a mieux su comment l'homme pouvait ajouter à son aisance et à son bonheur , par l'emploi bien entendu des ressources que lui offre la nature ; on a pu faire justice des abus qui contrariaient ou retardaient le développement de ses facultés industrielles. Examinons rapidement quel a été l'état de la science économique pendant la longue époque qui a précédé les découvertes des modernes, et par quelle série de progrès , ou si l'on veut, de tâtonnemens, elle est arrivée au point où nous la voyons aujourd'hui.

En remontant aux temps reculés de la société humaine , on observe , même pendant les commencemens les plus informes , un mouvement continuel d'échanges , fondés

sur les besoins des hommes et sur leurs avantages mutuels. On y voit, comme de nos jours, l'intérêt de l'argent s'élever en proportion des dangers que courait le prêteur de n'être pas remboursé. On s'aperçoit également que les peuples laborieux prospèrent, et que les nations indolentes se ruinent, malgré les circonstances passagères qui paraissent entraver la fortune des uns, et augmenter celle des autres. Ainsi, la république de Hollande a réparé par son industrie les malheurs occasionés par ses débats avec Louis XIV, et l'Espagne, naguère maîtresse du Pérou, demande l'aumône à l'univers. Des phénomènes analogues se sont donc toujours renouvelés dans des circonstances données, lors même qu'il n'existait pas encore des observateurs capables de les signaler à l'attention générale : la terre tournait avant que Galilée eût demandé pardon aux inquisiteurs d'avoir deviné son mouvement.

Mais, lorsque par une suite d'observations méthodiques, le génie de l'homme est parvenu à saisir les faits principaux d'une science, à les coordonner, à les soumettre à l'analyse ; lorsqu'il les a expliqués par le

raisonnement , de manière à pouvoir les ériger en principes et à en tirer des conséquences , on peut dire que cette science est créée, qu'elle existe : telle est de nos jours l'Économie politique. Les faits négligés par nos ancêtres ont été recueillis par leurs descendants , et les leçons du passé formant leur expérience, chaque jour voit disparaître cette résistance aux améliorations, qui menaçait de rendre éternelle l'enfance , déjà bien longue , du genre humain. Grâce au ciel , on commence à ne plus croire que , pour faire fortune , il faille ruiner ses voisins , et que l'empire le plus riche soit celui qui paie le plus de contributions ; la rage du monopole s'affaiblit et devient ridicule ; le système des prohibitions, si cher aux partisans de la routine , commence à trouver des opposans. L'Angleterre ouvre ses ports à nos produits, et son fisc s'enrichit en diminuant l'impôt des vins ; on vient de comprendre , dans ce pays, qu'il n'y a rien à gagner avec des pauvres , et que pour faire de bonnes affaires , il faut traiter avec des riches, c'est-à-dire contribuer à ce que tout le monde le devienne. Mais nous ne sommes

pas encore éclairés à ce point dans notre belle France, et je suis sûr qu'au moment où j'écris, plusieurs publicistes, nos compatriotes, s'imaginent, par exemple, que l'Espagne manquant de tout, nous allons nous enrichir à ses dépens, en devenant ses fournisseurs : c'est comme si on prétendait que le plus sûr moyen de se bien porter, est de ne fréquenter que des malades.

M. Destutt de Tracy a dit dans son traité d'Économie politique : « Le commerce est » toute la société, comme le travail est » toute la richesse. » Suivons cette idée, qu'on peut ne pas adopter d'une manière absolue, et voyons comment elle a été appréciée dans les différentes circonstances et par les divers écrivains qui nous ont précédés. Ce sera suivre les progrès de la science économique.

Une loi d'Égypte prescrivait au fils d'embrasser la profession de son père. C'était, comme l'observe très-bien M. Say, prescrire, dans certains cas, de créer des produits au-delà de ce qu'en réclamait l'état de la société; c'était prescrire de se ruiner pour obéir à la loi. Les Grecs n'étaient pas plus

habiles : tout ce qu'ils savaient, c'est que la prodigalité détruit les fortunes, et que l'économie les augmente : et quoiqu'ils eussent des consuls dans quelques ports de l'Asie Mineure, ils ne s'étaient pas occupés de rechercher quels pourraient être les effets produits par le mouvement des exportations et des importations. Ils commerçaient en aveugles ; comme on digère, sans songer au mécanisme de la digestion. Aristote et Platon nous ont donné leurs rêves sur la production : c'était de la poésie sur l'agriculture et des déclamations contre la fortune.

Les Romains, qui méprisaient l'industrie, qui méprisaient le commerce et la marine, qui méprisaient tout ce qui ne flattait pas directement leur esprit de conquête, n'ont pas montré plus de savoir que les Grecs en Économie politique. Pline l'Ancien, que ses vastes connaissances en histoire naturelle avaient dû porter à réfléchir sur la richesse des nations, parle toujours de la production comme un prédicateur le ferait du luxe, avec emphase, avec humeur ; il est presque aussi fatigant que Sénèque.

La barbarie du moyen âge, comme on le pense bien, n'a pas contribué à éclaircir les questions qui nous occupent, et ce n'est point au règne de Dagobert qu'il faut s'arrêter pour en trouver la solution. Les droits connus sous le nom de *navigios*, *portaticos*, *pontaticos*, *rivaticos*, *rotaticos*, *pulveraticos*, *salutaticos*, c'est-à-dire ceux qu'on payait pour la navigation des rivières, le séjour dans les ports, le passage sous les ponts, le stationnement sur les rives des fleuves, le roulage, la poussière occasionée par le transport des marchandises, et pour le salut dû au roi ou aux seigneurs, ressemblent trop à certaines branches de nos droits-réunis, pour que l'on suppose que les vrais intérêts du commerce et de la production fussent compris à cette époque. L'Économie politique du temps était l'art de rançonner les producteurs de toute espèce, manufacturiers, laboureurs, commerçans.

M. Say, dans le beau tableau qu'il a tracé des progrès de la science économique (1), remarque avec raison que les succès des

(1) Discours préliminaire de son *Traité*.

Portugais et des Espagnols dans les deux Indes, l'industrie des républiques de Venise et de Gênes, des provinces de Flandre et des villes Ansatiques, firent naître quelques idées raisonnables sur la théorie des richesses ; et il cite les noms des écrivains qui ont donné le signal des découvertes dans cette carrière intéressante, tant en Italie que dans le reste de l'Europe. Les essais de Davanzati, de Belloni, de Carli, d'Algarotti, de l'abbé Galiani, sont appréciés par lui à leur juste valeur. J'ai lu ceux de Navarrette et d'Ustaritz, auteurs espagnols du dernier siècle : mais ces auteurs, placés sous l'influence des préjugés nationaux, n'ont pu leur échapper entièrement, et je ne crois pas qu'on doive appeler du jugement qu'a prononcé contr'eux M. Queypo, l'un de leurs compatriotes les plus distingués. Outre les auteurs cités par M. Say, plusieurs ouvrages anglais fort remarquables, qui remontent au xvii^e siècle, sont indiqués par M. M'Culloch dans le discours qu'il vient de publier sur les progrès de l'Économie politique.

Sully et Colbert ont senti ce qui man-

quait à la France , mais ils n'ont pas pu proposer ce qu'il fallait lui donner. Ces deux grands citoyens ont rendu des services éminens à leur pays, et même à la science : le premier , en encourageant l'agriculture et le commerce ; le second , en favorisant de tout son pouvoir les manufactures. Grâce à eux , plusieurs phénomènes relatifs à la production , ont pu être observés avec soin et sous des apparences diverses ; ils fournissaient , sans y penser , peut-être , des matériaux à la postérité chargée de construire l'édifice d'une science qu'ils avaient entrevue. Mais là s'est bornée leur coopération.

Les dépenses de Louis XIV et les folies de la régence , ont singulièrement éclairé la marche de l'Économie politique. Dans cette science , comme dans toutes les autres , les erreurs même sont profitables , parce qu'elles servent de leçon , ainsi que la perte d'un vaisseau découvre souvent aux navigateurs l'existence d'un écueil. Sous ce rapport , l'expulsion des protestans , et les paradoxes du *système* , ont eu des conséquences immenses ; l'absurdité a frappé tous les esprits , et ce qu'un bon ouvrage n'aurait pas fait ,

est devenu le résultat de deux fautes mémorables.

Je ne citerai pas Montesquieu et Voltaire , génies si divers et si élevés , au nombre des économistes : ils ont voulu raisonner tous deux sur les effets de la richesse, avant d'en connaître la nature, les sources et la direction ; et ils ne nous ont laissé que d'ingénieuses hypothèses. Rousseau a porté sa brillante imagination dans un sujet purement matériel , et il s'est égaré. Le docteur Quesnay, devenu tout-à-coup et presque à son insu chef de secte , a exposé , vers le milieu du XVIII^e siècle , quelques vérités réellement utiles ; mais , entraîné par le zèle aveugle de ses prosélytes , il a laissé pénétrer les abstractions dans l'Économie politique , et son système s'est perdu avec elles dans les nuages de la métaphysique. Il s'était attaché presque exclusivement à défendre les intérêts de l'agriculture , dont l'abaissement l'avait frappé dans sa jeunesse ; et , de l'ensemble de ses recherches , il avait conclu que *la terre était la source unique de la richesse*. De-là vint sa division de la société en trois classes , dont la première , selon

lui, seule digne du nom de *productive*, se composait des fermiers et des ouvriers employés aux travaux agricoles ; la seconde, appelée classe des *propriétaires*, comprenait tous les individus qui vivent sur le revenu de la terre, ou sur le produit net retiré par les cultivateurs, déduction faite des frais nécessaires ; la troisième enfin, celle qu'il nommait la classe *non productive*, réunissait les manufacturiers et les marchands dont il supposait le travail incapable de rien ajouter à la richesse nationale. La conclusion naturelle du système de Quesnay, était de faire tomber toutes les charges sur le produit net ou le revenu des propriétaires : mais l'expérience a mis son erreur au grand jour.

Toutefois, son école (1) a produit des hommes d'un mérite supérieur, de vertueux citoyens capables de signaler des abus et de les attaquer avec énergie. L'abbé Raynal, malgré les paradoxes qui déparent son *Histoire philosophique et politique du Commerce*

(1) Elle est connue sous le nom d'École ou plutôt de Secte des *Économistes*. Le marquis de Mirabeau, Mercier de la Rivière, Saint-Péravy, Dupont de Nemours, en furent des membres très-ardens.

des Européens dans les deux Indes, a tonné contre le monopole, et l'on est surpris, en le lisant, de la justesse de ses prévisions. Condorcet, Condillac, appelèrent l'attention publique sur des matières qu'ils n'entendaient pas bien eux-mêmes : Turgot, arrivé au ministère, protégea les économistes, ses anciens amis, sans s'asservir à leurs opinions. Beccaria, Verri, Filangieri, publièrent des ouvrages qui annonçaient un changement remarquable dans la littérature et la philosophie italiennes : ils fermaient la liste des prosateurs stériles et des philosophes théologiens, en dirigeant, vers les études positives, l'imagination vive et légère de leurs compatriotes. Le bien qu'ils ont fait aux Italiens, survivra à toutes les invasions, car ils ont semé sur leur terre natale des idées plus dangereuses pour la paresse armée, que de folles conspirations parodiées de l'antique.

Enfin Smith parut, qui, le premier, jeta les vrais fondemens de l'Économie politique, dans ses immortelles *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il établit que la richesse consistait dans la valeur échangeable des choses, et que, par

conséquent , elle pouvait être indéfiniment augmentée , à mesure qu'on donnerait de la valeur aux matières qui en étaient dépourvues. Il fit tomber ce voile fatal qui avait si long-tems dérobé aux hommes les véritables phénomènes de la production ; il détrôna l'or et l'argent , puissances jusque-là regardées comme la source de toutes les fortunes publiques et privées. Ces deux métaux vénérés , devinrent tout-à-coup de simples marchandises , et leur degré d'utilité , mieux apprécié , révéla au genre humain des secrets plus précieux que ne l'avaient été les mines du Nouveau-Monde. Tout ce que ses plus habiles prédécesseurs avaient entrevu d'utile, Smith l'a prouvé, il l'a mis au grand jour ; il est parti des faits pour arriver aux principes , et , appliquant les règles sévères de l'analyse à l'examen des plus hautes questions de l'Économie politique , il a mérité l'honneur d'être appelé le fondateur de cette science.

Quelques économistes ne sont point d'accord avec lui sur son appréciation de la part du travail humain dans la production ; ils lui reprochent d'avoir trop accordé au tra-

vail de l'homme , en lui attribuant spécialement le pouvoir de produire des valeurs. Séduit , selon eux , par le charme de cette grande idée , la division du travail s'est présentée à son esprit comme la plus immense de toutes les influences ; néanmoins , il a posé un principe dont les conséquences sont presque incalculables. Le temps, qui permet de faire avec justice la part de la critique et de l'éloge , a dévoilé ce qui manquait , dans les détails et dans l'ensemble , à la doctrine de Smith : ainsi , l'on reconnaît qu'il n'a pas suffisamment indiqué ce qui a rapport à la distribution et à la consommation des richesses , et que ses plus belles pensées, faute d'avoir été méthodiquement présentées, n'ont pas produit, dès l'abord, tous les effets qu'on en pouvait attendre.

Ce n'est pas un tel reproche qu'on a le droit de faire à M. J.-B. Say, le plus classique, assurément, de tous les économistes qui aient paru depuis Smith. On peut dire qu'indépendamment des parties de la science que cet illustre écrivain a véritablement fondées , il lui a rendu des services éminens , en la mettant à la portée de tous les

esprits , par la justesse de sa méthode , la franchise en quelque sorte familière de son style , et la clarté frappante de ses démonstrations. C'est lui qui , le premier , a systématisé l'ensemble des doctrines économiques , et qui a donné une analyse complète de la *production* et de la *consommation*. Il a réduit ces deux phénomènes à n'être qu'une création et une destruction d'utilité. Il a également analysé les opérations productives , et montré la part qu'y prennent les sciences. Ainsi se sont trouvés classés dans la grande famille des producteurs , les savans , ces hommes utiles , qui ne demandent le plus souvent qu'une couronne de chêne à la société enrichie de leurs veilles. C'est encore M. Say qui a résolu cette grande difficulté : *Comment , la richesse se composant de la valeur échangeable des choses , une nation est d'autant plus riche que les produits sont à meilleur marché ?* (1) Dans la théorie des débouchés qu'il a créée , en montrant qu'on n'achetait des produits qu'avec des produits , il a intéressé chaque nation à la prospérité

(1) Voyez son *Traité d'Économie politique* , livre II , chap. 3.

de toutes les autres. Ce principe , en détruisant le germe des rivalités nationales , exercera une influence immense sur les destinées du monde. Une de ses conséquences les plus naturelles a été de porter les Anglais à favoriser l'émancipation de l'Amérique. M. Say s'en est servi avec un grand succès pour démontrer l'absurdité du système de la *balance du commerce* , pour lequel on a livré tant de guerres , versé tant de sang et sacrifié tant de capitaux. Il a abordé avec une heureuse hardiesse l'importante question des colonies , et il l'a résolue avec une assurance que l'expérience a justifiée. En un mot , il a fait faire un grand pas à la science , en développant , d'une manière lumineuse , les découvertes de ses prédécesseurs , et en les appuyant du résultat de ses propres observations. Toutes les nations éclairées de l'Europe lui ont rendu cette justice ; car son *Traité* a été traduit dans la langue de chacune d'elles , et adopté pour l'instruction publique , partout où l'enseignement de l'Économie politique est autorisé.

Les événemens de 1814 , en rendant la paix au monde , ont permis d'observer avec

une grande exactitude la plupart des phénomènes relatifs à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. Les emprunts, le crédit public, l'industrie manufacturière et commerciale, ont été jugés d'après l'expérience, et tout ce qui n'a pu être sanctionné par elle, a été frappé de stérilité. Les progrès récents de la mécanique, l'émancipation de tout un monde, l'accroissement des communications, offrent une masse de faits éclatans à l'analyse; et le moment n'est pas loin où l'on pourra résoudre avec un très-haut degré de probabilité, les questions les plus épineuses de la science économique. En France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Amérique, des esprits éclairés méditent avec ardeur sur l'avenir des nations, et comparant le présent au passé, ils essaient d'ouvrir une carrière brillante aux destinées du genre humain. Ce n'est pas qu'il soit donné à l'Économie politique de parvenir jamais à une certitude mathématique; mais elle peut montrer comment ce qui arrive réellement, est la conséquence d'un fait positif précédent,

et en déduire les résultats les plus utiles pour la prospérité publique.

De toutes parts , les diverses branches de la science de la production se sont enrichies d'une foule d'ouvrages précieux , dont le classement méthodique et la disposition en corps de doctrine , seraient la matière d'un travail de beaucoup d'importance. M. Malthus , dans son *Essai sur le principe de la population* , qui a eu plus de quinze éditions en Angleterre , a prouvé que la population était en rapport direct avec les productions de la société , et qu'elle augmentait en proportion de l'accroissement des moyens de subsistance. Cette pensée si simple et si vraie , a découvert des erreurs presque sanctionnées par le temps , et qui certainement ne se reproduiront plus. On a vu quels étaient les obstacles réels qui s'opposaient au développement de la population dans les différens pays du monde , et par quels moyens efficaces , on pourrait améliorer la condition des travailleurs et celle des pauvres. La charité elle-même a été éclairée ; on a reconnu que dans plus d'une circonstance , elle agis-

sait en aveugle, et que ses bienfaits, loin d'extirper la mendicité, lui servaient d'aliment et d'appui. Cet ouvrage plein de faits intéressans, de sentimens nobles et élevés, et de vues importantes, mérite d'être médité par tous ceux qui ne sont point indifférens au bonheur de leurs semblables. Les écrivains même qui en ont contesté quelques propositions, n'ont pu s'empêcher de reconnaître les services qu'il a rendus à la science.

Les principes d'Economie politique de M. Ricardo, l'un des auteurs qui ont le mieux traité la question du crédit et de l'impôt, a opéré, dans le monde économique, une sensation à laquelle on a peut-être donné trop d'importance. Il semble même, en ce moment, qu'on veuille ériger en chef de secte cet illustre économiste, en proclamant d'une manière absolue, à l'imitation de l'École, les opinions qu'il a exprimées, quelquefois d'un ton bref, et si j'ose le dire, presque dogmatique. Une lutte s'est établie entre ses sectateurs et quelques écrivains d'une réputation faite en économie politique, sur les bases de la nouvelle doctrine.

Selon Ricardo, la *rente* (1) est tout-d-fait étrangère au coût de production : la hausse des salaires occasionne une baisse des profits et non une hausse dans le prix des marchandises, etc.

M. le professeur Mac-Culloch, d'Edimbourg, s'est montré le champion de la doctrine de Ricardo, dans un discours récemment publié à Londres, et traduit en français par M. Guillaume Prévost, de Genève, qui l'a enrichi de notes explicatives. Ce discours, remarquable à beaucoup d'égards, et où l'on retrouve des passages entiers du discours préliminaire de M. Say, est une exposition plutôt qu'une démonstration des théories de Ricardo ; mais on y rencontre, indépendamment de la partie systématique, des considérations lucides sur les diverses applications de l'économie politique, et plusieurs détails intéressans à l'appui de ces considérations. Quelques esprits sages, ont remarqué dans les premières pages du discours de M. Mac-Culloch, un éloge de la richesse qui leur a paru ressembler à l'adoration, et

(1) J'emploie le mot *rente* pour désigner le revenu foncier ou *fermage* de la terre.

fournir des armes aux détracteurs de l'industrie. Sans doute les capitaux sont pour les nations une source de prospérité, de lumières et de civilisation; mais c'est aller trop loin que d'en faire dépendre la vertu et même les talens littéraires. L'expérience a démenti cette dernière assertion pour ce qui regarde la littérature : le Dante, l'Arioste, le Tasse, Camoëns, Milton, Cervantès, n'étaient pas des millionnaires; et je me garderai bien d'entamer la liste de tous les auteurs célèbres qui sont morts à l'hôpital. Il ne faut pas s'exagérer l'influence de la fortune, quelle que soit l'intelligence nécessaire pour y parvenir; on prête ainsi des argumens aux partisans de la routine, qui accusent de matérialisme les promoteurs de l'industrie; et d'ailleurs la richesse qui ennoblit les nations, ne sert trop souvent qu'à donner du ridicule ou de l'insolence aux individus.

M. James Mill, partisan de feu Ricardo, a donné le titre d'*élémens* à son traité d'économie politique. Ce titre semble trop modeste pour un ouvrage consacré à l'examen des plus hautes questions de la science. Il

faut déjà savoir, et savoir beaucoup, pour en retirer un véritable avantage. C'est un livre difficile, mais c'est un bon livre, quoiqu'il ne réponde point à son titre. On peut dire encore que l'auteur a plus créé que M. Storch, professeur des grands ducs russes, Nicolas (aujourd'hui empereur), et Michel. M. Storch, dont Mac-Culloch, a mis, on ne sait pourquoi, l'ouvrage *à la tête de tous ceux qui ont paru sur le continent*, a très-bien exposé les doctrines des économistes-inventeurs qui l'ont précédé : les belles théories d'Adam Smith et de M. Say ne perdent rien à être étudiées dans ses écrits, et certes, personne n'était mieux placé que lui pour bien apprécier le système féodal de la Russie moderne; mais si l'on excepte ce que sa position particulière lui a permis de peindre avec plus de vérité et d'à-propos qu'aucun autre, son cours d'économie politique ne mérite pas l'éloge exclusif qu'en a fait M. Mac-Culloch.

Un négociant distingué du royaume de Naples, M. Joseph de Welz, a publié en 1824 un ouvrage en deux volumes in-4°, intitulé *la Magie du crédit révélée*. La première partie

est consacrée à l'examen des principales questions qui se rattachent au crédit, et l'on ne saurait nier que l'auteur n'ait développé dans cet examen toutes les ressources d'une érudition immense et d'une longue suite d'observations; mais il accorde une importance trop absolue, j'ose le dire, à ce qu'il appelle la *Magie du crédit*, et sa réfutation des théories de MM. Say et Sismondi, n'a point le degré de solidité nécessaire en pareille occurrence. La seconde partie se rapporte entièrement à des spécialités qui intéressent la Sicile. Cet ouvrage, écrit en italien, et digne d'estime, à plus d'un titre, annonce une grande amélioration dans l'étude de l'Économie politique chez les compatriotes de l'auteur. J'y ai remarqué une analyse de l'administration de tous les ministres des finances, qui se sont succédé en France et en Angleterre, depuis 1485 jusqu'à nos jours : c'est un morceau d'histoire fort curieux, et dont la traduction ne manquerait ni d'utilité, ni d'à-propos dans les circonstances présentes.

Je pourrais citer encore les nouveaux principes d'Économie politique de M. de

Sismondi, les travaux de M. Garnier, ceux de M. Ganiilh dont on nous annonce un Dictionnaire d'Économie politique, le Traité de M. Destutt de Tracy, et plusieurs autres ouvrages qui tendent à élever l'Économie politique au rang des sciences faites, des sciences applicables, comme la physique, la chimie, la mécanique; mais leur analyse dépasserait de beaucoup les bornes de ce précis, et je crois qu'il suffit d'avoir indiqué les plus remarquables.

Je finirai, néanmoins, en rappelant les écrits de Saint-Simon, dont la doctrine, revêtue quelquefois de formes bizarres, ou décréditée par d'étranges paradoxes, a eu pour but de réaliser une grande application de l'économie politique à l'industrie. Ce hardi novateur a essayé de relever la position des classes laborieuses de la société, en leur démontrant qu'elles seules étant les sources de la fortune publique par leur travail, devaient en être aussi les arbitres, et en frappant d'une interdiction commune toutes les classes d'oisifs et de privilégiés. Sous ce rapport, on peut dire qu'il est sorti du domaine de la science économique,

pour entrer dans celui de la Politique, dont elle est parfaitement distincte; mais sa pensée dominante, celle de l'association de tous les travailleurs pour leur bonheur commun, si elle est sagement développée, doit conduire quelque jour à des résultats décisifs et susceptibles de durée. Un journal hebdomadaire estimable, le *Producteur*, continue le système de St.-Simon avec les modifications que la raison a indiquées, et il pourra servir de point de ralliement aux masses laborieuses contre les empiétemens, les théories et les exigences de l'indolence puissante. Si parfois ses doctrines économiques ne sont point, comme celles de plusieurs auteurs, en parfaite harmonie avec quelques-unes des théories de la science, il n'en faut pas conclure que tout soit encore en litige : les faits sont irrécusables, on ne discute point sur eux ; mais chacun a le droit de les envisager à sa manière, et si quelques personnes en abusent, cet inconvénient ne peut avoir de graves conséquences. Le temps, qui est un grand maître, remet à leur place les hommes et les choses, et la vérité détrône l'erreur tôt ou tard. Avons-nous vu

que les nombreux dissentimens sur la botanique , sur la physiologie , sur l'histoire naturelle , qui ont divisé des savans du premier ordre , aient nui à l'établissement et aux applications de ces sciences ?

Aujourd'hui , d'ailleurs , toutes les classes de la société sont intéressées à connaître la nature de leur action particulière sur la fortune publique. En Angleterre , cette opinion est tellement générale , qu'on y imprime des ouvrages d'Économie politique pour l'instruction de la jeunesse des deux sexes. Une dame a publié récemment , dans ce pays , des *Entretiens* destinés à mettre la science à la portée des plus jeunes intelligences. Les questions les plus difficiles y sont traitées , d'après les écrits de Smith , de M. Say , de Malthus , de Mill , de Ricardo , d'une manière simple et lumineuse. M. Say a exposé dans un ouvrage analogue , le tableau succinct des principaux phénomènes dont on trouve l'analyse complète dans son *Traité*. C'est ainsi que les vérités pratiques de l'Économie politique pénétreront peu à peu dans tous les rangs de la société , et finiront par faire partie de l'instruction publique chez les na-

tions civilisées. Aucune d'elles ne saurait demeurer indifférente à ces grandes questions des *machines*, des *banques*, des *débouchés*, des *monnaies*, des *emprunts*, des *impôts*, du *crédit*, surtout depuis que ces questions ont été mises à la portée de la majorité des lecteurs, par le temps et par les écrivains dont j'ai cité plus haut les ouvrages. Grâce à eux, je ne sais si quelque chose manque aux principales vérités de la science économique, et, dans le cours de ce travail, mon embarras est venu plus souvent de la foule des argumens que de leur absence. Pour peu qu'on étudie avec attention l'ensemble des phénomènes dont j'ai essayé de présenter un précis à la fois complet et rapide, on s'aperçoit que les démonstrations tirées des faits deviennent quelquefois si frappantes, qu'on pourrait accuser de trivialité les auteurs auxquels je les ai empruntées, ou moi-même, quand j'ai suppléé à leur silence. Cette particularité sera principalement remarquée dans tout ce qui a rapport aux *importations* et aux *exportations*, aux *débouchés*, au système connu sous le nom de *balance du commerce*, aux *prohibitions*,

aux colonies, à l'intérêt, à la population. Lorsqu'une science est parvenue à ce point, elle a des droits à l'attention générale, et il est difficile de bien juger l'état social des nations, sans l'avoir étudiée. Son triomphe, d'ailleurs, ne saurait être douteux, puisqu'elle tend à dégoûter les âmes élevées de la passion, trop commune encore, des sinécures de toute espèce, et qu'elle doit rallier l'espèce humaine au travail, source de la vraie gloire et des prospérités durables.



Livre Premier.

DE LA PRODUCTION DES RICHESSES.

PLAN ET DIVISION DE L'OUVRAGE.

LA science de l'Économie politique a fort peu de rapports avec la POLITIQUE proprement dite, malgré l'apparente analogie de leur dénomination. Son but est d'expliquer, par l'exposé raisonné des faits, et toujours d'après l'expérience, comment les richesses se produisent, se distribuent et se consomment au sein des sociétés civilisées. Il n'y a donc point d'*économie politique* pour les sauvages et pour les peuples paresseux, j'ai presque dit pour les peuples guerriers; car les uns vivent de leur chasse, et les autres du pillage, ressources précaires et stériles, puisqu'elles ne sont pas susceptibles d'être accumulées d'une manière favorable à la *production*.

Au premier abord, il semble que l'étude d'une telle science présente des difficultés insurmontables, et qu'elle suppose la connaissance profonde de ce qu'on appelle encore de nos jours l'art de gouverner : heureusement non. Il ne s'agit point ici de savoir comment on gouverne, ni même comment on est gouverné ; mais tout simplement de se rendre compte des phénomènes perpétuels de la production, source de l'existence sociale de l'espèce humaine. Chacun y pourra voir et juger avec exactitude quel rôle il joue sur ce mouvant théâtre, et par quelles améliorations dans sa position, il pourra améliorer la position des autres. Deux grandes idées domineront toute notre doctrine : la paix et le travail. Nous pensons que leur développement doit suffire au bonheur de l'homme, et que ces deux mots comprennent tout ce qu'il y a de noble, d'utile et d'honorable dans l'exercice de ses facultés naturelles.

J'examinerai d'abord ce qu'il faut entendre par le terme de *production*, et ensuite, comment les différentes sortes d'industrie, les *capitaux*, les *machines*, les *débouchés*, les

colonies, les *monnaies* et les *banques*, concourent à l'alimenter pour le plus grand bien des sociétés. Ce sera le sujet de la première partie de mon livre. Les hommes illustres que j'ai désignés dans l'introduction de ce précis, ont rendu ma tâche facile. Il suffira de rapporter, ou plutôt de résumer fidèlement leurs opinions, et de les présenter avec clarté pour rendre l'économie politique une science vraiment populaire. Ainsi, la chimie qui n'était guère, il y a cinquante ans, qu'une collection indigeste de formules grossières ou compliquées, éclairée par le génie des Scheele, des Guyton, des Lavoisier, des Fourcroy, des Berthollet, des Chaptal, des Davy, des Gay-Lussac, des Thenard, des Clément, s'est élevée tout-à-coup au plus haut degré de perfection des connaissances positives ; et ses principaux phénomènes n'auront bientôt rien d'obscur aux yeux des observateurs les plus vulgaires.

La seconde partie de cet ouvrage traitera de la *distribution* des richesses, de la *source de nos revenus*, de la *variation* dans les prix, des *profits* attachés à chaque industrie, du *prêt*, de la *population* dans ses rapports avec

l'Économie politique , et des exportations.

La troisième, enfin, sera consacrée à l'examen de toutes les questions qui se rattachent à la *consommation* des richesses, et par conséquent à la *dette publique*, aux *impôts*, et à l'important problème du *crédit public*, considéré sous le point de vue politique, une des plus graves questions de l'école moderne.

L'ordre que je viens de tracer est celui qui a été suivi par M. J.-B. Say, dans son *Traité d'Économie politique*. Je l'ai adopté de préférence à tous les autres, parce qu'il m'a paru fondé sur la nature même des phénomènes que nous devons étudier, et qu'il réunit, à une sage méthode, le mérite d'une grande simplicité. En un pareil sujet, l'essentiel est d'être clair, précis et vrai. Je ne pouvais choisir de guide plus sûr que les écrits d'un auteur illustre que je m'honore d'avoir eu pour maître, et que je suis fier d'avoir pour ami.

CHAPITRE PREMIER.

*De la signification des mots PRODUCTION ,
UTILITÉ , VALEUR , RICHESSES.*

Produire, c'est donner aux choses une utilité qu'elles n'avaient pas. Cette *utilité*, lorsqu'elle est reconnue , constitue la véritable *valeur* des choses , qui deviennent , dès ce moment , des *richesses* , des *produits*.

La valeur des choses , généralement fondée sur l'usage qu'on en peut faire , se mesure par la quantité de toute autre chose qu'on a la possibilité de se procurer par leur moyen , si l'on se décide à les échanger. Cette valeur est variable de sa nature , selon les lieux , les temps et les circonstances. Un verre d'eau a plus de prix dans un pays aride qu'au bord d'un fleuve , en été qu'en hiver , pour un homme altéré que pour un individu qui n'a pas soif. Il en est ainsi de tout ce qui peut se vendre , ou pour mieux dire , s'échanger ; car , lorsqu'on achète une chose avec de l'argent , on ne fait que l'échanger contre cet argent , lequel

n'a pu s'obtenir primitivement qu'au moyen d'un échange , c'est-à-dire de la cession d'une autre chose utile ou d'un premier produit.

Cette particularité détermine sur le champ la véritable nature de l'argent , de la *monnaie*. L'argent est une marchandise comme une autre , puisqu'on ne s'en procure qu'en créant des valeurs , contre lesquelles on l'échange. Et si l'on évalue les choses par la quantité de monnaie qu'on en peut retirer , plutôt que par toute autre quantité , c'est que l'usage continuel de l'argent nous permet de juger plus facilement et plus exactement que tout autre terme de comparaison , ce que vaut un objet , le *prix* qu'on en doit obtenir. C'est pour avoir méconnu ce principe , que tant d'économistes et tant de gouvernemens ont soutenu des théories désastreuses pour la fortune publique , telles que celles des *prohibitions* , de la *balance du commerce* , et plusieurs autres que nous réfuterons plus tard.

L'utilité , source des valeurs , est cette faculté qu'ont certaines choses de satisfaire à nos besoins , ou d'augmenter la somme de

nos jouissances. On conçoit aisément que le degré d'utilité varie selon les climats, les goûts, les habitudes ou les caprices des hommes. Le talent de l'industriel ou du producteur, consiste donc, non seulement à produire des choses utiles, des valeurs, des richesses, mais à régler sa production sur les besoins ou les fantaisies de ceux qui en doivent être les consommateurs. Il faut souvent beaucoup d'intelligence pour cela.

Lorsque le travail de l'homme est parvenu à donner de la valeur à une chose, elle prend le nom de *produit*. L'homme produit de mille manières, et par tous les genres d'industrie qui sont en son pouvoir. Toutefois, on a remarqué que la masse de ses productions était le résultat de trois branches principales d'industrie qu'on est convenu d'appeler industrie *agricole*, industrie *manufacturière*, industrie *commerciale*. Occupons-nous de les définir.

CHAPITRE II.

Des trois principales branches de l'industrie humaine.

ON a cru pendant long-temps, et beaucoup de personnes croient encore , que l'industrie agricole , celle qui consiste à recueillir des mains de la nature , était la seule productive , la seule digne de considération. De-là cette foule de réglemens ou de privilèges stipulés en sa faveur , toutes les fois que des gouvernemens bien intentionnés , mais peu éclairés , ont été saisis de la ferveur du bien public. Cependant l'industrie agricole n'est point la seule branche productive de l'activité humaine. Le laboureur qui confie à la terre une certaine quantité de froment , et qui , par son travail , en récolte une quantité sextuple a donné de l'utilité au sol , instrument devenu productif entre ses mains ; le vigneron qui retire un vin exquis des sables ou des graviers de la Champagne, est un producteur également recomman-

dable ; mais aucun des deux ne mérite exclusivement la palme industrielle.

Le manufacturier concourt d'une manière aussi efficace à la richesse publique. Il ne crée pas plus que l'agriculteur , car personne ici bas ne jouit de la faculté de créer ; mais il exploite les matières qui lui sont fournies par la nature , et l'on peut dire de lui qu'il les modifie de la manière la plus puissante , la plus avantageuse à la prospérité publique. Algarotti , cité par M. Say , en donne un exemple frappant : « Une livre de fer brut, dit-il , coûte environ cinq sous à la fabrique ; on en fait de l'acier , et , avec cet acier , le petit ressort qui meut le balancier d'une montre. Chacun de ces ressorts ne pèse qu'un dixième de grain , et quand il est parfait , il peut se vendre jusqu'à dix-huit francs. Avec une livre de fer , on peut fabriquer , en accordant quelque chose pour le déchet , quatre-vingt mille de ces ressorts , et porter par conséquent une matière qui vaut cinq sous , à une valeur d'un million quatre cent-quarante mille francs. »

L'industrie commerciale, en transportant des marchandises d'un lieu dans un autre ,

leur donne une valeur qu'elles n'avaient pas d'abord. Une pièce de vin d'Espagne a plus de prix à Paris qu'à Malaga ; un quintal de bois de Campêche se paie plus cher à Londres qu'à la Vera-Cruz. Le commerçant, en changeant ces produits de place, leur a donné une utilité nouvelle, et par conséquent un surcroît de valeur, qui est le bénéfice, le profit de son industrie. Par un préjugé contraire à celui qui favorisait spécialement l'agriculture, on a long-temps contesté au commerce les avantages que l'évidence a mis désormais au grand jour : des écrivains célèbres ont prétendu qu'il ne produisait rien par lui-même, et que tous ceux qui l'exerçaient, vivaient, en quelque sorte, aux dépens des propriétaires terriers ou des cultivateurs. C'était une grande erreur, comme on le voit, et il n'y a pas long-temps qu'elle est détruite.

On peut citer trois époques mémorables pendant lesquelles chacune des trois branches que je viens de définir, a été protégée avec une ardeur exclusive qui ressemble à de l'exagération : l'agriculture, en France, sous le ministère de Sully, les manufactures

sous celui de Colbert , et le commerce , en Hollande , pendant toute la durée des prospérités de cette nation dans les Indes. Ces trois époques sont presque contemporaines, et il est facile de juger laquelle a le plus favorisé la production. On ne soutiendrait plus aujourd'hui , sous peine d'être ridicule, que Colbert a ruiné la France en protégeant les manufactures, et que les Hollandais n'ont rien gagné au commerce des denrées coloniales.

Et qu'on ne dise point que ce sont là des considérations sans importance : pour avoir adopté tel ou tel système , on a vu des nations descendre rapidement du point élevé qu'elles avaient su atteindre , et plusieurs autres languir dans une interminable enfance. Pourquoi protéger les manufactures, lorsqu'on est persuadé qu'elles ne produisent rien ; et pourquoi permettre la liberté des importations, si le métier d'acheteur est un métier de dupe , et celui de vendeur un métier de fripon ? C'est pourtant ce qu'on a cru pendant des siècles ; c'est pour cette chimère qu'on a fait des guerres sanglantes, des traités prohibitifs, des réglemens de

douanes, trop souvent abominables, comme ceux des Espagnols et des Anglais dans les deux Amériques, avant que leur émancipation en eût obtenu justice.

On ne saurait trop répandre ces vérités fondamentales de l'économie politique. Beaucoup d'écrivains, de négocians, d'hommes en place, supposent encore qu'on ne s'enrichit jamais qu'aux dépens de quelqu'un, et que l'un perd nécessairement ce que l'autre gagne. La Fontaine, Voltaire, Montesquieu, nos plus beaux génies, ont partagé cette erreur déplorable, source de tant de privations imposées aux peuples, de tant de crimes nouveaux inventés par nos codes, et punis avec une aveugle sévérité. De-là sont venues ces hideuses persécutions qui ont déshonoré la compagnie anglaise des Indes et la fameuse compagnie hollandaise de Batavia; de-là, toutes les fureurs du commerce interlope et l'habitude de la contrebande qui oblige les hommes à s'envelopper de mystère comme des coupables, pour faire une action qui n'avait rien de répréhensible en soi, avant nos étranges systèmes de colonisation.

Si l'industrie manufacturière et le commerce ne produisaient rien , d'où serait donc venue cette masse immense de produits qui ont procuré à l'espèce humaine toutes les jouissances qu'elle possède au dix-neuvième siècle ? La véritable pierre philosophale , c'est le travail qui a créé des valeurs échangeables , auparavant inconnues et maintenant en si grand nombre , que le moindre ouvrier jouit de plus de douceurs qu'un seigneur de la cour de Louis IX. Le numéraire est loin de se multiplier dans une progression aussi rapide que les produits de l'industrie humaine : s'il était la seule source des richesses , les Espagnols ne mourraient pas de faim sur un sol privilégié de la nature , et la république du Mexique n'aurait pas emprunté des capitaux à l'Angleterre.

Au reste , il y a une très-grande analogie entre les différentes branches de l'industrie. Elles consistent toutes à donner de la valeur aux choses ou à augmenter celle dont elles étaient précédemment pourvues. Chacune d'elles isolément , ou toutes réunies , elles représentent la force de l'espèce humaine ; elles sont éminemment conservatrices des

sociétés. Elles réparent les désastres causés par les guerres qui sont la folie des nations , et elles contribuent plus qu'on ne pense à augmenter le nombre des hommes , en préparant les moyens qui doivent assurer leur subsistance. La marche de la civilisation se calcule principalement d'après leur développement ; elle s'arrête si l'industrie languit ; si l'industrie prospère , elle avance. C'est donc une étude intéressante que celle des phénomènes qu'elle offre à nos yeux : commençons par ceux de l'industrie agricole , la première qui se présente dans l'ordre naturel.

SECTION PREMIÈRE.

De l'industrie agricole.

L'*industrie agricole* est considérée comme l'ensemble des opérations au moyen desquelles l'homme recueille des mains de la nature, les produits sollicités par son travail. On peut ranger dans cette grande division , l'industrie du mineur qui extrait le métal des carrières , celle du pêcheur qui tire le poisson du sein des eaux , et la plupart des

entreprises qui ont pour but l'exploitation des productions naturelles. Le bûcheron qui renverse un arbre dans les forêts de l'Amérique, est un industriel dont le travail donne de la valeur à une pièce de bois qui n'en aurait point eu sans son intervention. L'industrie agricole procède par conséquent comme toutes les autres, en utilisant des objets stériles. Ainsi, le manufacturier fait servir à la production, ces nuages de vapeur que le génie de Watt a su emprisonner dans un cylindre, et qui jusqu'alors semblaient n'avoir eu d'autre résultat que celui d'amuser des enfans.

M. Say appelle *service productif des agens naturels*, la part que la terre, le soleil, l'air et l'eau peuvent avoir dans la production des valeurs agricoles. Le cultivateur qui laboure, fume, ensemeence et moissonne son champ, fournit un travail sans lequel il ne saurait rien recueillir; mais l'action de la terre qui fait fermenter la semence, et celle du soleil qui conduit la plante à sa maturité, sont indépendantes de ce travail, et concourent à la formation des valeurs que représente la récolte. Nous voyons donc que

la nature est presque toujours en communauté de travail avec nous , et que notre intelligence se borne à lui faire produire le plus grand nombre de valeurs avec le moins de frais et de peines possibles. Les nations civilisées sont celles qui arrivent le plus tôt à ce but , en triomphant des préjugés de la routine , des obstacles du sol ou de l'intempérie des élémens. Le premier qui démontra l'absurdité du système des Jachères fut un agriculteur civilisé , c'est-à-dire instruit et raisonnable ; Franklin qui ravit la foudre au ciel , et l'auteur du système des paragrèles , sont des industriels vainqueurs de la nature , puisqu'ils ont neutralisé les résistances qu'elle opposait elle-même au développement des fruits de la terre.

Ici , je rencontre une opinion assez généralement accréditée , sur les effets du travail de l'homme , et je m'empresse de la combattre. Smith et plusieurs économistes ont prétendu que ce travail de l'homme était l'*unique* source des valeurs. Non , certes , l'industrie du laboureur n'est pas l'unique source de la valeur d'un sac de blé , ni d'un boisseau de pommes ; jamais son talent n'ira

jusqu'à créer le phénomène de la germination, pas plus que la patience des alchimistes n'a découvert le secret de faire l'or : cela est évident. Cependant on a soutenu la proposition contraire, et l'on en a tiré de fâcheuses conséquences. On a cru que toutes les valeurs produites représentaient un travail ou une accumulation de travaux antérieurs de l'homme : l'action de la terre était regardée comme nulle, et il semblait naturel de décharger de toute contribution le propriétaire du sol, puisque ce sol ne rapportait rien. Quesnay et les *économistes*, soutenant une thèse diamétralement opposée, et ne voyant dans le travail industriel de l'homme aucune source de valeur, attribuaient à la terre seule la faculté productive, et ils proposaient de substituer à tous les impôts, un impôt unique sur les terres. Ainsi, des questions qui peuvent sembler indifférentes aux observateurs superficiels, deviennent riches en sujets de méditation, et peuvent entraîner des particuliers et même des gouvernemens, lorsqu'elles sont mal comprises, dans des mesures fatales à la prospérité publique.

SECTION II.

De l'industrie manufacturière.

L'*industrie manufacturière*, si long-temps méconnue, consiste à donner à des matières brutes ou déjà façonnées, une valeur qu'elles n'avaient point, en les modifiant d'une manière qui les rende utiles. Cette industrie embrasse tout le monde physique; elle commence par la plus simple des opérations, et se termine par la plus compliquée: sa puissance apparaît quelquefois avec autant de grandeur dans les moindres détails, que dans les entreprises les plus gigantesques. J'admire également ses procédés lorsqu'elle transforme en épingles une barre de cuivre, et lorsqu'elle change en glaces ou en cristaux, le sable de nos landes et la soude tirée des plantes marines perdues sur les rivages. L'industrie agricole est bornée par l'étendue du territoire: l'industrie manufacturière ne connaît de limites que celles du génie de l'homme. Par elle, on a vu des

populations presque sans terres labourables, se procurer tout ce qui peut satisfaire aux besoins et même aux jouissances de la vie : Genève a long-temps échangé contre les productions de l'Europe, les seuls produits de son horlogerie. Avec de l'économie et de l'ordre, une nation industrielle accroit indéfiniment ses capitaux, et par conséquent le champ de ses opérations manufacturières.

« Par le moyen de l'industrie manufacturière, a dit M. Say (et je cite ce passage comme un fragment aussi remarquable sous le rapport du style que par l'élévation de la pensée), les plus viles matières ont été pourvues d'une immense utilité. Les chiffons, rebut de nos ménages, ont été transformés en feuilles blanches et légères, qui portent au bout du monde les ordres du commerce et les procédés des arts. Dépositaires des conceptions du génie, elles nous transmettent l'expérience des siècles. Elles conservent les titres de nos propriétés; nous leur confions les plus nobles comme les plus doux sentimens du cœur, et nous réveillons par elles, dans l'âme de nos semblables, des sentimens pareils. En facilitant

à un point inconcevable toutes les communications des hommes entr'eux , le papier doit être considéré comme un des produits qui ont le plus amélioré le sort de l'espèce. Plus heureuse encore , si un moyen d'instruction si puissant , n'était jamais le véhicule du mensonge et l'instrument de la tyrannie ! »

On sait les prodiges opérés par l'industrie manufacturière , depuis que la paix a permis aux nations éclairées des Deux Mondes de s'y livrer avec persévérance et sécurité. Des produits nouveaux , de toute espèce , ont été apportés sur les marchés à des prix inconnus jusqu'alors ; le pauvre a pu trouver dans son travail , des ressources suffisantes , non-seulement pour exister , mais pour se procurer quelques plaisirs ; et l'inventaire des richesses du genre humain , naguère dressé par M. Moreau de Jonnés (1) , surpasse tout ce que la statistique a jamais offert de plus brillant et de plus admirable. Ces résultats consolans sont dûs aux progrès des lumières et de l'industrie ; en effet , les tra-

(1) Dans son ouvrage intitulé : *du Commerce au dix-neuvième siècle* , 2 vol. in-8o.

vaux de l'industrie manufacturière n'étant pas limités, comme je l'ai exposé plus haut, par l'étendue du territoire, il dépend de l'homme d'en multiplier à son gré les produits. Les expériences qu'ils nécessitent, occupent les capitaux moins long-temps que ne fait l'agriculture, et les profits en sont à la fois plus rapides et plus considérables. Les débouchés en sont aussi plus faciles et plus nombreux : les blés de la Sicile et d'Odessas, les vins de Portugal et de Bourgogne ne peuvent pas se multiplier indéfiniment ; ni se vendre partout ; tandis que les soieries de Lyon et les coutelleries de Birmingham parcourent les deux continens et trouvent des acheteurs. L'Angleterre achetait ses quincailleries aux Allemands sous le règne de Charles I^{er}, et elle en fournit maintenant à une partie de l'Europe et à toute l'Amérique du sud. Quel encouragement solennel pour les nations laborieuses ! et quel avenir s'ouvrira devant elles, lorsqu'elles seront persuadées qu'on n'achète des produits qu'avec des produits, et que le travail, source première de la richesse, est plus productif mille fois que les mines de Golconde !

SECTION III.

De l'industrie commerciale.

L'INDUSTRIE commerciale, selon M. Say , qui, le premier en a exposé la théorie , est celle qui met un produit à la portée de celui qui doit le consommer. Le négociant qui va chercher un produit dans l'endroit où il se trouve , pour le transporter au lieu où il manque , augmente sa valeur de toute la différence qu'il y a entre son prix dans le premier de ces endroits , et son prix dans le second.

Les produits qui sont transportés par le commerce , peuvent être naturels ou manufacturés : les Antilles nous envoient leur sucre et leur café ; nous leur portons nos tissus et nos meubles. L'armateur qui se charge de ces transports , donne aux objets qui en forment la base , une façon nouvelle, une façon productive , d'où résulte un bénéfice pour lui-même et pour le pays. Il crée une véritable valeur , variable selon certaines circonstances , mais réelle , et qui

mérite le nom de production. C'est donc à tort que plusieurs écrivains ont prétendu que le commerce ne produisait rien par lui-même, et que le négociant vivait aux dépens des autres industriels, c'est-à-dire à leur détriment.

L'industrie commerciale se divise en *commerce intérieur* et en *commerce extérieur*, expressions tellement simples et connues, qu'elles n'ont pas besoin d'être définies (1). Le commerce en gros et le commerce en détail, sont également à la portée de tous les esprits : la science ne leur donne pas d'autre définition que le vulgaire. Il y a un troisième commerce, d'origine plus moderne, et d'une importance non moins considérable, celui qu'exercent les banquiers. Un banquier reçoit ou paie pour le compte d'autrui, ou bien fournit des *lettres de change* payables en d'autres lieux que ceux où l'on est : il fait le commerce de l'or et de l'argent (2). Nous examinerons à part cette branche de l'indus-

(1) Voyez d'ailleurs le *Traité du Commerce*.

(2) Montesquieu dit que les *lettres de change* furent inventées par les Juifs chassés de France, sous Philippe-Auguste et Philippe-le-Long. (*Esprit des Loix*, ch. 20.)

trie commerciale, qui est devenue si active chez les nations civilisées, et qui distingue d'une manière caractéristique notre commerce de celui des anciens.

L'industrie commerciale est susceptible, comme toutes les autres, de perfectionnements et d'améliorations. L'application des machines à vapeur à la navigation, la création des routes en fer, l'établissement des canaux, en facilitant le transport des marchandises, économisent les frais de production commerciale, et procurent au consommateur un gain qui ne coûte rien au producteur. De même, en trafiquant avec l'étranger, on peut faire avec lui des bénéfices dont il retire sa part, et s'enrichir mutuellement. Je suppose qu'un négociant français porte à New-York du vin acheté à Bordeaux à raison de mille francs la pipe, et qu'il le vende douze cents francs : la France aura gagné deux cents francs par son intermédiaire. Que si le même négociant rapporte de New-York au Havre, une balle de coton payée six cents francs en Amérique, et qu'il la vende en France huit cents francs : il y aura une valeur de deux cents francs

produite par les différens agens qui ont concouru à cette transaction, et dans laquelle les Français et les Américains auront fait leur profit, sans se nuire réciproquement. Ainsi les nations ont intérêt à s'encourager et à se soutenir dans la voie de la production : nulle d'entr'elles ne peut succomber, c'est-à-dire devenir improductive, sans que les autres ne s'en ressentent. L'Espagne, en cessant de produire, a tari la source d'un débouché précieux pour beaucoup de produits des peuples laborieux de son voisinage. Son gouvernement a détruit ou entravé le commerce intérieur, en multipliant outre mesure les droits de péage, d'octroi, de douanes provinciales, et en se réservant le monopole de certaines denrées et même de certaines manufactures.

Les villes anséatiques ont fait pendant long-temps, avec un grand succès, un genre de commerce qu'on appelle de *transport*, et qui consiste à acheter des marchandises, hors de son pays pour les revendre ailleurs. Elles allaient chercher dans le nord les métaux nécessaires à la consommation du midi, et elles portaient au fameux entrepôt de

Bruges , le chanvre , le goudron et les harengs de la Norwège et de la Suède. En échange , elles rapportaient à ces peuples les productions de la France et de l'Italie , formant , d'une extrémité à l'autre de l'Europe , une alliance commerciale dont elles s'étaient octroyé la médiation. L'expérience a prouvé que tout le monde avait gagné à ce système , dans lequel les Hollandais jouèrent plus tard le rôle des villes anséatiques , et que les Français , malgré leurs tentatives dans le Levant , n'ont jamais parfaitement exploité.

Le commerce de *spéculation* , moins avantageux , et plus sujet au hasard , est celui qu'on a quelquefois flétri de la dénomination d'*accaparement* , parce que ses bénéfices résultent principalement de la vente d'une marchandise retirée de la circulation dans un moment d'abondance , afin d'y reparaître intacte en temps opportun , ou à une époque de rareté. Il s'exerce généralement sur des matières d'une consommation habituelle , telles que les blés , les vins , le sucre , le café , etc ; et il suppose ou laisse volontiers supposer chez ceux qui s'y livrent une certaine tendance au *monopole*. De-là

vient qu'à plusieurs époques, la populace ignorante s'est soulevée contre des négocians en grains, des épiciers, des droguistes, auxquels elle prêtait l'intention de l'affamer, quoique cette intention fût loin de leur pensée, même de leur pouvoir. On pourrait l'appeler *commerce de réserve*, lorsqu'il est entièrement exempt de prétentions au monopole. C'est le commerce des pays malheureux, et il ne manque pas d'analogie avec les placemens à fonds perdus.

Telles sont les principales branches de l'industrie commerciale, subdivisée à l'infini, et l'une des sources les plus fécondes de la prospérité des nations. Elle met en rapport tous les peuples, elle facilite la communication de la pensée, l'importation des procédés utiles, des doctrines salutaires; elle finira par détruire les vieilles haines fondées sur de vieux préjugés. Les tarifs, les prohibitions ridicules, enfans de l'erreur ou de l'aveugle jalousie, tomberont devant elle : déjà le parlement d'Angleterre a donné ce noble exemple, imité par la France, et destiné à changer tout l'ancien système de la diplomatie commerciale. L'époque n'est

peut-être pas loin , qui doit faire tomber les barrières élevées sur la surface du globe , pour gêner les transactions humaines : ce sera le plus beau triomphe qu'ait remporté la science économique.

CHAPITRE III.

Des capitaux.

UN *entrepreneur* d'industrie ne saurait arriver à des résultats productifs avec les seules ressources de son travail : il lui faut une usine , des outils , des instrumens , des matières brutes à fabriquer , et du numéraire pour payer ses collaborateurs ; en d'autres termes, il lui faut des *capitaux*. Ces capitaux , quels qu'ils soient , représentent toujours une somme de valeurs acquises d'avance , et ces valeurs ne sont elles-mêmes que le résultat de l'économie, c'est-à-dire d'une masse de produits soustraits à la *consommation improductive*.

La consommation improductive est celle qui détruit une valeur , sans la remplacer,

ou la faire reparaître sous une autre forme également utile ; la consommation *reproductive* est celle au moyen de laquelle une valeur détruite est remplacée par une valeur nouvelle. Quand Louis XIV faisait bâtir le château de Versailles, il détruisait des capitaux pour le vain plaisir de se donner une habitation, dont la magnificence est stérile ; lorsqu'au contraire, il décidait la construction du canal des deux mers, on consommait des valeurs amplement reproduites par l'utilité de ce monument immortel.

Pendant long-temps on s'est fait de fausses idées de la nature des capitaux. Il est inutile de réfuter l'erreur de ceux qui n'accordaient ce nom qu'aux amas de numéraire ; car personne n'ignore aujourd'hui que la terre, la possession d'une chute d'eau, celle d'une machine à vapeur, d'un vaisseau, d'une collection d'ustensiles aratoires ou d'animaux domestiques, sont des capitaux comme l'argent. On les appelle *productifs*, lorsqu'ils sont exploités par l'industrie, d'une manière utile, d'une manière qui crée des valeurs ; *improductifs*, lorsqu'ils ne rapportent

rien. Telle est, parexemple, une maison abandonnée, ou assez mal entretenue pour qu'on n'en retire aucun loyer ; un champ non cultivé ; une somme retirée de la circulation , ou enfouie par la terreur , par l'avarice.

J'ai dit plus haut que les matières brutes étaient, entre les mains de l'industriel fabricant , un véritable capital : je m'explique, et cette explication me dispensera de beaucoup d'autres. Cent balles de coton en magasin sont pour le filateur un capital , tout aussi bien que les métiers qui garnissent ses ateliers ; un quintal de garance ou de bois de campêche , fait partie du capital d'un teinturier , autant que ses chaudières et le combustible destiné à les échauffer. Si l'argent a paru l'emporter sur la plupart des capitaux , au point d'usurper ce titre pour lui seul , c'est qu'il facilite infiniment les échanges, sans lesquels la production ne saurait avoir lieu ; car il n'est réellement *productif*, qu'autant qu'il a procuré à l'industrie les services dont elle avait besoin. Un sac de cent mille francs ne fait pas aller un moulin ; mais on trouve , au moyen des valeurs qu'il représente , le moteur nécessaire à cette

usine ; et celui qui posséderait le moteur, serait aussi riche que le maître des cent mille francs.

Le capital d'un pays ne se compose donc point seulement de ses valeurs en numéraire, mais de toutes les autres. Les navires qui servent à son commerce ou à sa défense, les terres qu'il exploite pour sa subsistance, les fabriques qu'il entretient pour suffire à ses besoins ou à ses plaisirs, constituent la richesse nationale, la chose du monde la plus variable, et par conséquent la plus difficile à évaluer exactement, en dépit des essais qu'on a tentés sur ce sujet. Examinons de quelle manière les capitaux se forment, se multiplient ou se gaspillent : ce sera l'objet des deux sous-divisions suivantes, et le développement des définitions présentées au commencement de ce chapitre.

SECTION PREMIÈRE.

*Comment se forment et se multiplient les
Capitaux.*

Les capitaux ne se forment qu'avec d'autres capitaux ; et cette assertion, étrange au

premier abord, est pourtant d'une grande exactitude. Le laboureur qui se fait un capital du produit de sa terre améliorée, a dû la posséder avant de songer à l'améliorer ; et il n'a pu l'acquérir qu'avec des capitaux précédemment accumulés. Que s'il l'a reçue en héritage, cette terre a été acquise avec des valeurs préparées par le possesseur précédent : or, ces valeurs réunies étaient aussi un capital. Un homme de lettres compose une tragédie qui réussit et lui rapporte une somme de cinquante mille francs, avec laquelle il achète soixante arpens de bois : qu'est-ce autre chose que ce capital, sinon le résultat des capitaux précédemment consacrés à l'éducation du poète, à son entretien, à son existence ? Un commerçant a gagné un million sur plusieurs envois de papiers peints ou de soieries expédiés dans l'Amérique du sud : ce million est devenu un capital ; mais n'a-t-il pas fallu au commerçant des capitaux préexistans pour concourir à sa production ? Telle est l'origine de tous les capitaux. On voit qu'il n'y a pas de différence entre leur formation et leur multiplication. Celui qui en forme un,

multiplie par le fait ceux qui existaient auparavant ; son talent consiste à soustraire des valeurs à une consommation stérile. Ainsi s'expliquent les différences qu'on remarque entre le résultat des capitaux consacrés à des feux d'artifice , à des distributions de vin aux ivrognes , ou de pensions aux oisifs , et celui des ressources employées à vivifier l'industrie , source de la reproduction.

On peut amasser , c'est-à-dire économiser des valeurs sous toutes les formes ; un meûnier accumule un capital sous la forme de mille sacs de farine ; un carrossier , sous la forme de voitures. Il suffit , pour l'un comme pour l'autre , qu'ils aient réuni une somme de valeurs susceptibles de se résoudre en valeurs nouvelles ; mais combien de circonstances sont nécessaires , indépendamment du travail , pour arriver à ce but important ! L'agriculteur ne peut pas toujours soustraire à sa propre consommation le produit de ses travaux de l'année , parce que , trop souvent , ses besoins de l'année surpassent ses profits ; et dans les autres classes de la société , les économies trop peu consi-

rables , découragent le producteur de l'accumulation , malgré les facilités que lui offrent les caisses d'épargne et les établissemens , d'ailleurs si utiles , du même genre. Cependant , on ne saurait trop encourager l'accroissement des capitaux , puisqu'ils sont le vrai thermomètre de la richesse publique , et que la nation la plus prospère est celle qui en possède le plus grand nombre en circulation dans des entreprises industrielles.

Les flatteurs de Louis XIV avaient persuadé à ce prince qu'il rendait service à sa nation en *dépensant* beaucoup ; on ne spécifiait pas comment. Cette fausse idée lui a fait commettre de graves erreurs , je dirais même des crimes , si sa bonne foi , malheureusement d'accord avec ses penchans prodigés , n'était pas une excuse. Il s'imaginait sérieusement être utile au pays par des folies qui dilapidaient la fortune publique , et les courtisans s'arrangeaient fort bien d'une Économie politique qui les transformait en bienfaiteurs de ceux dont ils exploitaient les dépouilles. Ce n'est pas la seule erreur dont les lumières de la science nous aient délivrés , et nous aurons encore plus d'une occasion

d'observer les conséquences déplorables de beaucoup d'autres fausses maximes.

La rapidité de notre restauration financière, après les nombreux assauts que nous avons essuyés de la manie guerroyante de l'empire, et de l'exigence des ressentimens de l'étranger, dépend surtout du retour de la paix qui a favorisé l'accumulation des capitaux et leur emploi d'une manière reproductive. Où en serions-nous si l'on eût employé en routes, en canaux, en usines, les sommes immenses perdues seulement en sabres, en fusils, en canons, en poudre, en boulets et en balles, depuis vingt-cinq ans? On n'a qu'à remarquer l'effet produit sur le bien-être des populations européennes, par la baisse des tissus de coton, et le nouvel emploi des machines à vapeur.

SECTION II.

Des capitaux improductifs.

Un capital n'est pas toujours improductif, parce qu'il est momentanément sans emploi; mais il peut demeurer long-temps stérile par

l'indolence ou l'ineptie de ceux qui le possèdent. Des causes indépendantes de la volonté du possesseur concourent aussi à paralyser l'utilité qu'il en pourrait retirer : telles sont les guerres qui excitent l'inquiétude, des prohibitions exagérées qui détournent les industriels de certaines entreprises lucratives, ou des préjugés qui leur ferment d'avantageux débouchés. M. Say a mis les madones et les saints des pays superstitieux, lorsqu'ils sont en métaux susceptibles d'utilité, au rang des capitaux improductifs : telle paraît être également l'opinion des assemblées nationales souveraines du Pérou et du Mexique, car elles ont fait transporter à l'Hôtel des Monnaies la plupart des vases de luxe et le mobilier métallique, beaucoup trop somptueux, des églises du pays. Ces capitaux, reproductivement consommés, ne tarderont point à vivifier l'industrie américaine.

Les premiers pas d'une nation vers la civilisation, telle qu'elle est entendue de nos jours, se font principalement remarquer dans le mouvement qui se manifeste parmi les capitaux. L'observateur attentif à ce phé-

nomène distingue facilement, alors, d'une manière tout-à-fait positive, la différence qui existe entre les capitaux qui produisent et ceux qui ne produisent pas. Que l'Espagne actuelle lève son front sillonné des cicatrices du monopole et du fanatisme; qu'elle verse des torrens de lumière sur ses ignorans dominateurs, et bientôt nous verrons de toutes parts le travail en honneur et l'indolence exilée. Tout l'or et l'argent qui va se résoudre en salaires de laquais, en subventions accordées à des ordres mendiants, se répandra dans les veines du corps social; Cadix retrouvera son antique splendeur; Ségovie, ses laines fameuses; Valence rouvrira ses fabriques de soie: vous verrez des capitaux naguère enfouis ou consommés stérilement, revenir à leur destination naturelle, celle de féconder l'industrie et de faciliter les grandes entreprises du génie de l'homme. Un simple changement de système suffirait pour cela. Singulière destinée de l'espèce humaine, que son aveuglement la conduise toujours sur le bord d'un abîme, quand elle a devant elle un chemin magnifique!

On peut dire que la stagnation ou la situation improductive des capitaux , caractérise une société mal organisée , tandis que la prospérité d'un peuple se juge par l'action productive qu'il sait leur imprimer. Chez la nation indolente , on n'accumule point , on ne veut rien soustraire à la consommation absolue , *on mange tout son revenu* , pour me servir d'une expression triviale : dans une communauté laborieuse , les transactions , les fabriques , l'agriculture offrent l'image du mouvement perpétuel. Les capitaux y subissent mille transformations diverses. On y voit des betteraves changées en sucre , du charbon de terre en gaz lumineux , des cotons bruts reparaître sous forme de fils , de calicots , de toiles peintes ; et , de toutes ces métamorphoses , résulter des bénéfices qui vont répandre la paix et l'aisance dans le sein des familles. Ainsi l'active chrysalide , après avoir parcouru pendant sa courte existence , l'étendue souvent renouvelée d'une feuille de mûrier , se repose dans un palais d'or et de soie , d'où sortiront bientôt d'innombrables générations.

CHAPITRE IV.

Du travail.

Nous venons de voir le rôle que les capitaux jouent dans la production des richesses. Mais leur action ne suffit point, seule, pour déterminer cette production; et nous arrivons à l'une des plus grandes questions de l'Économie politique, celle que tout le monde croit entendre et que peu de personnes se donnent la peine d'approfondir: je veux dire le *travail*. La définition en paraît, au premier abord, très-facile; mais le principe en lui-même et ses conséquences, présentent des difficultés non encore aplanies, dans l'état actuel de la science. Je vais essayer de les exposer avec précision et de les discuter avec clarté.

Le travail est l'action intellectuelle ou mécanique exercée par l'homme sur les ressources que la nature lui a offertes. Il est la base principale de toute production, de toute utilité, par conséquent de toute valeur. Le chimiste qui a découvert la lampe

de sûreté ou la loi de la dilatation des vapeurs, et le bûcheron qui donne une façon productive au chêne en le déracinant, sont deux travailleurs utiles, l'un dans l'ordre intellectuel, l'autre dans l'ordre mécanique. le premier a fait jaillir la pensée bienfaisante, de son cerveau ; le second a exploité un agent naturel. Il y a donc des agens naturels, et la nature est de moitié ou de part dans le travail de l'homme : première conséquence. Il ne faut point la perdre de vue, car elle est contestée par de célèbres économistes qui ont voulu faire de l'homme un véritable Créateur, indépendant de la matière ; un nouvel Être-Suprême.

Quand je laboure un champ et que je l'ensemence, j'ai accompli la plus grande partie de ma tâche de *producteur* : sans moi le sol eût été stérile ; je lui ai donné de la fertilité par des engrais, par des labours. Mais après l'action que j'ai exercée, n'en est-il point une autre, plus mystérieuse, plus surprenante, plus indispensable encore que la mienne, et sans laquelle aucun produit ne saurait naître de mon champ ? n'est-ce pas la nature qui l'exerce ? est-il raisonnable

de la compter pour rien ? Cette action physique ne modifie-t-elle pas , dans mille circonstances , le travail de l'homme ?—Et ce n'est pas seulement dans l'agriculture proprement dite , que nous rencontrons cette force , cette puissance , quelquefois même cette résistance de la nature : dans les manufactures , nous la faisons servir à nos usages ; nous dirigeons une cascade sur la circonférence d'une roue hydraulique , un courant de vapeur sous le piston adapté au levier principal d'une machine. C'est toujours la nature que nous exploitons pour satisfaire nos besoins ou nos plaisirs. Je sais bien que sans le travail nous ne serions jamais parvenus à utiliser de la vapeur , ni du vent , ni une chute d'eau ; mais sans aucun de ces agens naturels , sur quoi donc aurions-nous exercé notre action intellectuelle ou mécanique , pour avoir des moulins ?

J'insiste sur ces considérations , parcequ'elles peuvent servir de réponse aux écrivains qui ont été conduits , par des idées exagérées sur le travail , à méconnaître l'action évidente de la nature , c'est-à-dire de l'eau , de l'air et du sol , et à bâtir sur ces

opinions des systèmes par trop nuisibles à la *propriété foncière*. J'ai fait voir aussi dans un chapitre précédent, quelle était l'erreur de ceux qui attribuaient une influence souveraine à cette *propriété*, en démontrant que les produits agricoles avaient une limite, susceptible sans doute de quelque extension, mais certaine, inévitable; tandis que les produits de l'industrie manufacturière n'avaient d'autres bornes que celles du génie de l'homme. Cette proposition me conduit naturellement à parler des *machines* et des effets de la *division du travail*.

Toutefois avant de traiter ces deux importantes questions, je placerai ici ce que je dois dire sur les produits que M. Say a nommés, le premier et avec beaucoup de bonheur, *produits immatériels*. Ce sera l'objet de la section suivante.

SECTION PREMIÈRE.

Des produits immatériels.

M. Say est l'auteur de cette belle théorie. C'est lui qui a mis au rang des producteurs

et réhabilité aux yeux des économistes, cette classe de citoyens si utile et si honorable, que nous appelons des *savans*, des travailleurs dans l'ordre intellectuel. Il a soigneusement analysé leurs productions, et il a bien défini la part que prennent les sciences dans les différentes branches de l'industrie humaine. Davy désoxyde la potasse et met le potassium à nud : sa découverte, toute scientifique, opère néanmoins une révolution dans les arts, et se fait sentir avec avantage au commerce. Niera-t-on que ce savant soit un producteur ? et le médecin qui m'a sauvé la vie ou le membre dont je ferai un usage avantageux, n'est-il producteur d'aucune utilité ? L'avocat dont le sage conseil m'évite un long procès ou dont l'éloquence me le fait gagner, est-il inutile comme les mendiants dont l'unique travail est de tendre la main ?

La découverte du chimiste, l'ordonnance du médecin, le plaidoyer de l'avocat, M. Say appelle tout cela des produits *immatériels*, des produits qu'on ne saurait palper, mais surtout des *produits consommés au moment de leur création*. La musique, le théâtre rentrent dans la même catégorie : Smith, dit

M. Say, ne voulait pas qu'on donnât le nom de *produits* aux résultats de ces industries : cependant ces résultats sont une richesse, puisqu'ils ont une valeur échangeable, et que les industries dont ils émanent, mènent souvent à la fortune le chimiste, l'avocat et le médecin.

Si Smith a nié que ces industries fussent productives, d'autres économistes ont prétendu qu'elles l'étaient beaucoup, et que par conséquent on pouvait les multiplier *ad libitum*, autant que toutes les autres. Malheureusement pour ces derniers, il reste démontré que les produits immatériels n'étant point susceptibles d'accumulation, ne servent pas à augmenter le capital national. Rome ne manque ni de médecins, ni d'avocats, ni de prêtres, ni de baladins, qui soignent, défendent, prêchent et amusent fort bien le peuple romain pour son argent : mais la terre papale n'en est pas plus riche, parce que les produits de tous ces industriels sont à l'instant consommés sans reproduction.

Cependant tous les produits immatériels ne sont pas condamnés à une stérilité universelle. Il en est qui sans être eux-mêmes

susceptibles d'accumulation , ne laissent pas que d'être fort productifs. Tels sont les travaux du savant , qui , par la simplification d'un procédé compliqué , par exemple , diminuerait les frais de fabrication d'une substance auparavant beaucoup plus chère. Au reste , ces produits sont toujours eux-mêmes le résultat d'un capital précédemment employé. Il a fallu dépenser de l'argent pour l'éducation du chimiste , du médecin ou de l'avocat : sa personne ou son talent représente ce capital , dont on peut considérer l'invention , l'ordonnance , le conseil comme un produit réel , quoique éloigné.

On range encore dans la classe des produits immatériels , la jouissance qu'on retire d'un jardin , d'une maison de campagne , d'un parc , d'un château , d'une belle vaisselle , d'une quantité de bijoux , d'un tableau , etc.

J'aurais une occasion bien favorable de faire une digression , si j'examinais ici de quelle utilité peuvent être , pour l'état , certaines usines où l'on fabrique à grands frais des produits immatériels , sous forme de ballets et d'opéras chèrement payés par le public. Je pourrais demander pourquoi le budget est

surchargé, chaque année, d'une foule de sinécures, de places inutiles ou nuisibles, qui absorbent une partie considérable de la richesse nationale : mais quelle matière délicate ! et qu'on est heureux de la pouvoir seulement montrer du doigt, sans être obligé de marcher sur ces charbons ardents !

SECTION II.

Des Machines.

Le concours des capitaux et du travail de l'homme étant nécessaire, comme on a pu le voir, pour la production des richesses, j'ai exposé d'abord la théorie des capitaux, c'est-à-dire leur mode d'action dans le phénomène de la production ; puis, j'ai donné la définition du travail, en montrant comment l'homme pouvait, à l'aide des capitaux, exploiter dans son propre intérêt la nature extérieure. Cette dernière question a dû être subdivisée pour être convenablement approfondie. Nous avons donc considéré en premier lieu comment l'industrie du savant devenait productive ; cette circonstance nous

a conduits à parler des produits immatériels, et à expliquer la nature des services rendus à la société par les artistes, les médecins, les avocats, les prêtres, etc. Il nous reste maintenant à examiner le résultat du travail de l'ouvrier, celui des machines qui le simplifient, et la division des travaux qui simplifient dans plus d'un cas les machines elles-mêmes. La question intéressante de la propriété foncière, considérée comme agent naturel, sera traitée dans une section suivante.

L'ouvrier est placé au dernier degré de l'échelle des travailleurs, dont on peut dire que le savant occupe le point le plus élevé. Il exécute ce que celui-ci a conçu, et ce que l'entrepreneur s'est chargé de faire confectionner au moyen de ses capitaux. Le savant prête son génie ; l'entrepreneur, ses fonds ; l'ouvrier, ses bras. Les ouvriers ne sont guères susceptibles de division en plusieurs classes, car il en faudrait établir une pour chaque genre de fabrication, depuis le fondeur qui coule un cylindre de fer, jusqu'à l'artisan qui façonne la tête d'une épingle. C'est principalement à cette grande subdivision du travail que Smith attribuait

les effets surprenans qu'on remarque de nos jours dans le phénomène de la production, et que nous examinerons dans la section suivante.

L'ouvrier emploie des outils pour augmenter la puissance des organes qu'il a reçus de la nature. Dans l'enfance des sociétés, ces outils sont ordinairement fort grossiers, tels que les haches de silex qu'on remarque chez quelques peuplades sauvages; mais à mesure que les sociétés se civilisent, les instrumens se perfectionnent, et les machines en prennent la place. Nous ne les considérons que comme des outils compliqués dont le service a pour résultat de nous donner plus de produits pour une même somme de travail moins pénible. Ainsi les machines à vapeur appliquées aux moulins, ont remplacé d'une manière bien avantageuse le travail fatigant que les Romains faisaient faire à leurs esclaves. En général, le résultat des machines est de produire une grande baisse dans le prix des objets manufacturés, et de les mettre plus à portée de toutes les classes de consommateurs.

Toutefois, ce bienfait ne se fait point

sentir sur-le-champ, et pendant un temps l'aveugle ignorance des hommes en a contesté jusqu'à la possibilité. L'introduction des machines a souvent été suivie de révoltes d'ouvriers, de menaces et même de destruction, sous prétexte qu'elles nuisaient au travail, et laissaient plusieurs bras dans l'inaction. On ne saurait nier cette conséquence ; mais en examinant la question avec toute l'attention qu'elle réclame, on s'apercevra facilement qu'elle présente bien moins d'inconvéniens que d'avantages. Il est certain que la découverte d'une machine qui permettrait d'obtenir par le travail de deux hommes ce qu'on ne pouvait se procurer que par l'emploi de six ouvriers, condamnerait quatre travailleurs à la réforme : mais ce mal est passager ; d'abord, parce que les machines s'exécutent avec lenteur, et que leur usage ne devient général qu'après beaucoup d'hésitations et de répugnances ; ensuite, parce que la baisse qui en résulte dans le prix de plusieurs objets de consommation produits par elles, se fait sentir avantageusement aux ouvriers qui sont eux-mêmes consommateurs.

M. Say a très-bien observé, du reste, que l'introduction d'une machine nouvelle déplaçait seulement le revenu des travailleurs sans nuire aux intérêts du pays, et il a cité à cet égard un exemple concluant : « Quand pour abreuver une ville, dit-il, on substitue une machine hydraulique à l'approvisionnement à bras, les habitans n'ont pas moins d'eau à consommer. Le revenu des porteurs d'eau diminue, mais celui des mécaniciens et des capitalistes qui fournissent les fonds, augmente. » Il en est ainsi pour la plupart des autres industries ; et si, comme nous le prouverons par la suite, la diminution du prix d'une seule branche des productions humaines suffit pour favoriser la circulation et l'échange de plusieurs autres, en permettant aux consommateurs de leur consacrer ce qu'ils ne sont plus obligés de donner pour se procurer la première, on doit reconnaître que les machines contribuent beaucoup au bien-être de l'espèce humaine.

Il faut considérer aussi que les bénéfices résultant de la découverte d'un procédé mécanique sont partagés à-la-fois par le consommateur et par le producteur. Celui-

ci fabricant davantage, et à moins de frais que par le passé, augmente naturellement ses ateliers, ses relations, et il ne tarde pas à rappeler au travail, souvent en plus grand nombre, ces mêmes ouvriers qui semblaient enchaînés à une perpétuelle inaction. L'imprimerie a ruiné deux mille copistes, mais elle a fait prospérer deux cent mille personnes, sans compter les services d'une nature supérieure qu'elle a rendus au genre humain. La *mull-Jenny* a frappé de mort les quenouilles du vieil âge; mais elle a centuplé les produits de l'industrie du filateur; elle a mis le linge à la portée des plus malheureuses classes de la société, et donné des chemises aux enfans de ceux dont les seigneurs regardaient ce vêtement comme un luxe. On peut dire que les ouvriers sont peut-être plus intéressés que les autres citoyens au perfectionnement et à la multiplication des machines, parce qu'en faisant baisser le prix des objets de leur consommation habituelle, elles leur permettent d'en acquérir un plus grand nombre, c'est-à-dire, de se procurer une somme de jouissances plus considérable. Qui sait de quelle utilité

a été l'inventeur du métier à faire les bas , et de combien d'incommodités sa découverte a préservé les ouvrières tricoteuses qui l'ont dû maudire dans le fond de leur ame ?

Que sera-ce si nous examinons sous le rapport des arts et de la perfection des produits , la révolution opérée par l'introduction des machines ? Assurément, c'est la plus brillante conquête que l'homme ait pu faire encore sur cette masse de résistances que nous rencontrons dans la nature. Jusque-là, il n'avait agi sur elles que comme individu ; par le moyen des machines, il s'est armé de ces résistances même pour les neutraliser ou les employer activement à son service ; et l'on ne saurait dire lequel de Newton ou de Watt a rendu un plus grand service à l'espèce humaine, le premier en découvrant la gravitation universelle , le second, en appliquant à la mécanique les forces long-temps stériles ou négligées de la vapeur.

SECTION III.

De la division du travail.

LES phénomènes de la *division du travail*, connus des anciens , n'ont été bien analysés que de nos jours par Adam Smith , et entrevus par le marquis de Beccaria , l'illustre auteur du *Traité des délits et des peines*. On sait l'exemple des épingles cité par Smith , et les conséquences que cet économiste en a tirées. Tout cela peut se résumer en peu de mots , et je ne crois pas qu'il soit nécessaire , dans l'état actuel de la science , de se livrer à de plus amples développemens.

Une pièce de drap , avant d'être mise en état de consommation , a nécessité l'emploi de plusieurs mains. Elle a existé préalablement sous forme de laine brute sur le dos d'un mouton ; cette laine a été lavée , filée , teinte et travaillée au métier ; elle a été soumise à l'action du foulon , des tondeurs ; enfin elle est entrée dans le magasin du marchand de draps. Il est certain que si le même individu s'était chargé des diverses

opérations qui ont donné tour à tour une façon nouvelle à cette marchandise , il n'en aurait fabriqué qu'une quantité fort petite ; et l'on peut aisément supposer qu'il n'aurait pas également réussi dans chacun des travaux qui lui ont ajouté de la valeur. Mais le berger a borné ses soins à l'entretien du troupeau ; le laveur ou le dégraisseur a préparé les laines ; le filateur les a réduites en écheveaux ; le teinturier leur a donné une couleur , le fabricant en a fait un tissu , le tailleur un habit. Telle est la division des travaux dans toutes les branches de l'industrie humaine. Chaque ouvrier s'étant spécialement appliqué à la portion de travail qui s'est trouvée le plus en harmonie avec son talent ou avec ses goûts , a dû réussir dans cette partie , et faire mieux qu'un autre ce qu'il s'est habitué à faire tous les jours. Cette circonstance lui a permis de mettre un prix moins élevé aux produits de son industrie ; et un phénomène absolument semblable se représentant continuellement dans la plupart des productions , il en est résulté pour la société de nouvelles facilités de les acquérir.

Voilà pourquoi nous avons des tailleurs, des cordonniers, des boulangers, des horlogers, etc. Celui qui voudrait faire lui-même ses habits, ses souliers, son pain, et qui chercherait à raccommo^der sa montre, serait obligé d'apprendre ces différentes professions, c'est-à-dire de passer sa vie en apprentissage, sans espérer jamais d'avoir des habits convenables, une chaussure solide, du pain bien fait, ou une montre bien réglée. Mais il se fait tailleur, et il échange contre ses habits, ou le prix qu'il en a retiré (et qui représente leur valeur), les souliers et les vivres qui lui sont nécessaires. La division du travail, si avantageuse aux hommes, est donc une nécessité de la civilisation, et celui qui en étudierait les progrès dans l'histoire du genre humain, s'apercevrait sans peine que les âges les plus ignorans et les plus malheureux sont ceux où cette division a éprouvé le plus d'entraves. De nos jours, dans les villages où le commerce et la fabrication sont encore dans l'enfance, le même homme est souvent menuisier, épicier, marchand de draps et restaurateur; le maître d'école ajoute à ses fonctions d'officier de

l'état civil, celles de cabaretier, d'apothicaire et de chantre au lutrin : tandis que dans les villes, centre des grandes industries, l'on connaît des marchands-drôguistes, des papetiers, des libraires, des quincailliers, etc., c'est-à-dire qu'on y observe une division mieux entendue du travail, en même tems qu'une prospérité plus générale. Je n'ai pas besoin de faire remarquer que le consommateur trouve des assortimens plus complets et à meilleur compte, dans les magasins consacrés à des articles spéciaux, que dans les boutiques de village où de chétifs échantillons et des marchandises de rebut sont assujetties aux chances d'une consommation bornée, et d'une demande qui dépend trop souvent de la quotité des produits agricoles, naturellement très-variables. Ces considérations fort simples suffisent pour faire apercevoir les nombreux avantages attachés à l'emploi des machines et à la division des travaux.

Il est pourtant, parmi ces avantages, quelques inconvéniens inévitables et trop réels, pour que je les passe sous silence. On a reproché aux machines d'abrutir l'intelli-

gence humaine et d'en gêner le développement. L'ouvrier qui passe sa vie à façonner la pointe d'une épingle, le taraudeur qui tourne une vis en spirale, le tisserand qui agit régulièrement sa navette, a-t-on dit, ne sauraient jamais s'élever au-dessus de la sphère étroite de leurs travaux. A force de les imiter sans cesse, ils finissent par devenir des machines, et ils n'en diffèrent guère que par le besoin de nourriture et de sommeil. Ces objections sont fondées : mais est-il au pouvoir de quelqu'un d'en éviter la rencontre ? N'y a-t-il pas des masses entières qui sont dévouées par le manque de capitaux ou d'intelligence, à végéter dans la classe ouvrière, et à se servir de leurs organes comme d'outils, pour gagner un médiocre salaire ? C'est une question encore indécise que celle de savoir à quelle époque et par quels moyens on parviendra à améliorer le sort des prolétaires : mais la division du travail, en les concentrant, pour ainsi dire, sur une seule occupation quelquefois stupide, ne ravale pas autant qu'on le suppose leur nature et leur intelligence ; et l'on ne s'est pas encore aperçu que les

cultivateurs , chez lesquels cette division est beaucoup moins sensible , soient plus spirituels que les ouvriers des manufactures.

M. Malthus , dans son *Essai sur le principe de la population* , a recherché quelle était l'influence de la division du travail dans les fabriques , et surtout quelle espèce d'action les nombreuses réunions d'ouvriers pouvaient exercer sur chacun de leurs membres. Ces recherches étant plutôt du ressort de l'hygiène ou de la statistique que de l'Économie politique , je ne m'en occuperai point en ce moment. Il me suffit de dire qu'en Angleterre et en Écosse , les travailleurs qu'on représente comme si corrompus , payent de leurs propres deniers , et fort libéralement dans plusieurs manufactures , un professeur chargé de leur enseigner chaque soir ou chaque dimanche les élémens de la science qui se rapporte à leur genre de travail. Et puis , chacun sait qu'il n'est rien de parfait dans ce monde , et qu'on doit s'estimer heureux de reconnaître dans la séparation des travaux de l'homme , une foule d'avantages capables de compenser le petit nombre d'inconvéniens qui

me semblent inséparables de toute grande agglomération de population.

SECTION IV.

De la propriété.

Tout le monde sait l'acception attachée au mot de *propriété*. C'est la jouissance positive, réelle, incontestable de tous les biens légitimement acquis. L'Économie politique ne s'en occupe que sous le rapport de son influence sur la multiplication des capitaux, et par conséquent sous un point de vue assez limité. Elle suppose que les gouvernemens comprennent toute l'importance des égards qui lui sont dûs, et l'histoire prouve le danger que l'on court en la violant par des confiscations, des spoliations, ou d'autres abus, de quelque prétexte qu'on essaye de les colorer. Le *monopole* porte atteinte à la plus sacrée des propriétés, à celle de nos facultés industrielles, en nous en interdisant directement ou indirectement le libre exercice; des impôts exagérés, des prohibitions mal entendues la violent également. Certains

gouvernemens, en s'emparant de la vente exclusive du tabac, ont commis un attentat légal à la propriété territoriale, parce qu'ils ont empêché les propriétaires de se livrer à la culture de cette plante utile.

Considérée sous ce rapport, la question de la propriété se rattache d'une manière intime à l'administration publique, et elle peut se compliquer avec elle presque indéfiniment. Qui ne sait les contestations interminables suscitées pour un cours d'eau, pour l'établissement d'une usine, pour expropriation sous prétexte d'utilité publique ? L'autorité ne rencontre pas toujours des *meuniers de Sans-souci* (1), et elle ne se fait pas scrupule de violer indignement la propriété, en retirant le brevet à un imprimeur, à un libraire ; en imposant d'onéreuses servitudes aux possesseurs de forêts ; en trafiquant des places d'agens de change ; en limitant le nombre des boulangers, des bouchers ; en soumettant à de fâcheuses restrictions le commerce des blés, etc. etc. On voit par combien de points elle touche aux

(1) Voyez le joli conte de M. Andrieux, intitulé *le Meunier de Sans-Souci*.

intérêts des particuliers, et dans combien d'endroits ces intérêts sont vulnérables. Il suffit d'établir que toute injonction, que toute prohibition, lorsqu'elle n'est pas fondée sur des motifs palpables d'utilité générale, est nuisible au développement des capitaux, et que l'Économie politique n'en saurait trop faire ressortir le danger.

Je suppose, par exemple, que tout d'un coup les médecins, les avocats, les négocians soient soumis à des pratiques, à des nécessités contraires aux goûts naturels, au caractère, à l'éducation de la plupart d'entre eux, et que par suite des conditions nouvelles auxquels ils seraient admis à continuer leur état, le plus grand nombre se crût obligé d'y renoncer : ne serait-ce pas une violation manifeste de la propriété ? Le roi de Sardaigne a rendu une ordonnance qui enjoint aux étudians des diverses universités de son royaume, de se confesser au moins une fois par mois et de remplir avec une rigoureuse exactitude plusieurs autres pratiques religieuses : par suite de cette ordonnance, beaucoup d'élèves ont cessé leurs études et se sont vus détournés de leur pro-

fession élective ; ne peut-on pas dire encore , qu'on a violé la propriété la plus sacrée , celle de leurs personnes et de leur vocation ? le tout en pure perte , comme il arrive toujours. La convention nationale a sévi cruellement ; dans le temps , contre des français qui avaient donné à la culture de leurs champs une direction étrangère à ses vues : on sait que des propriétaires ont péri sur l'échafaud pour avoir semé des prairies artificielles , au lieu de planter des pommes de terre ; je le demande , y a-t-il une tyrannie plus intolérable ?

Je me contente , au reste , d'indiquer la partie économique de cette grande question , et je reconnais tout ce qu'elle a de difficile dans ses rapports avec l'administration. La peine qu'ont à s'entendre aujourd'hui les hommes distingués chargés de l'examen de *la propriété littéraire* , prouve seule qu'on est loin d'avoir épuisé cette riche matière. L'attention que les gouvernemens raisonnables portent à tout ce qui s'y rattache , et le respect que les tribunaux témoignent pour les droits des propriétaires dans les circonstances qui soumettent des questions de ce genre à

leur juridiction, prouvent leur importance. Comment oserait-on se livrer à des entreprises considérables, si l'on ne jouissait d'une sécurité parfaite, ou si cette sécurité pouvait être ébranlée au gré de qui que ce soit? Les pauvres eux-mêmes, les prolétaires sont intéressés au respect de la propriété. Les grandes accumulations de capitaux leur sont favorables, parce qu'elles sont la base de l'industrie; et que l'industrie est la mère-nourricière de tous ceux qui ont des bras à lui offrir. Partout où les pauvres ont oublié ce principe, ils n'ont fait que hâter l'excès des misères auxquelles ils croyaient échapper.

CHAPITRE V.

Des débouchés.

Lorsqu'un produit a été créé par l'action de l'une des branches de l'industrie humaine, la tendance naturelle du producteur est de s'en défaire de la manière la plus avantageuse, c'est-à-dire de l'échanger contre le plus grand nombre possible de valeurs, lesquelles sont communément représentées

par de l'argent : c'est ce qui s'appelle *vendre* sa marchandise , lui trouver un *débouché*. On peut donc définir un débouché , le moyen d'échanger un produit. Nous verrons comment les produits servent de débouchés aux produits , et par quelle admirable combinaison la souffrance d'une industrie porte malheur à la prospérité des autres.

Pendant long-temps , on a appelé du nom de débouchés les lieux où l'on pouvait échanger sa marchandise contre de l'argent ; et de ce que l'argent est le représentant le plus général des valeurs , on concluait qu'il n'y avait de débouchés que là où l'on trouvait à les vendre pour de l'argent. Si l'on réfléchit que le numéraire ne s'obtient qu'avec des produits , on comprendra facilement qu'en définitive , lorsqu'on vend un produit , on ne fait qu'opérer un échange : c'est ce que j'ai déjà établi plus haut , et ce que je vais essayer de démontrer plus positivement encore dans ce chapitre.

Un fermier , père de famille , a besoin de nourrir , de vêtir ses enfans et de leur donner une bonne éducation ; c'est-à-dire de payer pour eux , des boulangers , des bouchers ,

des marchands de vin , des tailleurs , et des maîtres de langue , puisque notre éducation vulgaire consiste à nous apprendre à parler. Pour suffire à ces dépenses variées , l'agriculteur ne peut disposer que des produits de sa culture , par exemple , de ses grains. Il les porte donc au marché , qui est leur lieu de débouché , et dans lequel il trouvera d'autres producteurs qui achèteront sa denrée au prix du jour , connu sous le nom de *mercuriale*. Avec l'argent qu'il aura retiré de son blé , (je suppose qu'il a été payé en espèces) le fermier achète du pain , de la viande , du vin , des habits , et les services productifs d'un instituteur pour ses enfans ; il échange sa denrée principale contre tous les produits que je viens de désigner. Ce que je dis du cultivateur , on n'a qu'à l'appliquer aux préfets , aux généraux , aux comédiens , aux épiciers , aux tailleurs , à tous ceux qui exercent dans la société une profession quelconque : ces différens membres de la communauté n'achètent rien qu'avec les produits de leur industrie respective. Le tailleur fait des habits ; le préfet , des ar-

rêtés ; le général , des revues. Chacun d'eux s'agite dans sa sphère pour augmenter la masse de ses produits , c'est-à-dire la somme des moyens de se procurer des jouissances : ils se servent mutuellement de débouchés. L'argent ne joue dans tous ces mouvemens que le rôle de marchandise intermédiaire qui facilite les échanges , et le résultat est toujours de payer des produits avec des produits.

Souvent , on se dispense de recourir à l'argent , et alors on aperçoit d'une manière parfaitement distincte , le phénomène de l'*échange*. Un négociant envoie mille pièces de vin de Bordeaux à Calcutta , et il en reçoit des soies , des épiceries , des cachemires : les villes de Bordeaux et de Calcutta se sont servies mutuellement de lieu de débouché , et le vin de la première de ces places est le débouché des soies , des épiceries et des cachemires de la seconde. L'argent n'est pour rien dans tout cela. S'il eût été convenable aux négocians de l'une ou de l'autre de ces deux villes , de recevoir de l'argent en retour de leurs envois , cet argent , ce numé-

raire, cette monnaie, ne représenteraient pas plus que des marchandises, la valeur de leurs produits expédiés.

Il est des circonstances où il serait défavorable de recevoir de l'argent en place de marchandises. Je suppose qu'un teinturier de Bayonne ait adressé cent pièces de toiles peintes à un marchand de bois de Campêche établi à Alvarado, avec ordre de lui faire ses retours en nature, et que le marchand d'Alvarado ait expédié le prix des toiles peintes en argent, au lieu de l'envoyer en bois de Campêche : le teinturier qui attendait la matière première, nécessaire à son industrie, n'aura-t-il pas le droit de se plaindre de ce retour en argent, par suite duquel il sera forcé, peut-être, de suspendre ses travaux et de fermer ses ateliers? Ce n'est pas, comme on voit, le numéraire seul qui est la base des transactions : ce sont les produits eux-mêmes ; et la fortune des nations ne dépend pas de la découverte ou de la possession d'une mine, mais de l'activité imprimée à la production.

Il y a plus ; si l'argent venait à manquer tout-à-coup dans le monde ou à la masse des

affaires, on aurait de faciles moyens de suppléer à son absence : les effets au porteur, les billets de banque, les crédits ouverts, les compensations de créances, suffiraient aisément. Qu'on se rassure : ce n'est pas de cette disette que le genre humain doit périr. L'argent ne pousse point en France chaque année comme le blé ; les mines du Mexique sont presque stériles depuis long-temps : d'où vient donc que la France achète annuellement, et consomme sept à huit fois plus de choses que sous le règne du bon roi Louis XII ? C'est qu'elle produit, au moyen de son travail, de son industrie perfectionnée, de ses machines, de ses institutions améliorées, sept à huit fois plus de valeurs que dans le quinzième siècle. C'est avec la valeur de ses produits, transformés momentanément en une somme d'argent, que chaque citoyen achète les choses dont il a besoin. Si l'argent disparaissait, on trouverait bien vite une autre marchandise intermédiaire, et peut-être la seule privation consisterait dans le manque des ustensiles commodes fabriqués avec ce beau métal. C'est bien plutôt le fer qu'il faudrait craindre de voir s'épuiser : car

c'est par lui que la main de l'homme triomphe de la résistance de la terre et règne en souveraine sur le globe.

Quelquefois le manque de débouchés se fait sentir dans la société, et alors on aperçoit une sorte de stagnation dans les affaires ; on parle d'*encombrement*, de *surcharge* ; on dit que le commerce *ne va plus* ; et il se présente des observateurs intrépides qui, n'entendant rien à ce phénomène, vous déclarent hardiment qu'*on produit trop*. Ce mot ridicule a été proféré tout récemment en France, je l'avoue en rougissant. La conséquence naturelle est qu'il faut fermer boutique pour faire fortune, et que nous serons d'autant plus riches que nous produirons moins. Voilà une perspective séduisante. Ainsi font les Espagnols de la Péninsule au moment où j'écris, et le roi Ferdinand est obligé de vider les caisses de l'octroi de Madrid, pour payer les frais de son voyage à Aranjuez, toutes les fois qu'il lui plaît d'y aller. Le souverain y vit au jour le jour : que doit-on penser des sujets ? Comment armer des capitains et les employer reproductivement dans ce triste pays ?

Laissons l'Espagne, et revenons aux causes de suppression temporaires ou permanentes des débouchés. Puisqu'un produit sert de moyen d'écoulement à un autre produit, il est clair qu'en gênant ou en détruisant une source de valeurs, on porte atteinte à plusieurs autres. Je suppose que la stagnation se manifeste dans le commerce des tissus de coton, et que ces produits cessent un instant d'être demandés avec l'empressement ordinaire : si on y regarde de près, on verra que ce phénomène dépend de la diminution d'un autre produit par des causes physiques, économiques ou politiques. Qu'un ouragan détruise la récolte des vins en Bourgogne, un froid aigu celle des olives en Provence, et sur-le-champ les demandes diminueront dans ces contrées, parce que leurs habitans n'auront plus la même quantité de produits à échanger contre des étoffes de coton. Qu'une guerre sérieuse enlève des travailleurs à l'agriculture et des matelots à la marine marchande ; qu'elle interrompe les arrivages de matières premières : aussitôt les demandes seront suspendues sur mille points ; il y aura pour beaucoup de marchandises

suppression de débouchés , parce qu'il y aura diminution de produits échangeables. Un impôt excessif, une prohibition déraisonnable, des réglemens abusifs, amèneront le même résultat.

Ces considérations démontrent suffisamment que nul ne saurait être *consommateur* sans être *producteur*, excepté les voleurs de grand chemin, les courtisans-favoris des monarchies absolues, et le petit nombre de ceux qui vivent aux dépens de leurs semblables, sans rien faire qui leur soit utile. Les mendiants de l'Espagne et de l'Italie, pépinières ordinaires de malfaiteurs, accusent l'ineptie ou l'insouciance de leurs gouvernemens. Les pauvres de l'Angleterre sont la plus énergique satire de l'aristocratie de ce pays, et peut-être aussi la plaie secrète qui dévore et mine son existence. Ces malheureux, frappés d'une sorte d'incapacité industrielle, fainéans malgré eux, faute de capitaux et de moyens d'en acquérir, consomment sans produire, et végètent sans espérance, tandis que la Grande-Bretagne, oubliant ses enfans, cherche à lier son commerce avec l'industrie du Nouveau-Monde.

Sur cette terre classique de la production, il est des milliers de prolétaires qui sont plongés dans la plus affreuse misère, et qui sont couverts de haillons à côté des magasins de la compagnie des Indes. Ce contraste est le résultat d'une organisation politique qui les rend incapables de produire pour échanger, et qui force leurs compatriotes à établir des relations avec des étrangers producteurs. Ainsi donc le plus sûr moyen de conserver des débouchés et de les multiplier, c'est de produire beaucoup et de souhaiter que tout le monde produise pour être en état d'échanger. De là résultera le désir sincère de la paix, une bienveillance universelle entre les nations et pour chaque individu une plus grande somme de bonheur.

« On nous assure quelquefois, dit M. Lafitte (1), que la production est assez et même trop considérable, puisqu'elle ne trouve pas de consommateurs ; mais qu'on me dise si quelque part on jette le blé dans les rivières, si on livre au vent les produits de nos manufactures, si quelque part enfin on foule aux pieds les ouvrages surabondans de

(1) *Réflexions sur la réduction de la Rente.*

nos mains? Non; sans doute; le blé ne pourrit nulle part; nulle part les tissus ne sont brûlés sur les places publiques; et cependant une partie considérable de la population ne mange ni pain, ni viande, ne se nourrit que de quelques grossiers légumes, et se couvre à peine de quelques misérables haillons! »

Voilà le secret de l'absence des débouchés. Pourquoi cette population n'achète-t-elle pas? c'est qu'elle n'a rien à vous donner. Ce n'est pas vous qui avez trop produit : c'est elle qui n'a rien produit du tout. Favorisez l'industrie dont elle est susceptible, et le succès de la sienne contribuera au salut de la vôtre.

SECTION PREMIÈRE.

De ce qu'on appelle la BALANCE DU COMMERCE.

Il est un système qui a causé plus de mal au genre humain que l'inquisition n'en a fait à l'Espagne, et que, sous prétexte de contribuer au bonheur des nations, on emploie depuis mille ans à tarir les sources de leur

fortune et de leur prospérité. La *Balance du Commerce* est le résultat de cette fausse opinion que l'argent est toute la richesse, et que le peuple le plus à son aise est celui qui en possède davantage. Ce système consiste à regarder comme un gain fait par une nation, la solde qu'elle reçoit en espèces, après avoir livré ses marchandises. Ceux qui le soutiennent, admettent par le fait qu'en vendant mille francs une pièce de vin à l'étranger, on gagne sur l'étranger la somme de mille francs ; ou bien, que si l'Angleterre nous vend, par exemple, pour vingt millions seulement de marchandises et que nous lui en vendions pour vingt-cinq, nous avons gagné sur elle cinq millions. On dit, dans ce cas, que la balance du commerce nous a été favorable.

C'est là ce qu'il s'agit d'éclaircir. Quand l'Angleterre nous apporte pour vingt millions de marchandises, si nous les achetons, c'est que nous avons de quoi les payer avec nos produits. Que ce soit en nature ou en argent, peu importe : ce sont toujours des valeurs que nous donnons en échange des valeurs qui nous sont offertes ; car en sup-

posant que nous ayions payé en numéraire, ce numéraire a dû être acheté avec des produits. Nous sommes donc d'autant plus riches que nous avons plus acheté, puisque l'introduction des valeurs étrangères nous permet de satisfaire un plus grand nombre de besoins, ou de nous procurer de nouveaux plaisirs. Que si nous avons moins *importé* que les Anglais, cela prouve que nous n'avons pas eu de quoi payer nos importations, et que nous avons produit moins qu'eux; ou bien que nous nous sommes passés de certaines marchandises dont nous avons besoin.

Les partisans du système dit *exclusif* ou *mercantile* prétendent alors que la balance a été en notre faveur, c'est-à-dire que nous avons gagné tout ce que nous n'avons point acheté; comme si un homme qui a besoin d'un habit de cent francs et qui donne cent francs à un tailleur, était ruiné pour avoir payé son habit. Si l'on réfléchit que l'argent consacré à l'achat de cet habit, n'est autre chose qu'un échange des produits de l'industrie du vendeur contre le numéraire de l'acheteur, on verra clairement en quoi con-

siste l'erreur des partisans du système exclusif. Ils ne veulent pas concevoir que l'argent est acheté avec des produits, et que toute vente se réduit toujours à un échange. Avec quoi un chapelier, un mécanicien, un filateur, un savant même, payent-ils leurs habits? C'est en vendant préalablement des chapeaux, des machines, du fil de coton, des livres; en un mot, les produits de leur industrie respective. Ils touchent une certaine somme d'argent, et la donnent au tailleur; en d'autres termes, ils échangent contre la valeur d'un habit, la portion équivalente de leurs produits en chapeaux, en machines, etc.

Le numéraire ne sert, dans toutes ces transactions, qu'à les faciliter. Il est plus simple de dire : cet habit vaut cent francs, que de dire : il vaut deux sacs de blé, une pièce de vin, ou cinquantes aunes de calicot. Mais dans une foule de circonstances, on trouve fort avantageux de s'exprimer d'une autre manière. « Envoyez-moi cent mille kilogrammes de fer, dit un négociant de Bordeaux à son correspondant de Stockholm, en lui expédiant six mille

bouteilles de vin de Laffite ; » et si les cent mille kilogrammes de fer, rendus à Bordeaux, valent dix mille francs de plus que les six milles bouteilles de Laffite portées à Stockholm, la France a gagné dix mille francs. C'est en ce sens seulement, que la balance du commerce lui a été favorable : et pourtant la Suède n'a rien perdu à l'échange. Les partisans du système expliquent ce phénomène en disant qu'elle n'a rien déboursé, qu'elle n'a pas donné d'argent : mais la vraie raison, c'est qu'au moment de l'échange, elle a reçu en vins une valeur équivalente à celle de ses fers. Si au moyen des vins qu'on lui a livrés pour cent mille kilogrammes de fer, le marchand suédois se procure, à Stockholm, un plus grand nombre de choses qu'il n'en eût obtenu en vendant sur les lieux ses cent mille kilogrammes, il aura gagné la différence, et il y aura eu profit pour les deux nations, sans qu'aucune d'elles ait reçu de l'argent en retour de ses expéditions.

Que devient, alors, la balance du commerce ? Où sont les bénéfices exclusifs qui résultent de l'*exportation*, et les désastres

qui découlent de l'importation ? Tout cet édifice comme on voit, est bien fragile ; et néanmoins, il a duré jusqu'à nos jours. Des architectes mal-avisés s'efforcent même de l'étayer encore, ou d'en relever les décombres. A la tribune nationale, dans les bureaux de la douane, au conseil des ministres, on ne jure que par la balance ; et tandis que le ministère anglais, plus éclairé, renverse de toutes parts les barrières qui gênent le commerce, chez nous la peur ou l'ignorance les relève ; en Allemagne, le génie aveugle du fisc ou la petite manie des représailles, les multiplie. A Mayence, les préposés de la douane frappent à mort un citoyen *suspect* d'introduire des marchandises prohibées ; le peuple entier se soulève (1), pousse les assassins sur la rive du Rhin, et menace de les précipiter dans le fleuve. En Espagne, la plus odieuse tyrannie organise un monopole inouï dans les fastes du monde, et il faut que trois siècles s'écoulent avant que ces longs attentats soient punis. Les Hollandais massacrent la garnison et les cultivateurs d'Amboine, en pleine

(1) Voyez le *Journal des Débats* du 15 mars 1826.

paix, pour se débarrasser d'une concurrence importune, et pour vendre seuls à l'univers, le poivre et le girofle. Tels sont les fruits amers du système de la balance du commerce, source de mille guerres funestes, dont le résultat a toujours été d'aggraver les maux auxquels on croyait échapper.

Si vous laissez sortir le numéraire, disent les *exclusifs*, vous finirez par être ruinés; il ne vous en restera plus assez pour le cours ordinaire des transactions intérieures, et alors que deviendrons-nous? — Rassurez-vous, puis-je répondre; le numéraire ne sort qu'autant qu'on trouve intérêt à le faire sortir, comme dans le commerce des Indes-Orientales, par exemple. Dans ce pays, l'argent est une marchandise rare, par conséquent plus chère qu'ailleurs: on l'y transporte donc en abondance, parce qu'on achète par son intermédiaire une plus grande masse de produits que dans les autres contrées. Si l'Europe s'était aperçue qu'il y avait de l'avantage à y porter du coton au lieu d'argent, c'est le coton et non l'argent qui aurait pris cette route. Laissez faire: quand l'Inde sera saturée de numé-

raire , elle le rejettera , et vous serez bien obligés d'y porter autre chose.

Que , par une suite d'événemens extraordinaires , la France perde tout-à-coup la moitié de ses richesses monétaires : croyez-vous que long - temps l'or lui manque ? Au contraire , il s'y précipitera vivement , comme l'air dans le vide. Les étrangers nous l'apporteront avec d'autant plus d'empressement que sa rareté aura augmenté sa valeur , et au bout d'un certain temps , quand l'équilibre sera rétabli , tout rentrera dans l'ordre accoutumé. Croyez-vous que l'Espagne manque de numéraire ? Je parie qu'elle en regorge , et que les caves de ses couvens en sont pleines : c'est la production qui est paralysée chez ce malheureux peuple ; c'est le génie du travail , des découvertes , de l'industrie qui a reçu des blessures profondes. Les tabernacles se sont trouvés remplis d'or , quand Bessières et le curé Mérino nous ont dit qu'ils s'armaient pour la cause de Dieu.

Je conçois que des particuliers aiment mieux être payés en argent qu'en nature , parce qu'ils savent mieux ce qu'ils reçoivent ; mais cet avantage , presque de circonstance ,

et purement individuel , cesse d'en être un pour les négocians qui spéculent sur les bénéfices probables de leurs retours , et qui toujours instruits du prix courant des marchandises dans les différentes parties du monde , savent fort bien ce qu'il y a à gagner ou à perdre sur les matières qu'ils reçoivent en échange de leurs envois. Un armateur , dont le métier est de vendre ses chargemens sur la place , n'est jamais embarrassé de mille balles de coton , de cent caisses d'indigo , de sucre , de café , parce qu'il a consacré son industrie à ce genre de trafic , dont les détails sont étrangers à un simple particulier. Ce n'est donc pas par son abondance , que l'argent facilite les ventes , puisqu'on n'achète réellement des produits qu'avec des produits : s'il y en a peu , on en donne moins pour avoir chaque chose ; s'il y en a beaucoup , on en donne davantage. S'il en sort , c'est qu'on le dirige sur des points où il manque , et où par conséquent on est sûr d'augmenter sa valeur : s'il en entre , c'est qu'on en manquait , et qu'on a produit de quoi s'en procurer. L'essentiel , en tout cas , est de travailler : tel est le se-

cret de la richesse et de la prospérité des nations.

Je suppose qu'on force une nation à garder son numéraire, comme cela s'est vu plusieurs fois, lorsque la sortie en a été prohibée sous des peines terribles. Le dommage qu'on lui cause est tout-à-fait semblable à celui qu'éprouverait un négociant, si on l'empêchait de vendre sa marchandise; car l'argent est une véritable marchandise. Forcer un homme à la garder, c'est le priver de tout ce qu'il pourrait se procurer par son moyen à l'étranger, et lui faire perdre les bénéfices qu'il aurait retirés de son échange. C'est le dépouiller de sa propriété, sans motif légitime d'utilité publique. Heureusement que ces spoliations ne sont pas aussi faciles qu'on le pense. « Celui qui veut envoyer des capitaux au dehors, dit M. Say, y réussit aussi bien en expédiant des marchandises dont l'exportation est permise. — Tant mieux, répondez-vous; ces marchandises auront fait gagner nos fabricans. — Oui; mais la valeur de ces marchandises n'existe plus dans le pays, puisqu'elle n'entraîne plus de retours avec lesquels on puisse faire de nouveaux

achats , c'est une valeur capitale de moins chez vous , et qui féconde l'industrie étrangère au lieu de la vôtre. Si l'exportation du numéraire ne fait rien perdre aux capitaux de la nation , pourvu qu'elle amène des retours , son importation ne leur fait rien gagner. En effet , on ne peut faire entrer du numéraire sans l'avoir acheté par une valeur équivalente , et il a fallu exporter celle-ci pour importer l'autre. En un mot , toute valeur destinée à sortir de France pour nous obtenir des marchandises étrangères en retour , doit toujours se résoudre en produits de notre industrie , soit que nous les donnions d'avance ou après coup , parce que c'est la seule chose que nous ayons à donner (1).»

Presque tous les livres d'histoire expliquent la prospérité ou la décadence commerciale des nations par cet étrange système de la balance. Elles se ruinent , disent les auteurs , quand la balance est contre elles , c'est - à - dire quand elles importent plus qu'elles n'exportent ; elles marchent à la fortune , dans le cas contraire : et l'inverse de tout cela est précisément arrivé. L'Espagne

(1) *Traité d'Économie politique*, liv. 1^{er}, chap. 17.

qui avait lié les bras aux Américains , et qui avait cloué leurs vaisseaux sur leurs rivages , exportait toujours ; elle n'importait que de l'or , ou quelques produits aussi précieux , tels que la cochenille , l'indigo , le quinquina , la vanille : qu'est-elle devenue avec son système ? Elle a fermé ses ateliers , parce qu'on ne doit pas travailler quand on a les mines du Pérou et du Mexique à sa disposition ; et pendant qu'elle entassait des monceaux d'or , l'Europe laborieuse se les partageait. Puis est venue la ridicule défense de l'exportation des métaux , et c'est alors qu'il en est sorti plus que jamais : autant aurait-il valu ordonner à une colonne d'eau de rester suspendue dans les airs , ou défendre à une rivière de couler.

Je finirai l'examen de cette question par ces paroles remarquables de M. Say , dont les écrits ont jeté tant de lumière dans les théories économiques : « Vouloir mettre en » sa faveur la balance du commerce , c'est » à-dire vouloir donner des marchandises et » se les faire payer en or , c'est ne vouloir » point de commerce ; car le pays avec le- » quel vous commercerez ne peut vous don-

» ner en échange que ce qu'il a. Si vous lui
» demandez exclusivement des métaux pré-
» cieux, il est fondé à vous en demander
» aussi; et du moment qu'on prétend de
» part et d'autre à la même marchandise,
» l'échange devient impossible. Si l'accapa-
» rement des métaux précieux était exécu-
» table, il ôterait toute possibilité de rela-
» tions commerciales avec la plupart des états
» du monde. Lorsqu'un pays vous donne
» en échange ce qui vous convient, que de-
» mandez-vous de plus? que peut l'or da-
» vantage? Pourquoi voudriez-vous avoir de
» l'or, si ce n'est pour acheter ensuite ce
» qui vous convient? Un temps viendra où
» l'on sera bien étonné qu'il ait fallu se don-
» ner tant de peines pour prouver la sottise
» d'un système aussi creux, et pour lequel
» on a livré tant de guerres. »

SECTION II.

Des colonies.

Les colonies sont presque toutes filles de
la balance du commerce. Chaque métropole,

en fondant un établissement lointain , a dû se dire à elle-même : je suis la souveraine de ces enfans perdus ; je vais leur faire croire qu'ils travailleront pour leur compte , mais ce sera réellement pour le mien. Je les protégerai , je les habillerai , je les *monopoliserai* : et s'ils s'avisent de vouloir travailler pour eux-mêmes et de faire du drap pour habiller leurs enfans , je saurai les châtier. Je veux bien leur permettre de planter des cannes , mais à condition qu'ils me vendront le sucre , c'est-à-dire , qu'ils me le donneront au prix qu'il me plaira. Quant à leur thé , c'est différent. S'ils veulent en prendre , ils me le paieront cinq fois plus cher qu'il ne vaut , parce que je ne vais pas le chercher à la Chine pour rien , et qu'ils ne sont pas mes enfans pour que je les nourrisse gratis. Je leur défends , d'ailleurs , d'aller à la Chine , parce qu'une bonne métropole , toujours bonne mère , ne laisse pas sans danger voyager ses enfans.

Tel est le système suivi par les Européens dans les deux Indes depuis leurs premières colonisations jusqu'à nos jours. Ils en recueillent aujourd'hui les fruits amers, et il est

des états qui succomberont tôt ou tard sous le pouvoir de ces enfans émancipés, traités jadis avec tant de mépris. Dans le principe, on annonce une grande douceur, on bâtit des forteresses pour protéger les nouveaux-venus, on leur porte des vivres, des armes, des provisions de toute espèce; la patrie n'a pas assez de privilèges pour ces intéressans voyageurs. Insensiblement et à mesure qu'ils grandissent, elle devient plus sévère, plus exigeante : on ne paye jamais trop de droits ni de tributs pour s'acquitter de ce qu'elle a fait pour eux; et quoiqu'ils aient vieilli, il semble qu'ils n'aient rien gagné en capacité ni en intelligence, car la métropole se mêle toujours de leurs affaires. On dirait qu'ils n'y entendent plus rien dès qu'ils sont devenus riches. Ils sont alors taillables et corvéables au plus haut point; c'est le moment des réglemens, des prohibitions, des tarifs, des vexations de tous les genres : on leur soutire tous leurs capitaux, selon le système de la balance, et on leur défend de se fournir chez l'étranger, sous peine de châtimement.

Pendant ce temps, véritables esclaves de

la mère-patrie , les colons prennent les habitudes de la tyrannie et font subir à d'autres malheureux les tourmens dont ils sont eux-mêmes les victimes. Après avoir égorgé les naturels du pays , ce sont des africains qu'on égorge, ou plutôt qu'on fait mourir à petit feu. Sans parler des Espagnols et des Anglais , nos seules îles à sucre recevaient 30 milles nègres par année ; Saint-Dominique , dans la partie qui nous appartenait , en a vu périr plus de six cent mille dans la première moitié du 18^e siècle. Ainsi la France se livrait au trafic du sang humain afin de payer le sucre , le café et l'indigo un peu plus chèrement que si elle eût ouvert ses ports aux étrangers , pour ces articles. Les colons s'y habitaient à un despotisme et à une férocité qui dégradent l'homme , et ils préparaient , sans s'en douter , l'épouvantable catastrophe qui a mis un terme à leur domination. On aurait pu les plaindre quand la métropole les exposait à mourir de faim , et les tourmentait par mille vexations de détail : mais lorsqu'on lit toutes les horreurs auxquelles ils se livraient sans pitié comme sans remords , un sentiment

profond d'indignation succède à cet élan de compassion.

La Martinique a hérité du système suivi à Saint-Domingue, et les colons n'y sont pas moins cruels que les anciens maîtres d'Haïti. Nous en avons eu des témoignages récents et mémorables. Dieu veuille qu'un jour cette imprudente colonie paye moins cher que Saint-Domingue des excès non moins dangereux !

Au reste, la dernière heure de toutes les colonies a sonné. Qu'elles s'émancipent désormais par les noirs ou par les blancs, leur émancipation n'en est pas moins certaine. Nous avons vu l'Amérique anglaise du nord devenir la république des États-Unis, la Nouvelle-Grenade prendre le nom de Colombie ; le Pérou, Buenos-Ayres imiter leur exemple. Voilà les planètes en marche : vous verrez bientôt marcher leurs satellites. Ces mêmes Américains auxquels les Anglais faisaient payer le thé si cher, le prennent de nos jours à meilleur marché que leurs anciens maîtres ; les Chinois ont des comptoirs à Rio-Janeiro, d'où les Portugais croyaient pouvoir exclure le genre humain. Que sont

devenus les colons qui , de Macao faisaient la contrebande avec la Chine et dominaient depuis Ormus jusqu'au Japon !

Tel est le sort qui attend toutes les colonies du monde. Fondées sur le monopole , elles doivent toutes succomber ou s'émanciper un jour , sous l'empire de la liberté du commerce ; et si quelque chose surprend dans leur histoire , c'est qu'elles aient pu résister pendant si long-temps aux élémens de ruine renfermés dans leur sein. Bientôt on ne parlera plus d'elles ni de leur régime , dans les ouvrages d'*Économie politique* ; elles seront comme ces vieilles ruines féodales dont la civilisation est sortie , et auxquelles personne ne pense , excepté quelques antiquaires. Tout le monde aura gagné à leur émancipation , elles-mêmes , leurs métropoles , leurs esclaves , leurs voisins : parce que tout le monde a intérêt à voir augmenter le nombre des populations libres , laborieuses et morales. Débarrassés de la tyrannie européenne , les colons produiront davantage ; ils traiteront leurs esclaves avec plus d'humanité ; et livrant un plus grand nombre de produits à la circulation , ils of-

friront d'utiles débouchés aux marchandises de l'Europe, sans qu'on ait besoin d'employer, comme par le passé, la triste ressource du monopole et des prohibitions.

CHAPITRE VI.

Des réglemens, des prohibitions, du monopole, des compagnies privilégiées, etc.

SECTION PREMIÈRE.

Des traités de commerce, des douanes, des prohibitions.

DE tout temps, les gouvernemens ont eu la manie d'intervenir dans les relations des citoyens, sous prétexte d'utilité publique et pour le bien de la communauté. De là cette foule de réglemens sur presque toutes les matières commerciales, sur les grains, sur les professions, sur les manufactures : et si l'on étudie l'histoire avec quelque soin, on s'aperçoit qu'il est peu de cas où l'intervention de l'autorité n'ait eu des résultats désavantageux. Examinons jusqu'à quel point sa compétence peut être invoquée, ou pour

mieux dire tolérée, dans le sens de l'Économie politique. Nous commencerons par les *traités de commerce* qui exercent généralement une assez grande influence sur l'industrie des nations.

Un traité de commerce n'est le plus souvent qu'une espèce de contrat par lequel deux gouvernemens s'accordent réciproquement, pour leurs nations respectives, des avantages commerciaux refusés aux autres nations, et limités ordinairement, même pour les parties contractantes, à certaines marchandises stipulées dans le traité. C'est une exception temporaire aux restrictions qu'elles ont coutume d'imposer à leurs relations mutuelles. Au premier abord, il semble qu'elles en doivent retirer de grands profits : mais le contraire arrive presque toujours. Jadis ces traités avaient pour but de faire pencher en faveur de chaque nation ce qu'on appelait la *balance du commerce*, c'est à-dire de faire affluer le numéraire chez celle qui se croyait la plus habile ou la plus heureuse : mais en réalité, l'on ne faisait rien pencher du tout. C'était une chimère à laquelle on consacrait solennelle-

ment des ambassades, et quelquefois des portions de colonies , des colonies tout entières. Ailleurs , ces prétendus traités étaient de véritables contributions de guerre , comme les privilèges scandaleux que l'Angleterre a arrachés à la faiblesse du Portugal , comme ce navire que les Espagnols avaient permis aux Anglais d'introduire une fois par an , sans droit d'entrée , dans Porto-Bello. Selon leurs conventions , il devait être seulement du port de cinq cents tonneaux : par abus , il le fut d'un millier ; puis on le fit suivre d'une patache qui passait pour porter des vivres ; puis cette patache ne cessa d'aller et de venir de la Jamaïque à Porto-Bello ; et le vaisseau de cinq cents tonneaux finit par ressembler au tonneau des Danaïdes. Les Espagnols , las de surveiller ces brigandages ou furieux de ne pouvoir s'y soustraire , rencontrent un petit navire anglais qui voyageait dans les parages du Mexique et qui ne faisait réellement pas de contrebande : ils s'emparent du patron , lui fendent le nez et lui coupent les oreilles. C'était le fameux Jenkins (1) qui décida le parlement d'An-

(1) Présente au Parlement d'Angleterre, Jenkins raconta

gleterre à déclarer à l'Espagne cette guerre de 1739, si fatale aux intérêts de la Péninsule. Voilà quels ont été trop souvent les résultats des traités de commerce, sans parler des haines profondes qui peuvent dériver de l'exclusion donnée aux autres nations.

Une prohibition est toujours un malheur, comme un impôt est toujours une charge. Mais ces nécessités peuvent devenir avantageuses, quand on en sait employer le produit avec intelligence, et lorsqu'on s'attache à en diminuer les inconvénients inévitables, par une sage prévoyance. Le plus prudent est de proscrire autant que possible les prohibitions absolues, et de les remplacer par des droits d'entrée proportionnés à ceux dont sont frappées les productions indigènes, jusqu'à leur suppression complète, insensiblement amenée par le temps. Car toutes les fois qu'on est privé de commercer avec une

les détails de sa mutilation avec la naïveté de sa profession et de son caractère. « Messieurs, quand les Espagnols m'ont ainsi mutilé, dit-il à l'assemblée, je recommandai mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie. » Ces paroles prononcées naturellement excitèrent dans toute la chambre un cri de pitié et d'indignation.

VOLTAIRE, *Siècle de Louis XV*, chap. VIII.

nation , quelles que soient les représailles qu'on puisse exercer envers elle , il en résulte , des deux côtés , des pertes presque égales , quoique de diverse nature. On dirait deux individus , dont l'un casse la jambe à l'autre parce que celui-ci lui a cassé le bras. Où est le bénéfice dans cette affaire ?

Napoléon , en établissant le *système continental* , avait voulu fermer l'Europe aux Anglais , par un règlement prohibitif qu'il espérait faire exécuter depuis Lisbonne jusqu'à Saint-Pétersbourg : et pourtant cette folie a eu quelques bons résultats. Elle a réalisé une hypothèse de la science économique , celle de la séparation du continent européen des colonies , et prouvé que le travail pouvait suppléer , jusqu'à un certain point , la puissance du climat et de la nature. On a extrait le sucre des betteraves ; on a perfectionné la partie de la chimie relative aux matières colorantes , jadis tirées du Nouveau-Monde , et les manufactures de l'empire ont dû lutter avec celles de l'Angleterre , en attendant le moment de les surpasser. Ce n'est pas tout : les lignes de douanes étant devenues inutiles dans l'inté-

rieur de la monarchie universelle de Napoléon , on a vu les effets de la liberté du commerce et les grandes conséquences d'une complète facilité de communications. Quant aux Anglais, le mal qu'ils éprouvèrent consista principalement dans la privation de leurs débouchés habituels ; mais ils finirent par s'acheter eux-mêmes leurs produits , sans compter les compensations de la contrebande , et le commerce qu'ils firent en Asie et dans les deux Amériques. Si c'était le moment d'examiner à fond les conséquences de ce système , je prouverais peut-être qu'il en est découlé moins de maux qu'on ne l'imagine , et que , sans y songer , l'empereur a développé dans l'Europe et dans la Grande-Bretagne une activité dont on a profité pour se défaire de lui : mais ce phénomène est une véritable exception. C'est ainsi qu'une bourrasque violente pousse quelquefois au port les navires qu'elle semblait devoir engloutir.

Les *douanes* sont une miniature du système continental. Elles ne servent pas seulement à nous priver de certains produits continentaux , mais de la plupart des produits des

Deux-Mondes. Le système continental a perfectionné, par exception, quelques branches de fabrication : le système des douanes en a fait languir un très-grand nombre. C'est une manière de remplir les caisses du fisc aux dépens de la nation : rien de plus. Et encore, est-ce une manière maladroite ; car les bénéfices du trésor n'étant qu'un prélèvement sur les bénéfices des particuliers, le gouvernement est intéressé à ce que ceux-ci s'enrichissent ; or, il les appauvrit évidemment par des prohibitions ou par des droits exorbitans qui restreignent la consommation. Plus on a de droits à payer pour se procurer une chose, plus on éprouve de difficulté ou de répugnance à l'acquérir, et le fisc perd son profit pour l'avoir voulu exagérer. C'est ce que le ministère britannique a parfaitement senti ; et il marche aujourd'hui d'un pas rapide et ferme dans la voie des améliorations. « Les gouvernemens du Continent, disait M. Huskisson dans le parlement d'Angleterre (1), ne sont point encore assez éclairés sur leurs véritables intérêts ; ils ne savent pas combien est savante

(1) Séance du 25 mars 1825.

et commode la politique qui augmente le revenu public par la réduction des taxes, et combien ils auraient à gagner s'ils laissaient aux peuples plus de latitude pour commercer avec leurs voisins. »

Avec un système de prohibitions ou de droits excessifs, on oblige les autres pays à tirer parti de leurs ressources, et on renonce volontairement à des débouchés avantageux. On sait que les besoins se multiplient à mesure que les moyens augmentent, et que c'est seulement par l'esprit de concurrence, par une liberté parfaite d'échanges, que nous pouvons provoquer l'accroissement des moyens qui font le plus sûr fondement de la prospérité publique. Quand les droits sont exagérés, la contrebande prospère, elle est encouragée; elle châtie le fisc par des amendes, malgré les épaisses lignes de ses douaniers. Ces douaniers sont eux-mêmes une plaie pour l'état qui est obligé de les nourrir, de les habiller, de les payer, en récompense du tort qu'ils lui font : car leurs bras vigoureux sont arrachés à des professions laborieuses, pour être occupés à des fonctions qui ressemblent à l'espionnage ou

tout au moins à la vie contemplative, c'est-à-dire improductive.

Les fabricans nationaux sont intéressés, répondra-t-on, à la prohibition de certaines marchandises étrangères qui nuiraient à nos manufactures. Mais avec quoi achetons-nous les produits de nos manufactures? — Avec d'autres produits. Si, moyennant une moindre quantité de valeurs, nous pouvons nous procurer chez l'étranger une somme de richesses fabriquées aussi considérable que chez nous, n'est-il pas de notre intérêt que rien n'entrave nos relations avec lui? Que penser alors des droits d'entrée et des prohibitions? Consultez les maîtres des différentes branches de notre industrie, tous vous diront qu'il est important de laisser le commerce libre, sauf en ce qui fait l'objet particulier du leur. La nation anglaise accueille avec transport la réduction des droits d'entrée sur les soieries étrangères : il n'y a que les fabricans de cette marchandise qui réclament contre une mesure si utile à la masse des consommateurs. Les maîtres de forge se sont également opposés à la réduction des

droits sur les fers, dans le même pays (1).

Que conclure de ces faits et de ces considérations? Que les prohibitions sont absurdes, ainsi que les taxes exorbitantes, parce que leur effet est de restreindre la consommation, de priver le pays d'acquisitions utiles, et d'encourager la contrebande; parce qu'une nation n'achetant des produits qu'avec des produits, lui interdire certaines marchandises étrangères, c'est lui fermer autant de débouchés qu'on prohibe de marchandises, et lui faire un tort équivalent à toutes les valeurs dont elle est privée par ces prohibitions.

Smith pense qu'il est des produits indispensablement condamnés aux droits d'entrée, tels que la poudre à canon et les vins, par exemple, parce qu'ils sont frappés, à l'intérieur, d'un impôt qu'il ne serait pas juste d'épargner aux vins étrangers. Mais ce sont des exceptions qui confirment la règle générale.

« En somme, dit M. Say, on fait beaucoup trop peu d'attention au grave incon-

(1) Voyez le discours si remarquable de M. Huskisson, cité plus haut.

vénient de faire payer chèrement les denrées aux consommateurs. Ce mal ne frappe guère les yeux , parce qu'il se fait sentir très en détail et par petites portions, chaque fois qu'on achète quelque chose ; mais il devient bien important par sa fréquente répétition , et parce qu'il pèse universellement. La fortune de chaque consommateur est perpétuellement en rivalité avec tout ce qu'il achète. Il est d'autant plus riche , qu'il achète à bon marché , et d'autant plus pauvre qu'il paye plus cher. Quand il n'y aurait qu'une seule denrée qui renchérirait , il serait plus pauvre relativement à cette seule denrée. Si toutes les denrées renchérissent , il est plus pauvre relativement à toutes les denrées ; et comme la classe des consommateurs embrasse la nation tout entière , dans ces cas-là , la nation entière est plus pauvre. »

A quoi servent donc les douanes , si ce n'est à faire renchérir un grand nombre de denrées , et par conséquent à appauvrir la nation ?

SECTION II.

Du monopole, des compagnies privilégiées.

Les gouvernemens ne bornent pas leur influence à proscrire certains produits et à en encourager plusieurs autres. Ils se sont mêlés, à toutes les époques, non-seulement de fixer le nombre des produits, en imposant des entraves à la production, mais encore le nombre des producteurs. On se souvient en France des *corps d'arts et métiers*, des *jurandes*, des *maîtrises*; et des prétentions ridicules si souvent élevées par ces corporations. De même que le pouvoir cherché toujours à colorer ses empiétements et ses exactions, en alléguant des motifs d'intérêt général, les corps d'états sollicitaient chaque jour de l'administration publique des réglemens onéreux pour les citoyens; et celle-ci, « dit M. Say, trouvant » toujours dans ces requêtes l'occasion de » lever de l'argent, » manquait rarement de les accueillir. On s'imaginait que les produits qui provenaient des différens métiers

devaient être plus parfaits, parce qu'ils étaient fabriqués sous l'empire du monopole et sous la prétendue surveillance des syndicats ; comme si la concurrence n'était pas la voie la plus simple pour arriver aux perfectionnemens, et la nation, le plus équitable des syndics.

Le moindre inconvénient de ces catégories était de prolonger l'apprentissage des ouvriers et de les rendre improductifs pendant un temps considérable. C'est ainsi que l'université de France, érigée en monopole au profit du gouvernement ou de quelques corporations religieuses, force les étudiants à consacrer dix ans à l'étude d'une langue morte ou d'une philosophie pédantesque, avant de les admettre, à prix d'argent, dans les cours de droit et de médecine. Smith (1) a victorieusement réfuté ceux qui arguaient de la prospérité des manufactures de la Grande-Bretagne en faveur des maîtrises et des corporations, en prouvant que l'industrie prospérait dans son pays, non point à cause de ces restrictions, mais malgré elles. Il a fait voir que l'on devait principalement à l'ex-

(1) *Richesse des nations*, liv. IV, chap. 7.

trême facilité des communications , à la liberté personnelle , à celle du commerce , l'activité de production qui caractérise l'Angleterre. « Le patrimoine du pauvre , dit cet illustre auteur , est tout entier dans la force et l'adresse de ses doigts ; ne pas lui laisser la libre disposition de cette force et de cette adresse , toutes les fois qu'il ne l'emploie pas au préjudice des autres hommes , c'est attenter à la plus indisputable des propriétés. »

Il est des cas , fort peu nombreux d'ailleurs , où la surveillance de l'autorité , représentant en quelque sorte la surveillance publique , prévient des fraudes grossières et coupables , dont il pourrait résulter de grands dommages pour la nation. L'intérêt du fabricant ne peut plus être regardé , dans ces circonstances , comme la meilleure des garanties. « A la veille de quitter sa profession , dit M. Say , il peut vouloir en forcer les profits aux dépens de la bonne foi , et sacrifier l'avenir dont il n'a plus besoin , au présent dont il jouit encore. C'est ainsi que dès l'année 1783 , les draperies françaises perdirent toute faveur dans le commerce du Le-

vant, et furent supplantées par les draperies allemandes et anglaises. » Je pourrais ajouter que depuis l'émancipation de l'Amérique du sud, il a été commis dans cette vaste contrée des abus tout-à-fait ignobles, en matière de fournitures; et que ces abus ont singulièrement décrédité notre commerce. Plusieurs armateurs n'ont pas craint de vendre des paniers de vin, de vingt-cinq bouteilles, qui ne contenaient pas six pintes de ce liquide; d'autres ont expédié en ballots des rebuts de magasin, qu'on avait achetés comme des marchandises de choix, sur le vu des échantillons. Ces faits honteux, leurs auteurs s'en sont vantés, et ils finiraient par compromettre sérieusement les intérêts de notre commerce, si le gouvernement ne trouvait aucun moyen de les prévenir.

Les *brevets d'invention* décernés par l'autorité, sont de véritables privilèges que l'auteur d'une découverte industrielle obtient aux dépens des futurs consommateurs du produit de sa découverte. C'est une prime d'encouragement dont ces particuliers font

les frais. Ordinairement les brevets sont accordés pour un espace de temps limité, passé lequel le procédé nouveau tombe dans le domaine public (1). C'est à peu près ce qui arrive, lorsque la propriété d'un ouvrage cesse d'appartenir à son auteur après le terme plus ou moins long qui suit le jour de sa mort. On devine aisément que si le brevet d'invention était perpétuel, la société recueillerait peu d'avantages de toutes les découvertes utiles : organisés en monopole illimité, leurs produits pourraient être tenus hors de la portée du plus grand nombre des consommateurs, et la civilisation industrielle serait paralysée au gré de quelques individus. Sagement limités dans la durée de leur privilège, les brevets d'invention encouragent le génie des recherches sans nuire au génie de la production : c'est au gouvernement à trouver d'équitables tempéramens. Ainsi le parlement d'Angleterre prolongea la durée du brevet de Watt, afin de per-

(1) Un de nos jeunes avocats les plus distingués, M. Ch. Renouard, vient de publier un ouvrage intéressant sur cette matière, en un volume in-8°.

mettre à ce grand citoyen de rentrer dans les avances qu'avaient nécessitées ses belles expériences sur la machine à vapeur.

Les *compagnies privilégiées* n'ont pas de brevet d'invention, parce qu'elles n'inventent rien, mais elles exercent leur monopole en vertu d'un privilège analogue à celui des brevets. Leur règne étant à peu près fini, je n'en parlerai que comme d'un fait historique; car tout ce qui ressemble au monopole, succombe chaque jour sous l'influence de l'évidence. Dans un ouvrage que j'ai publié récemment (1), j'ai exposé les événemens qui ont déterminé la chute des compagnies privilégiées les plus célèbres, sans en excepter celle des Anglais dans les Indes-Orientales; je me bornerai à présenter le précis des causes de destruction que ces puissances éphémères ont toujours renfermées dans leur sein.

On découvre le continent de l'Amérique, riche en produits de toute espèce, en bois de teinture, en épices, en minéraux: il s'agit de l'exploiter. Le gouvernement n'en

(1) *Résumé de l'Histoire du commerce*, 1 vol. in-18, chez Lecointe et Durey, quai des Augustins, N° 49.

veut pas courir les risques, et les particuliers ne sont pas assez riches pour l'entreprendre isolément; on forme une compagnie. Vingt négocians se réunissent avec une somme de capitaux suffisante, et ils se présentent au roi. Le roi permet à ces spéculateurs de tenter la fortune, parce qu'il en pourra revenir quelque bénéfice dans ses coffres; on leur accorde donc le droit exclusif de naviguer vers les régions nouvelles, et d'en exporter les productions. Malheur au téméraire qui ose violer la ligne de leurs douanes! les bagnes n'ont pas assez de douleurs; les amendes assez d'énergie pour châtier ces grands coupables. La compagnie bâtit des forts, arme des vaisseaux, se constitue souveraine; elle commerce à la pointe de l'épée. Le prix des nouvelles denrées se règle selon son plaisir, et si quelquefois l'administration fixe un terme aux prétentions des monopoleurs, ce maximum salulaire n'est pas de longue durée. On réclame, on écrit, on murmure, on dépose au pied du trône d'hypocrites doléances, on achète les administrateurs récalcitrans et l'on *monopolise* plus que jamais. En attendant, on

voit s'élever des fortunes colossales, et quand le dernier jour du bail est près d'expirer, sous mille prétextes on en accorde le prolongement à des hommes assez riches pour payer le droit de s'enrichir encore.

Telle est, en peu de mots, l'histoire des compagnies privilégiées, véritables fléaux du commerce, causes trop fréquentes des guerres et des désastres qui ont affligé la vieille Europe. Il n'en est pas une qui n'ait deshonoré son existence par des crimes, et qui n'ait expié tôt ou tard le scandale de ses déprédations. C'est en vain qu'on a fait valoir en leur faveur des considérations d'Économie politique ou d'intérêt général. On a osé dire qu'en écartant la concurrence, elles empêchaient l'élévation du prix des denrées : rien ne prouve cette dernière assertion; et quant à la première, il est facile de la réfuter, en observant qu'un gouvernement ne saurait interdire aux étrangers la jouissance d'un marché dont il lui a plu d'accorder le privilège à quelques-uns de ses sujets. C'est ainsi que les Portugais et les Hollandais ont fini par se rencontrer dans l'Inde, où l'An-

gleterre règne de nos jours en souveraine , mais non point sans rivale.

Si l'on considère , en outre , que l'histoire de ces compagnies n'est qu'un tissu de dilapidations commises par leurs agens , de vexations subies par les naturels , une source de banqueroutes et de révolutions , on reconnaîtra que leur destruction n'a pas moins profité aux intérêts des peuples , qu'à ceux de la morale. Les faits sont là pour l'attester.

A côté des privilèges concédés aux compagnies , on peut placer les *primes d'encouragement* accordées aux particuliers , quoique leur influence soit moins étendue. Dans les circonstances où ils espèrent encourager , les gouvernemens ne sont pas plus heureux que lorsqu'ils *découragent* , c'est-à-dire que lorsqu'ils prohibent. Pourquoi donner des primes à l'industrie ? Ne connaît-elle pas mieux que vous ses intérêts ? Elle ne fabrique ou ne transporte guères que des produits dont elle puisse tirer parti , en les échangeant avec avantage. Aussi ne peut-on échapper à ce dilemme : « S'il y a quelque » bénéfice à retirer d'une industrie , elle n'a

» pas besoin d'encouragement ; s'il n'y a
» point de bénéfice à en retirer , elle ne mé-
» rite pas d'être encouragée (1). »

Smith s'est prononcé avec plus de vigueur encore (2) , contre les primes d'encouragement , qu'il juge au moins inutiles. Cependant on ne saurait nier que dans les pays où le génie industriel , intimidé par de vieux préjugés , par la routine , par les événemens , n'ose prendre son essor , il ne soit utile de lui rendre un peu d'énergie par des récompenses anticipées. La nation qui , en définitive , fait les frais de toutes les primes , en recueille plus tard les avantages ; heureuse , si l'on n'accordait pas en son nom , de plus grandes faveurs à la corruption et à l'indolence !

Il est encore une foule de circonstances où le gouvernement influe sur la fortune publique , soit par ses réglemens sur les grains , sur le commerce de la boucherie , du charbon , etc ; soit en devenant producteur lui-même , comme on le voit surtout en France , en Espagne et en Italie. Ces prin-

(1) J.-B. Say , *Économie politique* , liv. I , chap. 17.

(2) *Richesse des nations* , liv. IV , chap. 2.

cipaux cas valent la peine d'être sommairement examinés.

Il est facile de concevoir pourquoi le commerce des grains a été plus particulièrement soumis au contrôle de l'autorité. Leur abondance ou leur rareté influe beaucoup sur la tranquillité publique, parce que le gouvernement ayant toujours exercé une surveillance active sur cette branche de commerce, les peuples sont disposés à le prendre à partie, toutes les fois que la trop grande cherté des grains a mis sa prévoyance en défaut. Il eût mieux valu peut-être, accorder à ce commerce une liberté indéfinie, et s'en rapporter à l'intérêt particulier du soin de fournir les marchés. Je sais bien qu'on a fait valoir plusieurs motifs d'exception, tels que celui d'une guerre, d'une disette; qu'il ne fallait pas exposer une nation à manquer de l'aliment le plus indispensable, celui dont le moindre retard est un arrêt de mort, comme l'a dit M. Say, du moins pour une partie de la population. Rien de plus juste; mais on a exagéré ces inconvéniens passagers. Il est fort rare que le blé manque dans tous les pays à la fois, ou même dans plusieurs pro-

vinces du même pays ; ordinairement , il se fait des réserves , trop souvent flétries du titre d'*accaparement* , et elles peuvent suffire aux besoins les plus pressans. Les greniers d'abondance dont on a exagéré l'influence, contribueraient également à produire les mêmes résultats. On sait toute l'utilité des *silos* dont l'un de nos plus illustres industriels , M. Ternaux , a fait d'heureux essais à Saint-Ouen , près Paris. L'extension considérable donnée à la culture de la pomme-de-terre , l'extraction de la gélatine des ossemens abandonnés dans nos boucheries , et les nombreux perfectionnemens apportés chaque jour à l'art de la conservation des denrées alimentaires , tout fait espérer que les manœuvres sur les blés deviendront plus difficiles , et que ce genre de commerce échappera aux restrictions qui l'entravent.

Mais si la prudence exige qu'on s'avance avec précaution sur un terrain aussi difficile , n'est-il pas temps d'échapper aux abus de certains monopoles , au moyen desquels on peut dire que le gouvernement se fait producteur lui-même ? N'est-ce point une exaction de l'administration , que la nécessité où elle

met les citoyens de Paris de payer un sac de charbon près de neuf francs , lorsqu'au moyen de réglemens plus judicieux , cette mesure leur coûterait à peine la moitié de ce prix (1)? C'était assez , ce me semble , des trésors de la gabelle et du monopole exercé sur le tabac. Encore ne saurait-on s'élever avec trop de force contre ces deux impôts qui frappent à coups redoublés sur le pauvre , et qui perpétuent indéfiniment sa misère. Le sel est presque aussi commun que les pierres , le tabac le serait autant que le chiendent : pourquoi condamner les classes les plus laborieuses à se priver de ces deux indispensables denrées , ou à les acheter , viles qu'elles devraient être , à un prix exorbitant ? Que diriez-vous si le gouvernement comblait vos puits , pour vous forcer à lui acheter de l'eau ? telle est pourtant sa manière de procéder lorsqu'il détruit des salines naturelles , ou qu'il arrache vos plants de tabac. Indépendamment de l'outrage fait à l'humanité par l'anéantissement d'un pro-

(1) On m'assure que M. le Préfet de la Seine, frappé de ce grave inconvénient , a voulu le faire disparaître ; mais qu'il a rencontré , de la part des *monopoleurs* , des résistances si énergiques et si élevées , que son zèle en a été déconcerté.

duit utile , il vous oblige à travailler pour acquérir au prix de mille sueurs un bien que la nature vous avait mis gratuitement sous la main. Ainsi faisaient ces abominables colons des Moluques , quand leurs mains sacrilèges brûlaient les arbres à épices : vous les flétrissez pourtant , et vous les imitez !

Quelquefois le monopole est décoré du nom pompeux d'utilité publique, comme lorsque le gouvernement s'arroe le droit de vendre ou de produire seul une marchandise. La manufacture de tapis des Gobelins, celle de porcelaines de Sèvres, l'exploitation de certains théâtres, tout cela se soutient aux frais des contribuables et à leur détriment. Nous payons huit cent mille francs par an pour l'entretien de l'Opéra : à ce prix sans doute, le peuple français a la faculté d'y entrer aussi aisément que dans une église ; point du tout, il lui en coûte près d'un million pour y payer sa place beaucoup plus cher que dans tous les autres théâtres.

Tels sont les résultats de ces grands établissemens trop souvent institués par les gouvernans pour enrichir leurs créatures.

C'était bien pis en Espagne, dans le temps des prétendues prospérités de cette malheureuse nation : on n'y voyait que des manufactures royales. Le roi était marchand de tabac, à Séville ; marchand de draps, à Ségovie ; marchand de soieries, à Valence ; marchand de sel, partout : et comme il produisait seul ou à peu près seul, il fallait bien venir le trouver dans ses magasins. Aussi ne s'occupait-il guère des routes et des canaux. Les caravanes de mulets arrivaient toujours, un peu plus tôt, un peu plus tard. Dans les colonies d'Amérique, on ne mettait que *huit mois* pour aller d'Omoa à Guatimala, distance de quatre-vingt-six lieues ! Ces abus sont assez éclatans, je pense, pour me dispenser de recourir aux principes, qui, d'ailleurs, se présentent naturellement au lecteur, aussi bien que les conséquences.

CHAPITRE VII.

De la monnaie et des signes représentatifs des valeurs.

SECTION PREMIÈRE.

Des monnaies.

La monnaie est une véritable marchandise, généralement d'or, d'argent ou de cuivre, au moyen de laquelle on peut se procurer les choses dont on a besoin, sans recourir à d'autres échanges. Elle n'est point susceptible de consommation comme les marchandises ordinaires; le temps seul et le frottement agissent sur elle, mais insensiblement. Son effet est de faciliter les transactions : prouvons ceci par des exemples.

Je suis meunier et il me faut un chapeau. Mais le chapelier n'a pas besoin de farine au moment où j'ai besoin d'un chapeau : comment obtenir le produit de son industrie, puisqu'il ne veut pas de celui de la mienne ? je vais trouver un boulanger à qui

je cède mes farines , pour une somme de mille francs ; et avec une partie de ces mille francs , j'achète un chapeau. L'argent nous a servi d'intermédiaire , de moyen de nous entendre , peut-être de nous lier. Le boulanger , à son tour , éprouve le besoin d'un habit. Loin de se présenter au tailleur pour lui offrir *en pain* le paiement de cet habit , il commence par vendre sa denrée , c'est-à-dire il l'échange contre de l'argent , contre de la monnaie , et il remet au tailleur , en monnaie , l'équivalent de son habit. On dit alors que l'habit est payé.

Ces exemples suffisent pour expliquer la signification du mot *vente* : on voit qu'il est synonyme d'*échange*. Pour faciliter les ventes ou les échanges , on est convenu d'employer certains corps métalliques doués d'une valeur intrinsèque , et susceptibles de subdivision , pour se prêter à tous les échanges possibles. Dans l'un des cas précédens , le tailleur qui eût voulu acheter en allumettes , une valeur égale à deux sous , aurait été fort embarrassé , s'il lui avait fallu payer ces allumettes en produits de son industrie : mais une fois son habit vendu , rien n'est

plus facile que d'employer une fraction modique de la somme reçue en échange, au paiement des allumettes.

Il est important que le métal monnayé possède une valeur indépendante des caprices ou des violences de l'autorité, afin qu'on soit bien sûr qu'une même quantité de marchandises répond toujours à une somme d'argent reconnue ; et puis aussi afin que l'étranger qui échange ses produits contre notre monnaie, conserve une sécurité nécessaire à l'entretien de ses relations avec nous. Personne n'ignore que la plus grande valeur des métaux employés comme numéraire, consiste dans l'utilité qu'ils ont de servir, sans intermédiaire, à nous procurer tous les objets désirables. Si nous étions forcés d'échanger matériellement les produits de nos industries respectives contre les produits qui nous manquent, chacun de nos achats devrait être précédé d'une vente ; le libraire n'aurait du pain qu'autant qu'il rencontrerait sur-le-champ un acheteur de ses livres, et on courrait le risque de mourir de faim en attendant les chalands. La monnaie ouvre toutes les portes ; elle dispense

de la vente, elle la suppose accomplie, elle en représente comme le résultat, et c'est en cela qu'elle agit merveilleusement dans les affaires humaines. Sa valeur est fondée sur les difficultés de son extraction, sur l'homogénéité (1) des parties qui la composent, sur la possibilité de l'employer à des usages domestiques, sur sa grande résistance à la destruction, et sur la demande qu'on en fait pour les besoins de la société.

De ce que la monnaie représente généralement la valeur des choses, il ne faut pas conclure que ses effets soient les mêmes dans tous les pays, et qu'on obtienne partout pour cinq francs, je suppose, ce qu'en France on pourrait acquérir pour cette somme. Il en coûte plus d'or à Londres qu'à Paris pour se procurer une paire de bottes, et moins en Asie qu'en Europe pour l'achat de la plupart des marchandises. C'est ce qui prouve encore, soit dit en passant, que l'argent n'est réellement qu'une marchandise susceptible de variations comme toutes les autres.

(1) La portion d'alliage qu'on y ajoute pour en augmenter la solidité, étant connue, ne change rien à ce que j'avance.

Les gouvernemens ont dû exercer une surveillance rigoureuse sur la fabrication de cette singulière production, dont le contre-facteur est puni de mort. Ils en constatent le poids total, ainsi que la quantité de matière étrangère qu'on y a introduite et qui ne compte point pour valeur réelle : on se sert à cet effet d'une marque particulière. C'est ce qu'on appelle donner à la monnaie le *poids* et le *titre*. Trop souvent les gouvernemens investis de cette haute dictature sur l'or et sur l'argent, en ont abusé pour opérer des réductions criminelles et pallier leurs banqueroutes en faisant banqueroute à tout le monde. Lorsqu'il leur a plu de déclarer qu'un écu de trois francs en valait six, c'est-à-dire de rembourser quinze mille francs, par exemple, à ceux qui leur en avaient prêté le double, chaque débiteur a dû faire banqueroute à ses créanciers en s'acquittant envers eux avec des écus qui avaient perdu la moitié de leur valeur. C'est ce qui est arrivé, avec bien plus de scandale encore, lors de l'émission des assignats, pendant la révolution française.

Tous ces abus n'auraient peut-être pas

existé, si au lieu de donner à la monnaie des noms insignifiants, comme ceux de franc, de louis, de piastre, de dollar, de ducat, on avait spécifié la quantité de métal pur qui s'y trouvait contenue. Si l'on eût dit une pièce d'or de cinq grammes, de huit grammes, cette dénomination aurait présenté une idée exacte de la valeur intrinsèque de la pièce : et l'on n'aurait pas renouvelé si souvent la refonte des monnaies pour en opérer frauduleusement l'altération. Sous ce rapport, nous n'avons pas grand chose à envier aux Turcs : leur *para* ne vaut plus guère aujourd'hui que cinquante centimes, et notre pièce d'une livre, qui représentait jadis la valeur d'une livre d'argent de douze onces, n'en vaut plus que la quatre-vingt unième partie. Le moindre inconvénient de ces abus est de faire craindre à tout moment qu'ils ne recommencent, et de paralyser toutes les spéculations commerciales et industrielles. Les Espagnols ont eu le bon esprit d'y échapper, grâce à leurs mines du Nouveau-Monde.

Ces grandes iniquités, il faut le dire, ont eu leur source dans une grande erreur, re-

produite encore de nos jours. On a prétendu que l'argent n'était qu'un signe, et qu'il n'avait aucune valeur, dit M. de Tracy, parce qu'on ne le boit ni ne le mange; on supposait que l'empreinte du monarque lui donnait seule la qualité de signe, et que par conséquent il était indifférent d'étendre ou de limiter sa valeur. Puisqu'on pensait ainsi, ajoute le même écrivain, pourquoi n'appliquait-on pas l'image du souverain sur des morceaux de bois?—C'est cette erreur qui a perdu Law et son système. On a bien vu, lors de la crise fatale, le vide effrayant de cette fantasmagorie renouvelée, depuis, sous le règne de Louis XVI : mais il n'était plus temps. Le *papier-monnaie*, lorsqu'il est accueilli dès l'abord par quelques fripons ou quelques dupes, cesse bientôt d'entrer en concurrence avec l'argent; on est promptement forcé de l'imposer comme une charge, comme une spoliation. C'est en ce sens que Mirabeau avait raison de l'appeler *une orgie du despotisme en délire*. Une feuille de papier, quelles que soient les empreintes dont on puisse la couvrir, ne saurait valoir que son prix de boutique, *ludibria ventis*; et cela est

si vrai, que nos pères ont dû payer une paire de bottes jusqu'à cinq cent mille francs en assignats, lorsque la débâcle fut arrivée sous le directoire.

Le gouvernement a voulu se comparer à un négociant dont la signature est acceptée pour de l'argent comptant, quoique ses billets ne soient qu'une promesse de payer, et non un paiement. Mais un négociant peut être contraint par corps en cas de refus de paiement d'une lettre de change ; s'il fait banqueroute, les tribunaux l'attendent... où est le recours des citoyens contre un gouvernement banqueroutier ? Le négociant n'oblige personne à recevoir ses billets : l'autorité nous force d'accepter les siens. Les lettres de change, les effets à ordre sont des moyens fort commodes, parce qu'ils épargnent les risques et les frais qui accompagnent les transports d'argent : mais le papier-monnaie qu'on veut donner pour de l'argent, et qui est un danger lui-même, qui se déciderait à le défendre aujourd'hui ?

« Concluons avec M. Destutt de Tracy, que le *papier-monnaie* est la plus coupable et la plus funeste de toutes les banqueroutes

frauduleuses ; que l'altération des monnaies métalliques vient ensuite ; et que quand un gouvernement est assez malheureux pour ne pouvoir plus remplir ses engagements , il n'a rien de mieux à faire que de déclarer franchement sa faillite , et composer loyalement avec ses créanciers , comme un négociant imprudent , mais honnête. Le mal est beaucoup moindre ; la réputation reste et la confiance renaît bientôt ; trois avantages inappréciables. Partout où il y a candeur et probité , il y a du remède au malheur : c'est un de ces points nombreux par lesquels l'Économie politique et la morale se rejoignent. »

SECTION II.

Des lettres de change, des banques d'es-compte, etc.

Les limites imposées à cet ouvrage ne me permettant pas de parler de la matière des monnaies , de leur fabrication , de leur forme , de leur valeur actuelle comparée à celle qu'elles avaient jadis , je me suis borné à exposer leur mode d'action dans les opé-

rations commerciales, et les dangers résultant de leur altération. Sans entrer dans les détails relatifs au système de Law, aux *assignats* de la convention, aux *mandats* du directoire, j'ai essayé de démontrer d'une manière précise les inconvéniens attachés à l'émission d'un *papier-monnaie*, quoique sous le rapport politique, plusieurs nations, les États-Unis d'Amérique, par exemple, aient eu à se louer d'avoir recouru à ce moyen (1). Mon but, en traçant le peu de lignes qui vont suivre, est de présenter le tableau des effets produits dans les transactions commerciales par l'usage des lettres de change, et par la création des banques.

Une *lettre de change* est une promesse écrite de payer une somme dans un temps et dans un lieu désignés. La confiance attachée à cette promesse, fondée sur la solvabilité présumée du souscripteur, lui donne

(1) Ceux qui voudraient approfondir l'histoire des monnaies, pourront consulter avec fruit l'ouvrage de Dupré de St.-Maur, celui de Leblanc, et le chapitre XXI du *Traité d'Économie politique* de M. Say, qui forme un véritable résumé de tout ce qui a été écrit de plus intéressant sur cette matière. Voyez aussi le *Traité des Finances* de l'ENCYCLOPÉDIE PORTATIVE.

une valeur à peu près égale à la somme qu'elle représente. Cette valeur une fois reconnue, les effets de commerce circulent comme de la monnaie, et même ils l'emportent sur elle, parce qu'ils sont plus facilement transportables. Il est des circonstances qui donnent un prix réel à cette supériorité. Au moment où j'écris, la place de Londres manquant de numéraire, plusieurs capitalistes français y ont envoyé de l'or, qui, payé en lettres de change sur Paris, acquiert une valeur de soixante centimes par livre sterling; c'est-à-dire que la livre sterling ayant une valeur intrinsèque de vingt-cinq francs vingt centimes, le banquier parisien reçoit en échange un effet de vingt-cinq francs quatre-vingt centimes, moins les frais de transport du numéraire, qui sont peu de chose. Le même phénomène se reproduit sur les places de Naples, d'Amsterdam, de Hambourg, avec avantage ou désavantage pour chacune d'elles, selon le plus ou le moins de payemens qu'elles peuvent avoir à faire l'une sur l'autre.

Ces variations fréquentes se nomment le *cours du change*. On dit qu'on a le change

en sa faveur, quand on paie un peu moins d'or ou d'argent chez soi qu'on n'en recevra dans l'étranger au moyen de la lettre de change qu'on a acquise, et *vice-versâ*. Quoique la différence ne puisse jamais être considérable, elle suffit pour faire la fortune des industriels qui se livrent à ce genre de spéculation. On s'est exagéré, toutefois, les bénéfices de ce commerce, et l'on a cru, à tort, les lettres de change toujours capables de remplacer l'argent. Il ne faut pas perdre de vue qu'un effet payable à terme fixe, n'a de valeur qu'autant qu'il est appuyé sur une garantie. Cette garantie, c'est l'envoi qu'on a dû faire de valeurs équivalentes au montant des lettres de change, à l'endroit et au négociant sur lesquels on les a tirées. Sans cette condition, l'effet souscrit est nul, il ne vaut absolument rien. Tels seraient, par exemple, les *billets* de la banque de France, si elle était incapable de payer à vue et en espèces, tous ceux qu'on lui présenterait, et qu'elle reconnaîtrait émis par elle sans y pouvoir faire honneur.

Les *banques* sont des établissemens ordinairement dépositaires de valeurs en espè-

ces, en lingots ou lettres de change. On les appelle *banques de dépôt*, lorsqu'elles possèdent des fonds appartenant à des négocians qui ont un compte ouvert avec elles, et qui peuvent transporter le montant de leur dépôt au compte d'une autre personne. Leur bénéfice, en ce cas, consiste dans un droit qu'elles perçoivent pour chaque transfert, et quelquefois dans des résultats d'opérations hasardeuses. Cependant il est de leur intérêt de compromettre le moins possible les fonds qui leur sont confiés, sous peine de perdre leur crédit sans retour. La banque d'Amsterdam, si fameuse dans l'histoire de la Hollande, avait donné l'exemple d'une grande fidélité sous ce rapport. Lorsque les armées de Louis XIV s'approchèrent des murs de cette ville, les propriétaires des différens dépôts ayant demandé leur remboursement, on descendit dans les caves pour en extraire le numéraire : on trouva les coffres intacts et les pièces de monnaie encore toutes noircies par un incendie qui avait eu lieu près d'un demi-siècle auparavant.

Les *banques d'escompte* ont pour but principal le paiement des lettres de change à

terme, moyennant un certain droit, qu'on peut regarder comme équivalent à l'intérêt de la somme énoncée au billet, pour le temps qui reste à courir jusqu'au jour de l'échéance. Ce prélèvement porte le nom d'*escompte*. Toutes ces banques vont bien, tant que les gouvernemens ne se mêlent pas de leurs affaires, et ne les entraînent pas dans les hasards de leurs opérations politiques ou financières. Il est à désirer qu'elles se multiplient, de manière à offrir au commerce des conditions plus faciles pour l'escompte des lettres de change, et à augmenter ainsi la somme des capitaux disponibles. Les billets de confiance émis par ces banques, faisant fonction de numéraire, permettent d'en consacrer une partie à des opérations lucratives : bien entendu que l'émission sera sagement limitée, de telle sorte qu'en cas d'alarme, les caisses puissent toujours suffire au remboursement. On en doit conclure que les banques d'escompte ont intérêt à ce que les effets dont elles sont nanties, ne soient pas à trop longue échéance, afin qu'elles puissent faire face à tous leurs engagements. Malheureusement, il est ar-

1
rivé plusieurs fois que les billets de confiance ont chassé le numéraire, et qu'un moment de crise l'ayant subitement rendu indispensable, la disproportion est devenue énorme au point d'occasionner des bouleversemens. L'Angleterre souffre beaucoup en ce moment d'une crise semblable.

Au reste, les banques ne sont autre chose que d'ingénieux moyens d'éviter les transports d'argent, de faciliter les paiemens d'un pays à l'autre, et d'accroître la partie disponible des espèces métalliques, c'est-à-dire d'une branche avantageuse de capitaux. Leur théorie est extrêmement simple, et l'on comprend sans peine leur application à l'Économie politique. On s'aperçoit également que leur origine est moderne, et que si dès le principe, elles n'ont pas opéré tout le bien qu'on était en droit d'en attendre, c'est l'impéritie, l'avidité, ou la violence des gouvernemens qu'il en faut accuser.

Ces considérations complètent l'exposé rapide que j'avais à faire de la production des richesses. On a vu comment le travail y concourait à l'aide des capitaux, et par quel prestige l'argent semblait ajouter la vie de

la circulation à la vie du travail, dans les trois ordres de l'industrie humaine : nous allons examiner, dans le livre suivant, de quelle manière les richesses produites se distribuent dans le corps social. Ce sera peut-être la partie la plus difficile et la plus délicate de notre travail.



Livre Second.

DE LA DISTRIBUTION DES RICHESSES.

CHAPITRE PREMIER.

De ce qui constitue la valeur des choses.

Nous venons d'étudier l'histoire de la production des richesses ; nous avons vu comment les différentes branches de l'industrie humaine concouraient, au moyen des fonds de terre et des capitaux, à la création des valeurs. Il convient d'examiner maintenant quel est le fondement de la *valeur* des choses, et par quelle série de phénomènes ces choses pourvues de valeurs se distribuent dans les veines du corps social. On comprendra mieux tout ce qui doit se rapporter aux *variations dans les prix*, à la *source de nos revenus*, aux *profits attachés à chaque industrie*, aux effets de la distribution des ri-

chesses sur la *population*, et à ceux des revenus perçus d'une nation dans l'autre, c'est-à-dire aux *exportations*.

La valeur des choses dépend de leur utilité reconnue. Elle se mesure par la quantité de tout autre produit qu'on peut se procurer en échange. Mais cette manière de mesurer est sujette à quelques inconvéniens, et elle présente certaines difficultés qu'il est nécessaire d'éclaircir. Quel est, par exemple, le juge de la valeur des choses ? Est-ce l'acheteur ou le vendeur ?

Commençons par les *richesses naturelles*. Ce sont celles que la nature a départies avec une égale abondance à tous les hommes, comme l'air, l'eau, la lumière. Leur valeur n'est point échangeable, et par conséquent elles n'ont point de prix. Elles sont cependant indispensables, et infiniment plus importantes que mille autres richesses achetées à grands frais. Les autres valeurs sont relatives, et dépendent d'une foule de circonstances que chaque producteur est obligé d'apprécier. Un poêle, fort utile en Suède et en Russie, serait sans valeur à Saint-Domingue, parce que personne n'en a besoin

dans ce pays , et ne se sent disposé à faire le moindre sacrifice pour acquérir un meuble inutile. Un parasol ne trouverait point d'acheteurs en Laponie ; un avocat , point de cliens dans l'Arabie Pétrée ; un libraire , point de chalands chez les sauvages , qui manquent de produits beaucoup plus indispensables que des livres.

Cette dernière circonstance nous laisse déjà entrevoir que les produits se multiplient généralement en raison directe de la *quantité demandée*. Si les libraires ne pouvaient vendre de livres qu'aux sauvages , il ne se ferait plus de livres , parce que les sauvages n'en demandent point ; il en est ainsi des autres produits. Mais on porte beaucoup de liqueurs en Amérique , où les naturels en *demandent* , c'est-à-dire en consomment une quantité considérable , et il en est de même pour toutes les denrées et toutes les marchandises. On appelle *quantité offerte*, le nombre de produits en circulation , ceux qui sont susceptibles d'être échangés , et auxquels leurs propriétaires ont donné cette destination. Le prix ordinaire des choses dépend de l'équilibre qui existe entre la

quantité offerte et la quantité demandée ; car leur valeur augmente en proportion de ce qu'elles sont moins offertes , et elle diminue dans le cas contraire.

La demande est habituellement restreinte par l'impossibilité ou la difficulté de payer , même lorsqu'il s'agit de certains produits d'un usage presque universel. Beaucoup d'habitans du midi se passent de chapeaux , quoique l'ardeur du soleil en prescrive impérieusement l'usage , parce que leur fortune ne leur permet pas d'en payer la valeur : ils seraient obligés de prendre sur leur nourriture ou sur celle de leurs enfans , pour se procurer le vêtement auquel ils suppléent par des feuilles d'arbres , ou autrement. Les paysans de la Beauce portent des sabots , faute de pouvoir suffire aux frais de consommation de leur chaussure , s'ils se servaient de souliers. Aussi voit-on , dans cette contrée , beaucoup plus de sabotiers que de cordonniers ; et ces derniers meurent souvent de faim , tandis que les premiers s'enrichissent. Il en est de même pour les négocians qui se livrent aux plus hautes spéculations commerciales : leurs demandes sont toujours

proportionnées à la masse des marchandises qu'ils espèrent vendre.

Le *prix courant* d'une chose est la représentation en numéraire de la quantité de toute autre chose qu'on peut obtenir en échange, du moment qu'on en fait l'offre. Ce prix courant peut être élevé ou diminué par une infinité de causes accidentelles, comme le plus ou moins d'abondance des récoltes, une guerre maritime, etc. C'est ce que nous voyons arriver fréquemment aux vins, aux huiles, aux fourrages; c'est ce qu'on a vu et ce qu'il en a coûté cher de voir, sous le régime de Napoléon, par rapport aux denrées coloniales. Dans ces occurrences particulières, il n'y a plus de proportion entre les services productifs des choses achetées, et ceux des valeurs qu'il a fallu donner en échange : les vins, les huiles, le sucre, le café deviennent comme autant d'objets de luxe, qui sont hors de la portée des consommateurs ordinaires. Le gouvernement fait quelquefois l'office d'une guerre ou d'un ouragan, lorsqu'il élève artificiellement le prix des choses; et il faut le dire, ces sortes d'ouragans ne sont pas les plus rares.

CHAPITRE II.

Des sources diverses de nos revenus , et de leur distribution.

Nous admettons que la valeur des choses a besoin d'être reconnue pour être réelle, et qu'une maison ne vaut vingt mille francs, par exemple, que lorsqu'on est sûr d'en retirer cette somme, et non parce qu'on s'est imaginé qu'elle la valait. Pour en donner vingt mille francs, il a fallu que l'acheteur l'ait reconnue capable de services productifs équivalens ; c'est-à-dire qu'il ait jugé pouvoir en obtenir un produit égal à celui qu'aurait pu lui procurer le capital de vingt mille francs. Le service productif rendu par la maison en est le *revenu*, de même que le revenu d'un champ n'est autre chose que le service productif résultant de son exploitation. Chaque industrie a ses revenus, que M. Say distingue de ce qu'il en appelle les *profits*. Selon lui, dans l'industrie agricole, il y a le profit du fonds de terre, et le profit industriel de l'agriculteur : ces deux profits réunis for-

ment le revenu territorial. Il admet également deux espèces de profits dans l'industrie manufacturière; l'un appartient au fabricant, l'autre au capital qu'il fait valoir. Plusieurs économistes ont contesté ce double profit, et il existe en ce moment toute une école qui partage leurs doctrines. Essayons de présenter la question en peu de mots, en commençant par les fonds de terre.

SECTION PREMIÈRE.

Du revenu territorial, et du fermage.

La terre, avons-nous dit, est un véritable outil entre les mains de l'homme. Sans elle, il ne saurait rien produire; à son tour, elle ne produirait pas, sans lui. L'action qu'elle exerce rend donc un service productif, aussi bien que le travail de l'homme. Mais de quelle nature sont les profits de cette terre? Voici comment on l'explique. « Le pouvoir productif du sol n'a aucune valeur quand ses produits ne sont pas demandés. Or, la civilisation, la population accroissent la demande, et alors la valeur des produits s'é-

tablit à un taux qui excède celui du simple intérêt. C'est cet excédent qui forme le profit du fonds de terre et qui permet au fermier de payer un fermage à son propriétaire, même après qu'il a prélevé l'intérêt de ses avances et le salaire de ses travaux. De plus, les produits agricoles étant bornés par la nature, et la quantité demandée excédant la quantité offerte à mesure que les populations se multiplient, la terre acquiert une valeur nouvelle proportionnée à ses services productifs, et indépendante du travail de l'homme. »

Les adversaires de cette doctrine répondent : la terre, abandonnée à elle-même, ne produit pas plus que le rabot du menuisier ne fait des meubles, quand on le laisse inactif. Donc, c'est le travail qui seul en tire quelque chose, et il n'y a de profit en agriculture que celui du travailleur. Ces produits agricoles que vous croyez si rares, et dont vous faites une part si belle au fonds de terre, abondent sur les marchés de l'univers : vous êtes obligés de leur fermer vos ports. Palerme, Odessa, Dantzick en sont encombrés ; c'est la pire des spécula-

tions. Ne dites pas , au moins pour le présent , que la demande en élève le prix ; nos populations augmentent , elles ont bon appétit , et le prix du blé diminue. Grâce à votre système , ajoutent les mêmes économistes , nous avons des propriétaires oisifs et des fermiers obérés. Il n'y a que la subdivision des propriétés qui , plaçant le consommateur près des produits , contribue à leur écoulement , et vous fasse illusion sur les erreurs de vos théories.

« Parce que certains cantons , et des meilleurs peut être , ne produisent que deux ou trois pour cent de leur prix d'achat , répliquent les partisans des profits du fonds de terre , ce n'est pas une preuve que les profits du sol y sont peu de chose : c'est une preuve que les terres y sont fort chères. Une terre qui ne donne par arpent que vingt sous de profit , rapporte autant de rente qu'une terre qui donne cinquante francs par arpent , si chaque arpent de la première a coûté cinquante fois moins que chaque arpent de l'autre (1). » On explique aussi la différence de rapport d'une terre valant cent mille francs

(1) J. B. Say , *Economie politique* , liv. II , chap. 9.

a un capital de même valeur, par les agrémens attachés à la possession du sol, par l'influence qui en revient au propriétaire, par l'impossibilité de détruire le fonds.

Cependant, comme c'est d'un revenu qu'on se nourrit, et que le capital n'importe qu'autant qu'on en retire plus de valeurs, ou le moyen d'acheter une plus grande quantité de produits, la question devient très-difficile à résoudre. Si j'ose avoir un avis, entre des adversaires que je regarde comme mes maîtres, il me semble qu'on ne doit pas adopter leurs théories respectives; d'une manière absolue. En Grèce, en Écosse, en Espagne, en Italie, en France même, il est des fonds de terre, des pâturages dont on retire un fermage, sans travail et seulement parce qu'on en est propriétaire (et certes, en pareil cas, c'est bien la terre qui donne le profit); tandis que dans le département d'Eure-et-Loir, dans les plaines de celui du Loiret, sur les bords de la Loire, on voit des cabanes de chaume éparses sur une terre fertile et remuée par des hommes laborieux, qui manquent souvent du nécessaire, pour avoir dû payer à des maîtres

oisifs ; sous peine d'émigration , un fermage hors de proportion avec le revenu brut de la terre affermée.

SECTION II.

Des revenus industriels ; des profits du savant, de l'entrepreneur et de l'ouvrier.

C'est peut-être de l'industrie manufacturière qu'on pourrait dire avec plus de raison qu'elle donne des profits bien distincts, et plus considérables que ceux de l'industrie agricole. En effet, ces profits doivent représenter l'intérêt des capitaux consacrés à l'éducation de l'industriel, à ses études généralement plus longues et plus difficiles que celles de l'agriculteur, et le revenu des capitaux actuellement engagés dans son exploitation.

Le *savant* occupe le premier rang dans l'ordre industriel, parce que c'est lui qui invente, qui perfectionne, qui simplifie les procédés et qui met ainsi l'*entrepreneur* en position de faire exécuter le plus de produits, au meilleur marché possible, par les ou-

vriers. Cependant, le savant n'est pas celui qui retire les plus grands bénéfices de ses travaux, à moins que, comme l'illustre Watt, muni d'un brevet d'invention et soutenu par des capitalistes, il n'entre en partage des profits qui résulteront de ces découvertes. Le plus souvent, il se contente d'une couronne civique et se croit payé quand on a rendu justice à son génie. Sa générosité, compagne inséparable du vrai talent, le porte à répandre ses connaissances, à les communiquer, à les rendre utiles le plus rapidement possible, même à son détriment. Elles deviennent alors comme la lumière que personne ne paie, et dont ceux qui en profitent ne songent pas toujours à remercier le Créateur.

L'*entrepreneur* d'industrie, manufacturière surtout, indépendamment des dangers qui attendent ses entreprises, a besoin de posséder une foule de qualités qu'on ne rencontre pas communément. C'est lui qui est chargé de mettre en œuvre les conceptions du savant, en faisant concourir au même but les capitalistes qui lui fourniront des fonds, s'il n'est pas capitaliste lui-même, et

les ouvriers qui lui prêteront des bras. Probité, sagesse, économie, activité, intelligence, il faut qu'il réunisse tout ce qui peut contribuer au succès de ses travaux, et qu'il ne soit pas plus étranger aux notions du savant qu'aux fonctions du manœuvre. La ruine ou la prospérité d'un établissement dépend généralement de son plus ou moins d'aptitude à le diriger, et c'est ce qui explique les fortunes colossales de quelques-uns d'entr'eux. Plus ils couraient de hasards, plus ils avaient d'heureuses chances, parce que ce sont précisément les hasards qui écartent les concurrens, et par suite diminuent la *quantité demandée* de services de leur compétence.

Le sort de l'ouvrier est moins digne d'envie. Dépourvu de l'intelligence du savant, des capitaux et des connaissances de l'entrepreneur, il ne saurait offrir à la société que de la force musculaire. Aussi, la société ne lui demande-t-elle que le libre emploi de tous ses membres, et, comme dit très-bien M. Say, que la condition de vivre et de se bien porter. Toutefois, le salaire accordé à son action mécanique ne se règle pas d'a-

près les services productifs d'une machine analogue : l'ouvrier a des enfans, et d'ailleurs, sa personne représente un capital accumulé par ses parens, à son bénéfice : il convient donc de lui en tenir compte dans le salaire qu'on lui donne.

On doit considérer également que plusieurs causes peuvent interrompre leur travail et les réduire quelquefois à de cruelles extrémités. On a vu des prohibitions ou des guerres suspendre tout-à-coup la production et mettre les ouvriers à la réforme; une maladie peut aussi les priver momentanément de leur unique ressource, qui est en eux-mêmes. Dans plusieurs circonstances, la moindre réduction a eu des conséquences terribles, et c'est ce qui rend quelquefois dangereuse l'introduction d'une machine, ou la diminution d'un droit d'entrée considérable. On sait qu'avant la révolution, les fileurs de la Normandie voulurent brûler les nouveaux métiers, aux environs de Rouen, et que tout récemment, en Angleterre, la réduction du droit sur les soieries a déterminé une violente insurrection. Le plus grand malheur de la classe ouvrière est la difficulté de faire

des épargnes sur un salaire qui suffit à peine aux besoins de chaque jour : c'est ainsi que les vieillards, les femmes, les enfans tombent à la charge de l'adulte qui se décourage souvent du présent, loin de songer à l'avenir. Cette fatale imprévoyance est poussée, en France, à un point extrême. Il semble que le prix du travail de la semaine soit un fardeau pour la plupart des ouvriers : on les rencontre souvent ivres-morts dans les rues, et les ateliers sont presque toujours déserts le lundi, quoique la journée du dimanche se soit passée en orgies. Nous n'échapperons pas à cette lèpre des grandes cités, tant qu'il n'existera pas pour les prolétaires une méthode d'enseignement appropriée à leur position.

Ces inconvéniens se font sentir plus vivement encore dans les temps de disette (1),

(1) Je ne parle pas des épidémies qui moissonnent de préférence les ouvriers, soit à raison de leurs privations, soit à cause de leurs préjugés. Lorsque j'étudiais la médecine à l'hôpital de la Pitié, où l'on dirige la plupart des individus atteints de la petite-vérole, j'ai remarqué que presque tous ces malheureux non vaccinés étaient des maçons, des perreux ou des tailleurs ; mais principalement des maçons. Ces derniers se montraient les plus rebelles à la vaccine, même après avoir vu périr leurs camarades.

et c'est alors qu'on aperçoit l'influence des produits sur la *population*, dont nous parlerons dans ce livre. Les ouvriers, loin d'être plus rares, deviennent plus abondans; la faim les pousse, les harcèle, et la *quantité* de travailleurs *offerts* devenant supérieure à la *quantité demandée*, il en résulte une baisse dans les salaires, laquelle amène une baisse dans le prix des produits; ce qui prouve, soit dit en passant, que c'est le consommateur et non l'entrepreneur qui gagne au bas prix des salaires. Les ouvriers eux-mêmes n'y perdent pas autant qu'on pourrait le supposer; car si leurs salaires sont moindres, ils gagnent quelque chose à la baisse du prix des produits dont ils sont eux-mêmes consommateurs.

On demande comment les ouvriers peuvent être protégés contre les exigences de leurs maîtres, et ceux-ci contre les prétentions de leurs ouvriers. En admettant qu'en effet les uns aient besoin de protection contre les autres, qui chargerez-vous de ce droit redoutable? Voulez-vous faire intervenir le gouvernement dans les affaires des citoyens, et, dans l'un ou l'autre cas, remplir vos

ateliers de commissaires , et vos allées , de bayonnettes ? Le plus simple et le plus juste serait d'accorder aux ouvriers une solde raisonnable , généreuse même , parce que l'expérience a prouvé qu'en les payant bien , ils travaillaient mieux , et se montraient fort dociles : deux avantages inappréciables dans de vastes établissemens où la plus légère amélioration a des résultats immenses , et le moindre tumulte , des conséquences déplorables.

SECTION III.

Du revenu des capitaux et du prêt à intérêt.

Les capitaux sont des élémens indispensables de la prospérité publique dans une société civilisée. Nous avons vu qu'ils étaient comme l'ame de toutes les grandes entreprises , et que la nation la mieux organisée était celle qui en possédait le plus et qui les exploitait le mieux. On les a considérés avec raison comme des outils dont le propriétaire peut se servir pour son compte , et dont il peut prêter les services moyennant un

loyer qui se nomme intérêt , et qu'on nommait jadis *usure*. On attachait à ce dernier mot un sens défavorable , et pendant longtemps , dans les pays de croyances diverses, chez les Chrétiens comme chez les Musulmans , *le prêt à intérêt* a été frappé de réprobation. Ce malheureux préjugé , en rendant stérile une masse énorme de capitaux , ou si l'on veut , d'outils qui auraient pu devenir très-productifs , n'a pas peu contribué à retarder les progrès de la civilisation.

Grâce au ciel , nos idées sont bien changées. Il n'y a pas plus de honte , aujourd'hui , à prêter de l'argent à intérêt qu'à louer une terre ou une maison. Ceux qui ne peuvent faire valoir par eux-mêmes un capital précédemment accumulé , ne craignent point de le confier à de plus hardis ou à de plus habiles , lesquels en retirent un profit pour leur industrie et pour le prêteur. C'est ce double profit qu'il s'agit d'analyser soigneusement. Commençons par le bénéfice du prêteur , celui qu'on appelait anciennement *usure*.

Si le capital rend des services comme un outil , il est naturel que ces services soient

payés comme ceux que pourrait rendre un outil : la conséquence est rigoureuse. Mais le capital, en passant dans les mains de l'emprunteur, court une espèce de danger qui varie selon certaines circonstances et qui peut le soustraire définitivement au prêteur. Celui-ci a donc le droit de percevoir aux dépens du débiteur une *prime d'assurance* proportionnée aux dangers qui attendent son capital. Cette prime, combinée avec le prix du loyer, forme le revenu du prêteur. Plus il y a de péril, plus la prime s'élève, plus l'intérêt augmente. Il est énorme dans les pays dont l'administration n'offre que de faibles garanties, en Turquie, en Espagne, par exemple ; il l'est également dans ceux où, par d'autres considérations, les recouvremens sont difficiles, comme dans l'Amérique du sud, dans les colonies des Antilles. Il est plus élevé dans les villages que dans les villes, malgré les hypothèques, parce que le créancier qui habite ordinairement les villes et qui aime à surveiller ses capitaux, ne les a point à sa portée lorsqu'ils sont placés dans les campagnes. En général l'intérêt diminue en même temps que les

chances de pertes, de telle sorte que les gouvernemens et les particuliers les plus solvables, c'est-à-dire ceux qui sont connus par le plus de fidélité à leurs engagemens, payent toujours moins cher la valeur attachée aux risques dont nous avons parlé.

Il n'est point facile de déterminer la quotité de l'intérêt attaché au service des capitaux. Quoique les gouvernemens en aient fixé le montant d'une manière arithmétique et absolue, il est aisé de voir qu'ils se sont arrogé un droit exorbitant et par cela même illusoire. Il ne dépend pas plus d'eux de dire que *l'intérêt légal sera de cinq pour cent*, que de quatre ou de trois. Si les dangers sont tels que la prime d'assurance doive s'élever, elle s'élève en dépit de la loi, qu'on élude par des stipulations non ostensibles. Dès-lors, le maximum ne signifie plus rien. De même, si le gouvernement décidait qu'on dût payer un intérêt supérieur aux risques dépendant des circonstances, les citoyens s'entendraient pour rendre inoffensif un tel abus de pouvoir. Ce que nous appelons proprement *usure* ne s'applique donc qu'au métier des fripons qui spéculent sur l'inex-

périence de la jeunesse : mais cette question n'est pas du ressort de l'Économie politique. Cela est tellement vrai, qu'on tolère dans les transactions commerciales certains prêts à neuf ou dix pour cent d'intérêt, tandis que l'intérêt dit *légal* n'est que de cinq pour cent. C'est ce qu'on appelle vulgairement *prêter dans le commerce*.

Puisqu'on *prête* à un taux si élevé *dans le commerce*, c'est-à-dire pour toutes les entreprises industrielles, il faut bien que les emprunteurs retirent de ces capitaux exploités par leur industrie un bénéfice suffisant pour payer l'intérêt des capitaux et pour récompenser l'industrie qui les a mis en œuvre. Dès lors on aperçoit deux profits bien distincts, celui du capitaliste et celui de l'entrepreneur. Le dernier varie selon le plus ou le moins de talent qui a présidé à l'entreprise. Quoi qu'il en soit, tous deux sont inséparables, et il est extrêmement difficile d'établir leur point de contact autrement que par approximation. C'est ce qui prouve, pour le dire en passant, l'erreur des économistes qui pensent résoudre toutes les questions de la science, comme on ferait une

règle de trois. Nous avons déjà vu, en parlant du fermage, toutes les difficultés que présentent ces intéressantes propositions. L'essentiel en tout est d'étudier les faits sans en outrer les conséquences, comme font plusieurs métaphysiciens, et à réunir, à défaut de preuves, le plus grand nombre de probabilités.

CHAPITRE III.

De la population.

Ce sujet peut paraître un hors-d'œuvre dans un précis aussi rapide que le mien, et cependant j'ai cru devoir lui consacrer l'étendue d'un chapitre, persuadé que son importance méritait au moins d'être constatée. Peut être aussi convenait-il de faire voir comment cette distribution des profits de toutes les industries influait sur le principe de la population.

Au premier abord, on pourrait croire que des considérations sur la population sont plutôt du domaine de l'histoire naturelle que de l'Économie politique; cependant elles

ont bien plus de rapport avec cette dernière science qu'avec l'autre. Un économiste fort distingué, M. Malthus, leur a consacré un ouvrage en trois volumes qui a eu plus de quinze éditions en Angleterre, et qui a fondé sa réputation.

Pauvres mortels que nous sommes ! il ne s'agit pas seulement pour nous de naître, mais de vivre et de gagner notre subsistance. Quoique la terre soit vaste et bien déserte encore dans plus d'une contrée, nous accourons trop nombreux au banquet de la vie ; la plupart d'entre nous ont à peine approché sa coupe de leurs lèvres, qu'il faut déjà partir sans les avoir humectées. Et pourtant, dans leur aveugle philanthropie, une foule de gouvernemens ont encouragé le mariage et flétri le célibat ; une foule ont cru qu'il suffisait de naître pour être sûr de vivre, et de paraître aux rayons du soleil pour en être échauffé. Ainsi leur erreur, d'accord avec une erreur plus douce et toujours pleine d'espérance, n'a fait que multiplier le nombre des victimes en croyant multiplier le nombre des heureux.

Cherchons les causes essentielles de cette

anomalie. Les nations, comme les individus, ne vivent que du produit de leur travail. Plus un peuple, une famille, un homme produisent, plus ils peuvent satisfaire de besoins, dont le premier est celui de soutenir leur existence. Or, ces produits étant limités, quelquefois d'une manière très-étroite, il en résulte que le nombre des êtres qu'ils peuvent faire subsister, est nécessairement circonscrit dans les mêmes limites. Cela n'empêche pas les hommes de naître, mais ne les défend pas non plus de mourir. Les sauvages ne se détruisent entre eux que pour se manger, faute de produits suffisans pour leur nourriture. Des milliers d'individus ne font que paraître et disparaître parmi nous en France, en Angleterre, en Allemagne : d'où vient ce malheur? de ce que les classes inférieures manquent souvent des choses les plus indispensables à la vie, d'un vêtement, d'une chaussure, d'un peu de feu dans la saison rigoureuse; de ce que les pères de ces familles infortunées, sur qui repose leur destinée de chaque jour, ne produisent pas assez de valeurs échangeables contre les alimens nécessaires à leur existence. A côté

d'eux , pourtant , l'opulence gaspille souvent sans plaisir des produits qui ranimeraient des vieillards éteints , des mères épuisées , des enfans languissans : c'est que la richesse est trop inégalement distribuée , et que l'industrie mère-nourricière des travailleurs , n'est pas suffisamment développée. Il faut avouer aussi que l'ignorance , l'incurie , les préjugés , la malpropreté font périr beaucoup de nouveaux-nés. Que dirai-je de ceux que l'indifférence ou la débilité de leurs mères confie à des nourrices mercenaires , et de ceux que moissonnent le fer des combats ou les maladies contagieuses , dans ces inutiles colonies entretenues à si grands frais par les métropoles !

Plus on examine cette question , plus on s'aperçoit que le mal est artificiel , qu'on pourrait , sinon l'éviter , du moins en atténuer les ravages. Mais ce n'est point en encourageant les mariages que vous diminuerez la mortalité ; Malthus a prouvé , au contraire , que plus il y avait de morts , plus il y avait de mariages ; et l'on a vu , en France , après la peste de Marseille , les tristes survi-

vans à cette catastrophe, saisis d'une incroyable ardeur d'hymen, en allumer le flambeau près des cadavres encore infects de leurs concitoyens. C'est que le penchant à la reproduction lutte avec une grande violence contre le génie de la destruction, surtout dans les momens où celui-ci semble vouloir l'éteindre pour jamais.

Il faut donc demander au travail, source des produits, les moyens de soutenir et d'augmenter la population, car elle est toujours proportionnée à leur abondance. Alors, au lieu de se plaindre qu'il naît trop d'hommes pour s'arroger le droit d'en détruire par les guerres, on s'occupera des moyens de les nourrir, en ouvrant de nouvelles routes à leur industrie, en les éclairant sur leurs véritables intérêts, et en faisant tourner à leur avantage cette fécondité si long-temps stérile ou funeste dont la nature les a gratifiés.

Sixième Troisième.

DE

LA CONSOMMATION DES RICHESSES.

CHAPITRE PREMIER.

Des différentes espèces de consommations.

LA production consistant en une *création d'utilité*, la consommation ne saurait être qu'une *destruction de cette utilité*. Telle est l'opinion généralement adoptée de nos jours par tous les économistes. Ainsi, nous pourrions définir le mot *consommation* par ces termes : *destruction de valeur*.

Il est des choses que l'on consomme sans les détruire matériellement, et qui ne peuvent plus servir aux mêmes usages, quoiqu'elles soient reproduites sous une forme nouvelle. Un quintal de bois de campêche peut avoir momentanément disparu dans la cuve d'un teinturier ; mais si le teinturier en a fait l'application sur une toile, sur un tissu dont la

valeur sera augmentée par cette opération, il y aura eu ce qu'on appelle *consommation reproductive*. Le charbon consommé dans un appareil de bains, se reproduit en eau chaude, quoiqu'il ait été primitivement anéanti.

D'autres valeurs sont consommées sans jamais reparaitre, comme celle qui est attachée au charme d'un concert, d'un feu d'artifice, etc. Ce genre de consommation, comme on le pense bien, n'est pas le plus avantageux pour un peuple : c'est celui qui caractérise la triste situation de l'Espagne, de l'Italie, de l'Orient, où l'on paie chèrement des voluptés qui se dissipent d'une manière improductive. On juge presque de l'état de civilisation de deux nations, en examinant à quel genre de consommation chacune d'elles accorde la préférence.

Les consommations peuvent être publiques ou privées : elles sont *privées*, quand elles sont faites par un individu, par sa famille, par une petite communauté. Elles deviennent *publiques*, lorsqu'elles sont faites par la nation ou en son nom. Leur effet est d'occasionner une perte de richesse pour tout

le monde et pour toujours. Un sac de blé n'a plus de valeur, une fois qu'il a été consommé, eût-il préservé de la mort les têtes les plus chères à la patrie! Il ne faut pas croire, comme on l'a prétendu, qu'il n'y a pas eu de perte, parce qu'on n'a pas détruit de numéraire; toute valeur, par cela seul qu'elle était échangeable, pouvait procurer de l'argent à son propriétaire: la consommation le prive donc de tout ce qu'il aurait acquis avec la monnaie qui en était le prix, s'il eût vendu. Examinons ce qui se passe lorsque les richesses sont consommées reproductivement.

SECTION PREMIÈRE.

De la consommation reproductrice.

Ce que nous avons dit de l'industrie manufacturière a déjà pu donner une juste idée de la consommation reproductrice. Elle détruit la valeur des choses comme toutes les consommations imaginables: mais lorsque cette valeur est détruite, l'industriel la retrouve sous une autre forme, dans un nouveau pro-

duit qui représente celui qui a été consommé et un bénéfice pour le travail du producteur. A proprement parler , toutes les industries nécessitent des consommations , toujours reproductives , quand elles sont bien entendues. Le cultivateur jette du blé dans la terre , le maçon entasse du mortier qui ne peut plus servir , le fabricant de papier détruit des chiffons , le fondeur brûle du charbon ou du bois ; tous ces travailleurs consomment des valeurs à jamais perdues , mais dont la destruction savante leur fait retrouver des produits qui les représentent avec d'autant plus d'avantage qu'ils ont déployé plus d'habileté , et rencontré plus d'heureuses circonstances. Dans ces différens cas , on peut dire que la consommation d'une matière première ajoute réellement à sa valeur tout en la détruisant. Ainsi , le sulfate de quinine , extrait du quinquina détruit , acquiert une valeur cent fois plus considérable que l'écorce dont on l'a retiré. Il suffit de cet exemple , je crois , pour achever la définition qui a fait l'objet de ce paragraphe.

SECTION II.

De la consommation improductive.

Celle - là , malheureusement , est la plus commune , la mieux connue , la plus à la mode. C'est la consommation de ceux qui ne paient pas leurs dettes , des joueurs , des intempérans , des banqueroutiers , des mauvais gouvernemens. Elle sert à satisfaire un besoin , un plaisir , quelquefois des passions viles ; mais elle ne laisse point de traces , de reproduction , s'entend. Deux habits suffisent pour être vêtu convenablement ; vous en achetez quatre : consommation improductive. Les vers s'y mettent , le capital consacré à l'achat des habits superflus est devenu stérile ; vous n'avez satisfait que votre vanité. Un grand feu brûle dans vos antichambres pour chauffer des laquais fainéans : consommation improductive. Êtes-vous en boutique ? gardez-vous du luxe des décorations extérieures qui font peur au public , inquiet de savoir si vous ne lui ferez pas payer l'intérêt du capital qu'elles vous ont coûté. J'ai

toujours vu que les magasins les mieux achalandés présentaient la plus simple apparence : les modestes dépôts de la rue des Moineaux , des Bourdonnais , sont appuyés sur des bases bien plus solides que ces comptoirs resplendissans de glaces , et ces étalages de parade , semblables à des vaisseaux pavonisés , qu'on aperçoit sur nos boulevards.

Les grands maîtres en fait de consommation improductive , ce sont les gouvernemens absolus. Les sinécures abondent là plus qu'en aucun lieu du monde ; on y paie des gens pour ne rien faire ou parce qu'ils ne font rien ; on consacre des sommes considérables à des monumens sans utilité , on tire des feux d'artifice , on illumine , on donne des diners aux dépens des contribuables. Chez les particuliers , cette folie n'est pas moins déplorable. Combien ne voit-on pas de jeunes ménages végéter pendant longtemps dans le besoin , pour avoir dissipé , dans les inutiles et ridicules fêtes d'un jour , des capitaux destinés à préparer le repos de leur avenir ! Ceci nous conduit à l'examen des consommations privées , et de leurs effets sur la fortune publique.

SECTION III.

Des consommations privées.

Les consommations privées sont subordonnées aux ressources que possèdent les particuliers et leurs familles. Quand elles dépassent l'étendue de ces ressources, on ne tarde point à subir les tristes conséquences du désordre et de l'impéritie ; quand on sait les diriger avec sagesse, on en recueille des fruits abondans. Au reste, l'économie politique ne trace point de règles de conduite aux pères de famille : chacun d'eux est seul en position de bien juger sa fortune, et de proportionner sa dépense à ses recettes ; *c'est de la simple arithmétique*, comme disait Mirabeau. Mais ce qu'il importe de savoir, c'est que tout homme assez imprévoyant pour ne rien accumuler, peut se trouver sujet à des chances terribles dans un moment de détresse. Il n'y a pas de différence entre lui et un gouvernement sans réserves ; s'il est surpris en cet état par quelque tempête, il ne saurait manquer de succomber.

L'épargne, c'est-à-dire une légère diminution dans nos consommations habituelles, est une source féconde de prospérités, et d'améliorations morales. C'est au moyen de nos épargnes que nous donnons une bonne éducation à nos enfans, que nous les préservons du fléau de l'ignorance, que nous les mettons en mesure de devenir des producteurs, c'est-à-dire des hommes utiles. Que dirons-nous donc des défenseurs du luxe et de ceux qui fesaient des lois somptuaires? Nous ne donnerons pas raison aux premiers, parce que le luxe est un mot vague, et très-mal défini par *l'usage du superflu*, comme dit M. Say; ni aux seconds, parce que les lois somptuaires sont écrites au fond de la bourse de tous les consommateurs. D'ailleurs, ce qui est du luxe pour les uns, n'est souvent que le nécessaire pour les autres : une chemise de toile fine passe pour du luxe au village, mais elle est de rigueur dans nos villes. Que deviennent alors tous les beaux chapitres de nos historiens, grands amateurs du luxe, qu'ils supposent le père nourricier des peuples? Qu'ont-ils voulu dire en faisant le panégyrique de *la dépense*? Avec

quoi peut-on faire des dépenses, si ce n'est avec des valeurs accumulées, et avec quoi accumule-t-on des valeurs, si ce n'est avec des économies, c'est-à-dire des conquêtes faites sur le luxe ? Toutes ces erreurs disparaissent peu à peu, à mesure que les principes de l'économie politique se propagent ; et il est probable que si quelque nouveau Louis XIV s'avisait de bâtir un autre Versailles, il trouverait moins d'approbateurs de ses fatales et stériles prodigalités.

SECTION IV.

Des consommations publiques.

Nous arrivons sur un terrain sans limites, au moment même où je touche à celles qui me sont imposées.

Exploitées comme elles le sont presque partout, les consommations publiques offrent un vaste champ à l'arbitraire ; les gouvernemens qui s'imaginent être utiles en dépensant beaucoup (et c'est notre argent qu'ils dépensent, comme on sait), ne manquent pas de le faire, persuadés qu'ils nous

rendent ce qu'ils nous ont pris. Or, écoutez leur raisonnement : « Vous nous avez payé » l'impôt, disent-ils, jusqu'à la somme d'un » milliard par année ; de quoi vous plaindre , puisque nous vous le rendons en détail par les salaires de nos préfets , de nos » sous-préfets, de nos généraux, de nos comédiens et de nos alguazils ? C'est la rosée » qui vous tombe du ciel , après être partie » de la terre. »

La réponse est bien simple : « Quand nous » avons payé l'impôt , avec quoi avons-nous » acheté du numéraire ? avec des produits » acquis à la sueur de nos fronts. Quand » vos salariés nous le rapportent , est-ce un » cadeau qu'ils nous font , ou un nouvel » échange qu'ils nous proposent ? Ne faut-il pas leur livrer d'autres produits , pour » recouvrer ce numéraire ? Nous avons donc » travaillé pour qu'ils nous rendent le service de nous acheter nos produits avec » notre argent. »

Cette considération devrait servir de règle à ceux qui sont chargés d'ordonner les dépenses publiques. Comme ces dépenses ne se font jamais qu'au moyen de sommes le-

vées sur les contribuables , et acquises par eux au prix de mille travaux , il conviendrait de les réduire le plus possible, et de ne soustraire à *l'accumulation*, que la masse de capitaux strictement nécessaire à l'administration publique. Tout ce que l'état consomme légalement étant perdu sans retour, que dire de ce qu'il perçoit illégalement , pour le dépenser en salaires inutiles , en vaine représentation , en monumens stériles ? Dans ce dernier cas , ce qui est arraché aux citoyens est une perte pour la nation ; ce sont des capitaux distraits de la consommation productive , pour être anéantis dans la consommation improductive. Nos fonctionnaires , dites-vous , dépensent cet argent , et font vivre des carrossiers , des brodeurs , des cuisiniers, des marchandes de mode : d'accord ; mais croyez-vous que l'agriculteur , le manufacturier , le négociant , *n'auraient donné du travail à personne ?* Vous n'avez fait que vous substituer à leur place et dépenser leur argent pour satisfaire des fantaisies ou des besoins factices , tandis qu'ils l'auraient employé à augmenter leurs produits , et par suite la richesse nationale. Que diriez-vous

d'un homme qui vous prendrait votre bien pour en faire des aumônes ?

Tel est le fragile appui des administrations habituées à disposer de la chose publique comme d'un bien qui se reproduit à mesure qu'on le consomme, sans qu'il en coûte rien à personne. Cette funeste erreur est une des principales causes de toutes les dilapidations qui se sont succédées en France depuis deux cents ans. Auparavant, du moins, on croyait sincèrement *prendre*, fouiller dans les poches ; et l'on courait les chances de ce système qui n'est pas sans péril. Mais, lorsqu'au moyen de quelques obscures théories, on en fut venu à encourager les souverains à *dépenser beaucoup*, ce qu'on avait fait jusqu'alors avec une violence qui avait le mérite de la franchise, on l'osa faire au nom de faux principes, et par conséquent sans inquiétude et sans hésitation. C'est ainsi que nous voyons encore quelquefois ordonner des travaux publics dont l'exécution ne doit produire aucune utilité, dans le seul but de procurer de l'ouvrage aux prolétaires inactifs. Il vaudrait tout autant frapper un impôt sur les classes aisées en faveur de ces classes disgra-

ciées : cela serait plus clair, et on aurait la satisfaction qui suit les actions charitables. Malheur aux peuples qui sont obligés de recourir à de pareils expédiens !

Je ne parlerai point des dépenses relatives aux divers services de l'administration, tels que celui de la Justice, de l'Intérieur, de la Guerre, de l'Instruction publique, des Hôpitaux, des Cultes, etc. ; parce qu'elles sont plutôt du ressort de la politique que de l'économie politique proprement dite. Il suffit de rappeler que toutes ces dépenses payées par les particuliers pour acheter des produits *immatériels* non susceptibles d'accumulation, sont les plus onéreuses de toutes. Leur conséquence nécessaire est une soustraction plus ou moins énorme de capitaux indubitablement stérilisés, d'où résulte l'appauvrissement de la nation. Au moment où j'écris, il n'est pas une de ces branches de consommation qui n'ait été portée à l'excès en France, et dont l'intérêt général ne prescrive impérieusement la réduction. Mais ces considérations m'entraîneraient peut-être fort loin de mon sujet, surtout si je tentais d'aborder la question des *substitutions* récemment ad-

inises par la Chambre des Pairs, et dont le but avoué, la *concentration* des propriétés, ne saurait manquer de ralentir le mouvement industriel, et de restreindre le nombre des producteurs chargés de subvenir aux frais des consommations publiques. Je prouverais facilement qu'on se prépare de grandes misères, en détruisant les moyens de payer, sans diminuer l'étendue des dépenses. Lorsque d'ailleurs on songe combien d'intérêts industriels sont soumis à l'arbitraire d'une administration essentiellement fiscale, depuis le droit de voyager jusqu'à celui d'établir les plus vastes sociétés commanditaires, on s'étonne que l'économie politique, destinée à mettre au jour et à détruire les abus nuisibles à la fortune publique, occupe aussi peu de place dans l'instruction de la jeunesse française (1).

(1) Voyez les *Elémens de Jurisprudence administrative*, par M. Macarel, avocat au conseil d'état et à la cour de cassation, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage, écrit avec une grande clarté, et une sagesse de vues fort remarquable, peut donner une juste idée des envahissemens de la puissance administrative sur le pouvoir judiciaire. Il devrait être dans la bibliothèque de tous les industriels.

CHAPITRE II.

De l'impôt, et de ses effets.

« L'impôt, dit M. Say, est cette portion des produits d'une nation qui passe des mains des particuliers aux mains du gouvernement, pour subvenir aux consommations publiques. » Adoptons cette définition qui est d'une parfaite exactitude, et suivons-en les conséquences.

Il est évident que la valeur livrée au fisc par les contribuables, est irrévocablement perdue pour eux. Ils n'en peuvent plus tirer parti, et quoiqu'elle soit consommée au sein d'une société dont ils sont membres, ils n'en reçoivent aucune utilité personnelle. Qu'on l'emploie d'une manière productive ou improductive, le producteur n'en a pas moins éprouvé la perte ; il lui en a coûté la privation d'une jouissance ou celle d'un bénéfice matériel.

Ces considérations, que j'ai déjà présentées sous une autre forme dans le présent ouvrage, suffisent pour démontrer que, plus

l'impôt est élevé , plus la richesse nationale diminue ; car tout ce que la nation paie pour les consommations publiques, est soustrait à l'accumulation , et cesse de contribuer à la production. On a beau dire que le gouvernement le rend en le dépensant : ce n'est point une restitution qu'il opère , ni même un échange, puisqu'il achète des produits avec l'argent de l'impôt. Un marchand ne s'arrangerait pas volontiers d'un accommodement au moyen duquel on pourrait lui dire : *Donnez-moi vingt francs. — Les voilà. — Voulez-vous me vendre une aune de drap ? je vous en offre le prix , vingt francs ; partant , quitte.*

Que penser, en conséquence , des gouvernemens qui croient rendre service aux nations en dépensant beaucoup , c'est-à-dire en multipliant les impôts ? Que dire de tous ces financiers qui ne s'inquiètent jamais du sort des contribuables , quand le trésor est rempli ? Faut-il donc répéter sans cesse que le seul moyen de créer des valeurs, c'est de travailler pour produire , et que le fisc , ne produisant rien , se borne à prendre une portion de nos richesses ! L'impôt est un mal

nécessaire : l'intérêt public exige qu'il soit aussi faible que possible. *Le meilleur de tous, a-t-on dit avec bonheur, est le plus petit.* Ce serait, en effet, un singulier système que celui de juger la santé des hommes par le nombre et la largeur de leurs plaies.

Ces étranges paradoxes se trouvent heureusement réfutés par les faits. Toutes les fois qu'un gouvernement a eu le bon esprit de supprimer ou de diminuer l'impôt qui pesait sur une branche de production, cette branche a subitement prospéré. Lorsque Turgot, en 1775, réduisit de moitié les droits d'entrée et de halle sur la marée qui se débitait à Paris, le montant total de ces droits resta le même. Lorsqu'en 1778, le gouvernement espagnol adopta un système un peu plus libéral envers ses colonies, son revenu brut augmenta, au bout de treize années, dans les seules provinces du Mexique, d'une valeur égale à 560 millions de francs. On sait les résultats avantageux que l'Angleterre a retirés de la diminution du droit d'entrée sur les vins étrangers. Partout, enfin, les mêmes causes ont été suivies des mêmes effets ; et l'écrivain hon-

nête homme est heureux de pouvoir prouver que la modération n'est pas une duperie (1).

La répartition et la perception de l'impôt influent beaucoup aussi sur la fortune publique, et demandent les plus profondes méditations. Voyez ce qui vient de se passer dans la Grande-Bretagne, par suite de l'énorme taxe qui pèse sur les terres : la prohibition des grains étrangers, nécessaire à l'existence des fermiers condamnés à payer des impôts exorbitans, s'est fait sentir aux masses d'ouvriers qui couvrent le comté de Lancastre ; et la taxe a failli causer une révolution. La meilleure manière de procéder dans un sujet si important, consiste à ménager tous les intérêts, c'est-à-dire à éviter les privilèges qui ressemblent toujours à des injustices, et les répartitions arbitraires qui sont de véritables spoliations. Mais ces détails appartiennent plus particulièrement à la science de l'administration et à celle des finances.

Les contributions sont *directes* ou *indirectes*.

(1) J. B. Say, *Économie politique*, liv. III, chap. 8.

tes, selon qu'elles affectent une partie du revenu des contribuables, ou qu'elles sont prélevées sur leurs consommations. L'impôt foncier est *direct*; la perception des droits d'octroi, aux barrières de nos grandes villes, est un impôt *indirect*. C'est ce qu'on appelait, sous le règne de Napoléon, les *droits-réunis*. Les économistes paraissent généralement disposés à regarder les contributions indirectes comme les moins onéreuses, parce qu'elles atteignent des denrées dont on peut faire un usage plus ou moins abondant, suivant la fortune dont on jouit. De cette manière, l'impôt dépend du contribuable, et celui-ci échappe aux huissiers, aux porteurs de contraintes qui assiègent si souvent la porte du laboureur ou de l'artisan. Cette perpétuelle menace des exécuteurs du fisc dépend de l'inégale répartition de l'impôt, de son exagération et des frais de perception qui retombent à la charge des contribuables. Il est des pays où ces frais sont énormes, et l'histoire présente des époques où ils se sont élevés, en France, au triple des sommes versées dans le trésor public.

Depuis ce tems, la position des divers

états de l'Europe s'est fort améliorée ; mais elle paraît devoir s'aggraver de nouveau , malgré le mouvement imprimé à la production , parce que les gouvernemens se précipitent aveuglément dans la carrière des impôts , sans les combiner avec les ressources des peuples , et sans les soumettre au libre contrôle de leurs représentans. On a vu , en 1815 , le gouvernement anglais percevoir , pour une seule année , une somme d'impôts supérieure à la valeur qu'avait , il y a 50 ans , la totalité du revenu général de la nation. L'abus des emprunts , autre plaie des tems modernes , n'a pas peu contribué à obérer les finances de plusieurs gouvernemens , en ajoutant un nouvel impôt à ceux qui pesaient déjà sur les administrés. C'est ce que nous examinerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Des Emprunts , de la Dette publique et du Crédit.

LE système des *emprunts* publics est une invention des tems modernes. C'est une

manière de consommer comme une autre ; elle a ses avantages et ses inconvéniens , selon que les gouvernemens y ont recours pour couvrir des besoins réels ou factices. Pour bien juger ce système , ne perdons pas de vue les principes.

Une nation emprunte , lorsque son revenu se trouve insuffisant pour payer ses dépenses , c'est-à-dire lorsqu'après avoir consommé le produit de ses taxes , il lui reste encore des obligations à remplir. Elle emprunte donc afin de consommer de nouvelles valeurs qui sont immédiatement anéanties. Jadis , ce surcroît de dépenses était couvert par une augmentation d'impôts qui faisait passer dans les mains du gouvernement une portion équivalente de la fortune des particuliers. Il en résultait des bouleversemens plus ou moins considérables selon la quotité du capital dont on privait les producteurs , pour le soumettre à une consommation stérile. Ce mode de perception ayant paru incommode ou onéreux , on imagina les *emprunts*. Ils furent , dès le principe , remboursables à des époques fixes , avec jouissance d'intérêts pendant tout le

tems de leur durée. Mais bientôt on s'aperçut que le remboursement devenait difficile, et l'on finit par le reconnaître impraticable. Dès ce moment, la *rente* qu'on payait aux prêteurs fut déclarée *perpétuelle*; elle fit partie de la *dette publique*.

Je ne parlerai point des emprunts remboursables par lots, ni des *tontines*, ressources précaires et désastreuses dont les progrès de la science économique ont permis d'apprécier tous les inconvénients. Il est beaucoup plus important d'analyser les conséquences de la dette publique et son influence sur le perfectionnement des sociétés. Nous avons vu qu'il existait un profit des capitaux indépendant de celui de l'entrepreneur, et que dans toute industrie bien entendue, l'on devait retrouver ces deux profits sous peine de ruine inévitable. Qui chargera-t-on du soin de pourvoir au paiement des intérêts dont la masse constitue ce que nous venons de nommer la *dette publique*? Ce sont évidemment les travailleurs, c'est à eux qu'il faudra s'adresser pour trouver ce profit du capital qui représente le revenu du rentier. Les travailleurs seront

donc frappés d'un impôt au bénéfice des rentiers. Le seul avantage essentiel que la nation retire d'un tel système, c'est de pouvoir charger l'avenir d'acquitter la dette du présent. Cette anticipation, lorsqu'elle est faite avec sagesse, évite aux contribuables la secousse d'une liquidation avec leurs créanciers, et les crises qui ne manqueraient jamais d'en signaler les approches. Elle substitue un mouvement doux et progressif à une marche brusque et forcée.

Mais, après tout, l'état n'en est pas moins grevé. Si, au lieu de lever un impôt de cent millions, vous contractez un emprunt de même somme, sans doute, vous n'opérez pas dans l'état une révolution égale à celle qu'y causerait la soustraction instantanée d'un capital de cent millions, et c'est là votre seul avantage; mais vous constituez l'état débiteur des intérêts de ce capital à perpétuité. En d'autres termes, vous substituez à un impôt actuel et défini de cent millions, une taxe imperceptible de cinq millions payés par les contribuables aux prêteurs. Si, comme il arrive trop souvent, le capital emprunté est dissipé en

folles expéditions , en salaires de fainéans , voilà toute la génération qui nous suit condamnée à payer l'intérêt des sommes qu'elle n'aura point votées. Nous lui aurons préparé des tempêtes.

La dette publique étant établie , les titres donnés aux créanciers de l'état ont acquis une certaine valeur de convention , et sont devenus de véritables effets susceptibles de négociation , comme représentant le capital dont ils ne garantissent réellement que l'intérêt. On a pu se les transmettre comme des propriétés qu'on achète plus ou moins cher, selon les circonstances. Or, voici quelles sont ces circonstances , naturellement très-variables.

Fondés sur la confiance des rentiers envers l'état , les titres des rentes sont sujets à éprouver la plupart des vicissitudes auxquelles les meilleurs gouvernemens se trouvent exposés. Une guerre peut leur porter atteinte ; une *banqueroute* peut les réduire ou les anéantir. On conçoit aisément que dans un cas de malheur ou d'inquiétude , les spéculateurs ne se montrent pas fort empressés de payer l'achat de ces titres fondés

sur une confiance momentanément ébranlée ; il en résultera donc une véritable dépréciation qui en fera tomber la valeur. Ces variations se nomment le *cours des effets publics*. Lorsqu'ils sont vivement demandés , il y a *hausse* ; dans le cas contraire , ils sont en *baisse*. Le calcul des circonstances qui peuvent déterminer la hausse ou la baisse , est pour un assez grand nombre d'individus une véritable profession qui mène , comme le jeu , à la fortune ou à la misère ; c'est l'*agiotage*. L'agioteur ne produisant absolument rien , ne peut s'enrichir qu'aux dépens d'autrui. Il n'est pas de plus déplorable industrie , et il n'en est pas de plus commune en ce moment.

Le *crédit public* est la garantie des emprunts. Il dépend de la confiance des particuliers dans le gouvernement ; comme celui des particuliers dépend de leur exactitude et de leur probité. Lorsque l'état est bien administré , que les impôts ne sont point exagérés , les chances de danger disparaissent , le gouvernement emprunte à bon marché ; les prêteurs ne se font pas payer une prime d'assurance ; ils se contentent

d'un intérêt modéré : l'état a du crédit. Si quelque circonstance imprévue l'oblige de recourir à la fortune des citoyens, les bourses s'ouvrent pour lui à des conditions favorables, parce qu'on sait qu'il ne veut point emprunter pour dissiper, et qu'il a les moyens d'acquitter l'intérêt de sa dette. Cette ressource peut acquérir une grande importance entre les mains d'une administration économe et éclairée. Qui l'empêche d'employer à des entreprises lucratives les capitaux qu'on lui aura confiés, et de rendre service au public, en retour de sa confiance ? En ce cas, le gouvernement serait dans la position d'un industriel armé de capitaux d'emprunt, et trouvant dans son activité ou dans son intelligence, les moyens de retirer de ces capitaux tout à la fois leur revenu propre et un bénéfice pour lui-même. Mais ces cas sont fort rares, et depuis longtemps les nations européennes, loin de suivre une marche économique, sont entraînées dans des emprunts stériles dévorés par d'innombrables légions de soldats, de moines ou d'administrateurs. Elles ont abusé avec une incroyable rapidité de la

plus sûre et de la plus ingénieuse des ressources.

A peine les *caisses d'amortissement* arrêtent-elles ce mouvement vraiment comparable à celui de la chute des corps. A mesure que les rachats s'opèrent et que la dette publique diminue, de nouveaux emprunts viennent en augmenter le total, et réaliser à nos yeux la fiction du tonneau des Danaïdes. Cependant à quel degré de splendeur ne s'élèveraient pas bientôt les nations civilisées, si l'on faisait un plus prudent usage de cette arme puissante ! qui pourrait assigner le terme de leur perfectibilité, si, renonçant au système des destructions périodiques, elles appuyaient sur la base indestructible du travail et de la production, un levier capable de changer la face du monde !



BIOGRAPHIE

DES ÉCONOMISTES

LES PLUS CÉLÈBRES.

LES convenances exigeant impérieusement que l'on ne parle point ici des économistes vivans, j'ai dû me borner à présenter quelques détails biographiques sur ceux de ces savans dont la vie appartient désormais à l'histoire. J'aurais pu consacrer une notice à un très-grand nombre d'écrivains qui se sont signalés par quelques services rendus à l'économie politique, quoique cette science n'ait pas été l'objet spécial de leurs études ; mais un semblable travail m'eût entraîné hors des limites prescrites à cet ouvrage.

ARNOULD (Ambroise-Marie) débuta dans la carrière économique par son traité *de la Balance du Commerce*, qui ne fit pas grand bruit, malgré la foule de tableaux dont il est surchargé. L'auteur, après avoir pris part aux opinions dominantes pendant les premières années de la révolution française, passa

dans les rangs des *sectionnaires*, et fut pros-
crit après l'insurrection du 13 vendémiaire. Il
publia en 1797 une brochure intitulée *Sys-
tème maritime et politique des Européens
pendant le 18^e siècle*, et en 1800 des *réflexions*
fort curieuses sur la *Caisse d'amortissement
de l'Angleterre*. Il est mort en 1800, après
avoir été membre du conseil des *Cinq cents*.

BECCARIA (César, marquis de) naquit
à Milan en 1735. Il est principalement connu
par son traité *des délits et des peines* qui lui
attira de nombreuses persécutions avec beau-
coup d'éloges, et qui lui aurait été fatal, sans
la fermeté de Firmiani, gouverneur de Milan.
Son premier ouvrage, *du désordre des mon-
naies dans l'État de Milan et des moyens
d'y remédier*, parut en 1762, et commença
sa réputation. Chargé de l'enseignement de
l'économie politique à Milan, il contribua
beaucoup à en inspirer le goût à ses compa-
triotes. Ses *éléments d'Économie publique*,
véritable résumé de ses cours, furent publiés
en 1804. Il avait développé, en 1781, sur
l'uniformité des poids et mesures, des vues
qui ont été adoptées dans la suite par la Con-
vention nationale. Beccaria est mort frappé
d'apoplexie, en novembre 1793, laissant un
nom justement révéé dans toute l'Europe.

CHASTELLUX (François-Jean de), né à Paris en 1734, et destiné au métier des armes, fit la campagne d'Amérique, et fut honoré de l'amitié particulière de Washington. Dans son ouvrage *de la Félicité publique*, publié pour la première fois en 1772, il a eu pour but de prouver que le genre humain avait dû ses améliorations successives au progrès des lumières. Cet écrit produisit beaucoup de sensation. Son discours *sur les Avantages et les désavantages qui résultent pour l'Europe de la découverte de l'Amérique*, présente une foule de considérations fort originales. M. Chastellux fournit pour le supplément de l'Encyclopédie, un article intitulé : *Bonheur public*. Mort le 28 octobre 1788.

CONDORCET (Marie-Jean-Antoine-Nicolas), si connu par sa fin tragique et par ses travaux philosophiques, n'a pas beaucoup contribué aux progrès de l'économie politique; mais entraîné, comme tous les esprits élevés de son époque, vers les recherches qui forment la base de cette science, il y a porté quelques lumières, et sous ce rapport, il a droit d'être inscrit au rang des écrivains qui l'ont honorée. L'ensemble de ses travaux économiques se trouve renfermé dans un volume de notes réunies à la traduction de l'ou-

vrage de *Smith*, par Roucher. Condorcet a siégé à la Convention dans le parti des Girondins : proscrit avec eux au 31 mai, il fut arrêté dans les environs du Bourg-la-Reine, où il se donna la mort en prison, le 28 mars 1794. Il était né à Ribemont près Saint-Quentin, en 1743.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel), né à Paris en 1739, se distingua de très-bonne heure par des succès classiques. Son père s'était acquis une réputation d'honneur et de probité devenue proverbiale. Le jeune Dupont admis, presque au sortir du collège, dans la société des Économistes, parmi lesquels on remarquait *Mirabeau* père, *St.-Peravi*, *Quesnay* et l'illustre *Turgot*, suivit leurs traces et publia plusieurs ouvrages qui ne lui ont pas survécu. On a de lui un mémoire sur l'*exportation des grains*, in-8°. 1764; *du Commerce et de la compagnie des Indes*, 1770, in-8°; des *Mémoires sur la vie de Turgot*, et une édition des œuvres de ce ministre, terminée en 1811, 9 vol. in-8°. Proscrit au 18 fructidor, cet écrivain fut sauvé de la déportation par Chénier. Il devint secrétaire du gouvernement provisoire en 1814, et il est mort le 6 août 1817, en Amérique, où il s'était réfugié pendant les cent jours.

DUPRÉ DE ST.-MAUR (Nicolas-François), maître des comptes, né à Paris en 1695, publia seulement en 1746, in-4^o, son *Essai sur les monnaies, ou réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*, ouvrage remarquable, dont tous les calculs sont appuyés sur des pièces authentiques, et qui est devenu fort rare. Les *Recherches sur la valeur des monnaies et sur le prix des grains avant et après le concile de Francfort, Paris*, 1762, obtinrent dans le tems un assez grand succès. L'auteur y compare le prix des denrées de siècle en siècle depuis le commencement de l'ère actuelle, et il démontre que ce prix s'est élevé successivement dans la proportion de 1 à 12. Dupré de St.-Maur mourut le 1^{er} décembre 1774, à l'âge de 80 ans. L'illustre Malesherbes fut son successeur à l'Académie française.

FILANGIERI (Gaëtano), né à Naples le 18 août 1752, un des légistes les plus célèbres du 18^e siècle, refit lui seul toute son éducation et s'en trouva bien. Destiné de bonne heure à la carrière des lois, dans laquelle il a véritablement excellé, il publia son ouvrage *de la Science de la législation*, qui fut mis à l'index par le St.-Office de Rome, et qui lui mérita les suffrages des hommes

éclairés de toute l'Europe. L'économie politique était alors fort en vogue dans l'Italie, à Naples, à Florence et à Milan: Filangieri voulut aussi lui payer son tribut et il fit paraître son traité *delle legi politiche ed economiche*; cet ouvrage n'a pas fait beaucoup de bruit. L'auteur mourut le 21 juillet 1788, à peine âgé de 36 ans.

FORBONNAIS (François Véron de), inspecteur général des monnaies et membre de l'Institut, naquit au Mans en 1722. Il voyagea dès sa jeunesse et il fut ensuite appelé à Nantes auprès d'un de ses oncles, riche négociant. Sa position lui ayant permis de faire un grand nombre d'observations importantes sur les manufactures, le commerce et la marine, il fut entraîné presque à son insu vers l'étude de l'économie politique. Il débuta en 1750 par un extrait de l'esprit des lois et par plusieurs mémoires, qui furent bientôt suivis des *Elémens du commerce* et des *Recherches sur les finances de France*. On sait que le contrôleur des finances Silhouette le fit admettre dans les bureaux du ministère, où il se distingua par son ardeur à réformer les privilèges et les pensions de toute espèce. Il publia en 1767 ses *Principes et observations économiques*, en 2 volumes, et l'*analyse des*

principes sur la Circulation des denrées et l'influence du numéraire sur cette circulation.

Forbonnais est mort le 20 septembre 1800.

FRANKLIN (Benjamin), un des plus illustres champions de l'indépendance Américaine, naquit à Boston en 1706, d'une famille d'artisans. Son père voulut d'abord faire de lui un chapelain, puis un coutellier, et il contraria constamment tous ses penchans. Franklin lutta avec persévérance contre les fantaisies de son père, apprit à nager, à lire, à écrire, à compter, lut Plutarque, des historiens et des voyageurs, et il finit par désertir la maison paternelle, après avoir débuté dans la carrière littéraire par quelques chansons de cabaret. Il n'est pas un homme éclairé qui ne connaisse toutes les particularités de la vie orageuse de ce grand citoyen : lui-même les a racontées avec une admirable simplicité dans ses mémoires. Le seul de ses écrits qu'on ait rattaché à l'économie politique, *la science du bonhomme Richard*, est un chef-d'œuvre de raison, de grâce et de naïveté. Franklin est mort le 17 avril 1790 : la France a porté son deuil.

GALIANI (Ferdinand), né à Chieti dans l'Abruzze citérieure, le 2 décembre 1728, fut

le plus gai des abbés qu'ait produits le royaume de Naples, et l'un de ceux qui contribuèrent le plus à répandre dans son pays le goût de l'économie politique. Il se fit connaître par un *Mémoire sur l'État de la monnaie au tems du siège de Troie*, et surtout par ses plaisanteries. Les académiciens de Naples avaient l'habitude de faire beaucoup de prose et de vers à l'occasion du trépas de chaque grand personnage. Le bourreau étant mort, Galiani composa son éloge et il le publia sous le nom de l'académie, en imitant parfaitement le style de chacun de ses membres. Antiquaire habile, il caractérisa parfaitement plusieurs monumens trouvés dans les fouilles d'Herculanum. Lors d'une éruption du Vésuve qui eut lieu vers cette époque, et que les écrivains comme les peintres s'empressèrent d'exagérer jusqu'au point de faire émigrer un grand nombre d'habitans, Galiani guérit tous les esprits par la publication d'une brochure intitulée : *Très-épouvantable description de l'épouvantable épouvante qui nous a tous épouvantés, l'épouvantable jour de l'éruption du Vésuve*. On en rit aux larmes et l'on resta. Galiani a porté la même gaité dans ses *Dialogues sur le commerce des grains*, qui ont obtenu beau-

coup de succès , et qui méritent encore d'être lus. Cet écrivain spirituel mourut le 30 octobre 1787.

GARNIER (Germain), naquit à Auxerre en 1754. Il reçut une éducation fort brillante et se lia de bonne heure avec les personnages les plus distingués de son tems. Proscrit pendant la terreur, il revint en France après le 9 thermidor et fut nommé préfet du département de Seine-et-Oise sous le consulat de Bonaparte. Bientôt après le consul, devenu empereur, l'appela au sénat, dont il eut la présidence pendant deux ans. En 1814 M. le comte Garnier se montra zélé partisan de la restauration ; en 1815 , il fut nommé ministre d'état. Il est mort le 4 octobre 1821 dans la 67^e année de son âge. On lui doit une bonne traduction du grand ouvrage de Smith, avec des notes, un *Abrégé élémentaire* des principes de cet économiste, et une *Histoire de la monnaie des peuples anciens*.

GENOVESI (Antoine), natif, comme Galiani, du royaume de Naples, eut un sort différent. Il était destiné au sacerdoce ; mais il devint amoureux, laissa la théologie et joua la comédie. A cette nouvelle son père l'exila dans un village, l'archevêque de Conza l'excommunia, et sa maîtresse se maria. Geno-

vesi atterré se fait prêtre tout de bon. Bientôt nommé professeur de théologie, manquant de pain et d'élèves, il embrassa la profession d'avocat consultant. Intieri venait de fonder à Naples une chaire d'économie politique : on la confia à Genovesi. Celui-ci fit imprimer dans la suite le recueil de ses conférences sous le titre de *Leçons de commerce ou d'économie publique* ; il y joignit plus tard une *Histoire du commerce de la Grande-Bretagne*. Mort d'hydropisie le 22 septembre 1769, à l'âge de 57 ans. C'était, dit-on, un fort bel homme, et un éloquent professeur.

HUME (David), né à Edimbourg en 1711, fit de bonnes études et suivit la carrière du barreau. Il entra ensuite dans une maison de commerce à Bristol, et l'abandonna bientôt pour se retirer en France, dans l'intention d'y faire des économies. Ses *Essais* ont précédé le grand ouvrage de Smith dont il était l'ami. Il y traite du *commerce*, de l'*intérêt de l'argent*, des *causes du progrès des arts et des métiers*. Mort le 26 août 1776.

LAVV (Jean), naquit à Edimbourg en 1671 selon les uns, et en 1681 selon les autres. Son père était orfèvre. Les débuts du fils ne furent point heureux. Il se montra grand joueur, homme à bonnes fortunes et duelliste.

Dans l'un de ses premiers écrits, *Considérations sur le commerce et sur l'argent*, traduit en français en 1720, in-12, il proposa pour suppléer à la pénurie d'espèces métalliques, l'établissement d'une banque qui pût émettre du papier-monnaie jusqu'à concurrence de la valeur de toutes les terres. Cette proposition étonna sans séduire. Law vint en France, joua au pharaon, et se fit chasser parce qu'il gagnait trop à ce jeu pour n'être point suspect. Réfugié à Genève, à Venise et à Gênes, il eut le même sort. Le délabrement des finances qui suivit la mort de Louis XIV, favorable aux aventuriers, lui valut un excellent accueil. On sait ce qu'il en a coûté à la France. Law abjura le protestantisme, acheta 14 terres superbes, fut chassé à l'occasion de la débâcle de son système, et mourut à Venise en 1729, jouant toujours, quoique dans un état voisin de l'indigence.

MELON (Jean-François) né à Tulles, se destina d'abord à la profession du barreau. Il fut premier commis du cardinal Dubois, de Law, et secrétaire du régent. Son *Essai politique sur le commerce* a été beaucoup loué par Voltaire, qui rétracta dans la suite ses éloges. On a du même auteur, une lettre sur

l'Apologie du luxe. Melon est mort à Paris , le 24 janvier 1738.

NECKER (Jacques) né à Genève le 30 septembre 1732, fut destiné , dès sa jeunesse , au commerce et se distingua par d'excellentes études. Son père le fit entrer dans la maison de Thélusson , où il parvint à force d'ordre et de zèle, à créer son immense fortune. Il remporta en 1773 le prix fondé pour l'éloge de Colbert. Son *Essai sur la législation et le commerce des grains*, obtint un grand succès , et ne fut point sans influence sur la décision royale qui appela Necker au ministère des finances , en 1776. On sait sur quel système d'économie et de réductions indispensables , ce ministre célèbre essaya de fonder le crédit public , continuellement ébranlé par les profusions de la cour. Aussi les courtisans le forcèrent-ils de se retirer en 1781 , et c'est alors qu'il publia son ouvrage *de l'Administration des finances*, dont on vendit près de huit mille exemplaires en quelques jours. Necker mourut à Genève le 9 avril 1804. L'illustre madame de Staël était sa fille.

QUESNAY (François), médecin du roi Louis XV , naquit le 4 juin 1694 à Méré , près Montfort l'Amaury, et devint, sans y pen-

ser, le chef de la secte dite des *Économistes*. Il était fils d'un laboureur et ne savait pas encore lire à l'âge de onze ans. Il se distingua d'abord par ses connaissances médicales, et il fut entraîné presque à son insu vers l'étude de l'économie politique. Il est l'auteur du système fondé sur la théorie du *produit net*, c'est-à-dire du fermage, dont on a voulu faire un moment la base de tous les réglemens administratifs et financiers. Son erreur dépend surtout de ce qu'il a jugé le sol exclusivement capable de rapporter un profit au propriétaire, ce qui l'a conduit à le regarder comme l'unique source de la richesse. Quesnay mourut en 1775, laissant après lui une école dont les erreurs même ont été utiles à la science. Son *tableau économique* imaginé pour expliquer la distribution des productions et ses effets, n'explique rien du tout; on a fini par le tourner en ridicule. Quesnay a inséré les articles *grains*, *fermiers* dans l'Encyclopédie; il a publié un *Extrait des Économies royales de Sully*, un *Dialogue sur le commerce* et sur les *Travaux des artisans*, avec quelques autres opuscules entièrement négligés aujourd'hui.

RICARDO (David), l'un des économistes les plus distingués qu'ait produits l'Angleterre, paraît s'être occupé assez tard de l'économie

politique. Les longues et nombreuses expériences qu'il a eu occasion de faire pendant le cours de sa carrière commerciale , lui ont fourni les matériaux de ses principaux ouvrages. Celui de tous qui a fait le plus de bruit , *Principes de l'économie politique et de l'impôt* , renferme plusieurs propositions dont quelques économistes ont voulu faire la base d'une nouvelle théorie de la science. Il a été traduit en français par Constancio avec des notes de M. Say. Le style en est rapide , précis , quelquefois obscur , et l'auteur y parle d'un ton dogmatique , alors même que ce qu'il dit est encore susceptible de contestation. David Ricardo était banquier et membre du parlement. Il est mort en 1823.

SMITH (Adam) , né à Kirkaldi en Écosse , le 5 juin 1723 , étudia d'abord à l'Université de Glasgow , ensuite à celle d'Oxford , et se distingua dans toutes les deux par l'étendue et la variété de ses connaissances. Il possédait les deux langues immortelles de l'antiquité et la plupart des langues modernes ; il savait également la physique et l'histoire naturelle. Le premier de ses ouvrages , sa *Théorie des sentimens moraux* , lui fit beaucoup d'honneur. Il visita bientôt l'Europe avec le jeune duc de Buccleugh ; et c'est pendant ce voyage qu'il

étudia la physionomie , la situation sociale des peuples , de manière à pouvoir indiquer un jour leurs besoins et leur véritable avenir. A Paris , Smith recommandé par son ami *Hume* , se lia avec *Turgot* , *Necker* , d'*Alembert* et *Quesnay*. Ce fut en revenant de sa tournée européenne qu'il se retira du monde pendant dix ans , afin d'achever en paix son grand ouvrage de la *Richesse des nations* qui a jeté les premières bases solides de l'économie politique. Mort en juillet 1790.

St. SIMON (le comte Henri) , accompagna le duc de St.-Simon, son parent, pendant la guerre d'Amérique , et fut pris en 1782 sur le vaisseau commandé par M. de Grasse. Pendant son séjour aux États-Unis , il conçut la pensée d'un ordre de choses fondé sur des bases nouvelles , et refaisant sa propre éducation à l'âge de 37 ans , il commença à répandre ses idées souvent originales, sous des formes à la fois paradoxales et pittoresques. Sa vie a été fort agitée , et ne lui a pas permis de mettre assez de suite et d'à-propos dans ses écrits qui ont été reproduits plus tard par quelques-uns de ses élèves. Il publia successivement l'*Organisateur* en 1820 ; l'*Introduction aux travaux du 19^e siècle* , le *Catéchisme des industriels* dans lequel , au mi-

lieu de quelques paradoxes insoutenables présentés dans un style souvent obscur, on rencontre des aperçus d'une grande profondeur. St.-Simon est mort il y a peu d'années, dans un état voisin de l'indigence. Sa doctrine est développée dans un journal curieux, d'abord hebdomadaire, ensuite mensuel : c'est le *Producteur*.

TURGOT (Anne-Robert-Jacques), naquit à Paris le 12 mai 1727. Son père avait été long-temps prévôt des marchands. Le jeune Turgot, destiné à l'état ecclésiastique en sa qualité de cadet, fit ses études de théologie et débuta par un discours *sur les Avantages que le genre humain a retirés de la religion chrétienne*. Il annonça bientôt à son père la résolution de suivre une autre carrière, et il obtint une charge de maître des requêtes, après s'être préparé à la remplir par des travaux sérieux sur toutes les branches des connaissances humaines. Il a fourni l'article *Voire* pour l'Encyclopédie. On sait avec quel zèle, devenu intendant, il favorisa la culture des pommes de terre, la destruction des corvées, la liberté du commerce des grains, et en général la répression de toutes les entraves qui gênaient le commerce et l'industrie. Pendant qu'il était ministre, il refusa avec indigna-

tion de donner son nom à un navire négrier, protestant ainsi officiellement, le premier, contre cet infâme trafic. Quelque temps après qu'il eut reçu sa démission, Voltaire alors octogénaire lui baisa publiquement la main, *cette main*, disait-il, *qui a signé le salut du peuple*. Turgot a laissé une mémoire en vénération à tous les gens de bien.

VERRI (le comte Pietro), l'un des contemporains les plus illustres de Beccaria, publia conjointement avec ce grand légiste un journal destiné à répandre en Italie le goût de la tolérance et de la philosophie. Il fut membre du conseil suprême de commerce à Milan, où il avait fait paraître ses *Méditations sur l'Économie politique*, ouvrage dans lequel on trouve une foule d'excellentes idées, malheureusement présentées sans méthode et sans but arrêté. Les méditations ont paru à Milan pour la première fois, en 1770.



BIBLIOGRAPHIE

ou

CATALOGUE

DES

MEILLEURS ÉCRITS SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Dans l'impossibilité où nous sommes de donner ici une nomenclature complète et méthodique des ouvrages qui traitent de l'économie politique, nous avons dû nous borner à citer les plus intéressans, publiés en France ou à l'étranger, en suivant l'ordre alphabétique, comme pour la BIOGRAPHIE.

Ouvrages généraux et spéciaux.

AGGAZZINI. La science de l'Économie politique.

ARNOULD. Histoire générale des finances de la France. — Système maritime et politique des Européens pendant le 18^e siècle. — Balance du commerce, 3 vol. in-8^o, 1794.

ATTWOOD. *Observations on currency, population and pauperism*; in-8^o, 1818.

DESTUTT-TRACY. Traité d'Economie politique , un vol. in-18. — Ouvrage écrit dans de bons principes ; peut-être un peu trop mêlé d'abstractions.

DE VVELZ (Joseph). La Magie du crédit révélée ; (Italien) Naples , 2 vol. in-4^o. , 1824. — Cet ouvrage renferme des faits très-curieux.

DUNOYER. L'industrie et la morale dans leurs rapports avec la liberté , in-8^o , 1825.

DUPONT DE NEMOURS. De l'Exportation et de l'importation des blés , 1764. — Ephémérides du citoyen , 1767-1775. (Ouvrage périodique.) — Secte de Quesnay.

DUTENS. Analyse des principes fondamentaux de l'Economie politique ; Mémoire sur les travaux publics de l'Angleterre.

ENSOR (George). Recherches sur la population des nations , in-8^o , 1818 ; Des pauvres et des secours , in-8^o. , 1823. — Adversaire de Malthus.

FAZY (J. J.). Des Emprunts publics et des Conversions sur le crédit de l'industrie en France , in-8^o , 1826.

FILANGIERI. Des Lois politiques et économiques.

FORBONNAIS. Elémens du commerce , 2 vol. in-12. — Recherches et considérations sur le commerce de France ; 2 vol. in-12.

FRANKLIN (Benjamin). Mélanges politiques et Pièces philosophiques. — Science du bon-homme Richard. — Réflexions sur l'augmentation des salaires.

GALIANI. Dialogues sur le commerce des grains. — *Della Moneta*, 1750.

GANILH. Histoire du revenu public chez les peuples anciens. — Des systèmes d'économie politique, 1809, 2 v. in-8°. — Théorie de l'économie politique ; 1815, 2 v. in-8°. — De la science des finances, 1824. — Dictionnaire d'économie politique, 1826, in-8°. C'est le seul ouvrage de ce genre en économie politique.

GARNIER (Germain). Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique, in-12. 1796. — Hist. des monnaies, 2 v. in-8°. 1819.

GAUDIN, (duc de Gaëte). Notice historique sur les finances de France, de 1800 à 1814, in-8°. 1818. — Renseignemens curieux sur cette époque.

GENOVESI. Discours sur les grandes richesses, sur l'agriculture, sur le commerce, sur les manufactures et sur l'esprit de l'économie publique.

GHERARDO d'Arco. De l'exportation des matières premières et des marchandises fabriquées. — De l'influence du commerce sur la

prosperité des états. — De l'influence du commerce sur les talens et les mœurs. (Italien.)

GIOJA. Description nouvelle des sciences économiques, 6 vol. in-4°. — Partisan de Smith et de Say.

HAMILTON (Robert). Recherches sur l'origine et les progrès de la dette nationale de l'Angleterre ; in-8°. Un des meilleurs ouvrages sur la matière.

HARRIS. Essai sur les monnaies et les espèces, 1757. (Anglais.)

HAUTERIVE (le comte d'). Elémens d'économie politique, in-8°, 1817.

HENNET. Théorie du crédit.

HUME. Essais. La 2^e partie renferme plusieurs questions d'économie politique.

HUFELAND (Gottlieb). Nouvelle base de l'économie politique, 1807-1813. (en allemand.)

HUSKISSON (président actuel du bureau de commerce et des colonies, en Angleterre). Question sur la dépréciation de notre monnaie, 1810. (Anglais.)

JACOB (William). Considérations sur l'agriculture anglaise, 1814. (Anglais.)

JAMES (Henri). Essais sur les monnaies, les changes et l'économie politique.

LAFFITTE (M. Jacques). Réflexions sur la réduction de la rente, in-8°.

LAUDERDALE (Lord). Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique, in-8°. 1808. — Considérations sur l'état actuel du papier monnaie, 1813. (Anglais.)

LAVV (Jean). Considérations sur le commerce et sur l'argent, in-8°. — Mémoires sur les banques, in-12. — Lettres sur différens sujets de finances.

LOCKE (auteur de l'essai sur l'entendement humain). Considérations sur la baisse de l'intérêt, 1691 ; Considérations sur la valeur de l'argent, 1695.

LOTZ. Revue des principes fondamentaux de l'économie politique, 4 v. in-8°. Manuel de l'économie politique, 1822, (en allemand).

MAC-CULLOCH. Discours sur la naissance, les progrès, l'objet et l'importance de l'économie politique, 1824 ; (traduit par *M. Prévot de Genève*). L'article *Economie politique* dans le supplément à l'Encyclopédie britannique. Notice sur les travaux et la vie de Quesnay.

MALTHUS. Essai sur le principe de population, 3 vol. in-8°. (trad. par *M. P. Prévot, de Genève*). Recherches sur la nature et les progrès du profit des terres. — Principes d'économie politique, 2 v. in-8°.

MARSET (M^{me}). Conversations sur l'économie politique, d'après Smith, Say, Ricardo

et les autres économistes classiques de l'époque actuelle , in-12.

MELON. Essai politique sur le commerce, 1736.

MENGOTTI (François). Du commerce des Romains, 2 v. in-8°. — Ouvrage fort curieux. — *Il Colbertismo*.

MERCIER de la Rivière. L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques ; 1767 , 2 v. in-12. — Sectateur de *Quesnay*.

MILL (*James*). Elémens d'économie politique, in-8°, 1824. — Ouvrage regardé comme un des meilleurs que l'Angleterre ait produits.

MIRABEAU (*l'Ami des hommes*). Théorie de l'impôt , 1760 ; — L'ami des hommes , 7 v. in-12. — *Economiste*.

MUN (Thomas). Le trésor de l'Angleterre dans le commerce extérieur , 1664. (Anglais.)

NORTH (Dudley). Discours sur le commerce , 1691. — Ouvrage remarquable pour le temps.

NECKER. Essai sur la législation et le commerce des grains , in-8°. — Éloge de Colbert , in-8°. — De l'administration des finances de la France , 3 in-8°. — Le dernier ouvrage produisit , dans le temps , une grande sensation.

ORTES (Jean Marie). Réflexions sur la population des nations.

PALMIERI. De la richesse nationale, in-12.

PINTO. Traité de la circulation et du crédit, 1771.

PLACE (Francis). Eclaircissemens et preuves du principe de population, in-8°. Londres, 1822. (En anglais.)

POSTLETHWAITE. Histoire du revenu public.

PURVES (George). *Toutes les classes produisent des richesses*, 1817, in-8°.

QUESNAY (François). L'article *Grains* de l'Encyclopédie du 18^e siècle; — Le *tableau économique*, 2 v. in-12. — La physiocratie, ou constitution naturelle, la plus avantageuse au genre humain, 2 v. in-12, 1767.

RESSI de Pavie. Economie du genre humain, 6 v. in-8°, 1817-1820.

RICARDO (David). Principes de l'économie politique et de l'impôt, opposés sous quelques rapports à Smith et à M. Say. — Cet ouvrage remarquable ouvre une ère nouvelle à l'économie politique.

SAY (M. J.-B.). Traité d'économie politique, 2 vol. in-8°; cet ouvrage a eu quatre éditions, la première est de 1803. — Catéchisme d'économie politique, in-12, 3^e édit. — Lettres à Malthus sur différens sujets d'économie poli-

tique, in-8°. — Le traité de M. Say a été traduit dans toutes les langues de l'Europe.

SAINT-CHAMANS. Système d'impôt fondé sur l'économie politique — Traité d'économie politique, 2 vol. in-8°. — Economiste de bureau, ami des prohibitions et du système fiscal.

SAINT-SIMON. Catéchisme des industriels, in-8°, 1817.

SCHLOTZER. Principes élémentaires d'économie politique, à l'usage des établissemens d'instruction publique en Russie, 2 v. in-8°.

SÉNAC DE MEILHAN. Considérations sur le luxe et la richesse.

SERRA. Traité des causes qui peuvent faire abonder l'or et l'argent dans les pays dépourvus de mines.

SINCLAIR (John). Code d'économie politique.

SISMONDI. De la richesse commerciale. 1803. — Nouveaux principes d'économie politique, 2 vol. in-8°.

SMITH (Adam). Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. 1776, (trad. de *Garnier*.) — Fondateur de la véritable économie politique.

SODEN (le comte). L'économie nationale, 1809, (en allemand.)

STEUART (James). Recherches sur les

principes de l'économie politique , 1767 , (en anglais.)

STORCH (Henri). Cours d'économie politique , 4 vol. in-8^o, Paris , 1823. — Cet ouvrage renferme de précieux documens sur l'esclavage des paysans de la Russie , et des particularités curieuses sur la statistique de ce pays.

SULLY. Economies royales. — Ouvrage immortel d'un grand ministre.

THOMPSON (William). Recherches sur les principes de la distribution des richesses ; 1824, in-8^o, (anglais.)

TOOKE (Thomas). Pensées et détails sur la hausse et la baisse des prix dans les 30 dernières années , 1823, 3 v. in-8^o, (anglais.)

TORRENS. Essai sur le commerce extérieur des grains , 1815. — Essai sur la production des richesses , 1820, (anglais.)

TURGOT. Ses œuvres , recueillies et publiées par *Dupont de Nemours* , 9 v. in-8^o.

USTARITZ (Jérôme). Théorie et pratique du commerce et de la marine , in-4^o. 1753.

VAUBAN. Dixme royale , in-4^o.

VERRI (le comte). Méditations sur l'économie politique , in-12. — Réflexions sur les lois prohibitives. — Considérations sur le luxe.

ZANON. Des produits agricoles. — De l'uti-

lité des arts et des manufactures. — Apologie du commerce. (Italien.)

Journaux et Recueils périodiques, qui s'occupent de l'économie politique.

REVUE ENCYCLOPÉDIQUE. Ce journal paraît tous les mois : on y trouve des articles fort curieux de MM. Say et de Sismondi, etc., etc.

REVUE BRITANNIQUE (recueil mensuel). Les articles qui y sont contenus sont traduits des journaux anglais, et présentés avec beaucoup de soin et de clarté.

LE GLOBE. On y traite avec franchise et talent plusieurs graves questions d'économie politique. (Paraît 3 fois par semaine.)

LE PRODUCTEUR. Ce recueil mensuel est particulièrement consacré à l'économie politique. On y développe les théories de Ricardo et de Mac-Culloch. Quelques-uns des rédacteurs, entr'autres M. Prosper Enfantin, y ont inséré des articles originaux fort remarquables.

BULLETIN UNIVERSEL des sciences, dirigé par M. de Férussac. — 6^e sect. Sciences géographiques, économie publique, voyages.

244 BIBLIOGRAPHIE D'ÉCONOMIE, etc.

— Recueil qui enregistre chaque mois les faits relatifs principalement à la statistique, etc.

LE WESTMINSTER REVIEW et la REVUE D'ÉDIMBOURG sont les deux journaux qui s'occupent avec le plus de succès de la science économique, en Angleterre.



VOCABULAIRE

ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX TERMES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

A

ACCAPAREMENT. Expression malveillante dont on a essayé de flétrir le commerce de *spéculation*. (Voy. ce mot.)

ACCUMULATION. Source des *capitaux*. On accumule, toutes les fois qu'on soustrait des *valeurs* à la *consommation improductive*. 56.

AGRICULTURE, INDUSTRIE AGRICOLE. C'est l'une des trois branches de la production, par laquelle on obtient les matières premières, 42.

ARGENT. Voyez *Monnaie*.

B

BALANCE DU COMMERCE. En propres termes, c'est le rapport de la *valeur* des produits exportés avec la *valeur* des produits importés. Mais ces mots signifient, plus généralement, l'excédant des rentrées en numéraire sur les rentrées en nature, 101.

BANQUES. Établissemens ordinairement dépositaires de valeurs en espèces, en lingots ou en lettres de change, 157.

BREVETS D'INVENTION. Ce sont de véritables privilèges que l'auteur d'une découverte industrielle obtient aux dépens des futurs consommateurs du produit de sa découverte, 133.

C

CAPITAL IMPRODUCTIF. Valeur non employée. Elle peut être accumulée et mise à part, pour être ensuite appliquée à la *production*, 63.

CAPITAUX. Valeurs consacrées à activer la *production*, en lui faisant des avances, 56.

CLASSE. Quesnay partageait la société en trois classes, 11.

CIRCULATION. Mouvement des monnaies et des marchandises qui changent de mains ; il augmente souvent leur valeur.

COLONIES. Établissements lointains fondés par une métropole et trop souvent exploités à son profit, 113.

COMMERCE, INDUSTRIE COMMERCIALE. C'est l'industrie qui met le produit à la portée du consommateur, 50.

COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES. Elles exercent un monopole organisé le plus souvent dans l'intérêt des gouvernemens et au détriment des peuples. Les progrès de l'économie politique les tuent peu à peu, 135.

CONSOMMATION, CONSOMMER. C'est détruire la valeur d'une chose ou une portion de l'utilité qu'elle avait. La consommation *improductive* est une destruction de valeur sans remplacement ; la seconde est une destruction savante d'où naissent quelquefois des valeurs supérieures à celles qu'on a détruites, 188, 189, 191.

CONTREBANDE. Châtiment infligé aux gouvernemens prohibitifs, 106, 121.

CONTRIBUTIONS. Voyez *impôts*.

CRÉDIT. On appelle de ce nom le plus ou le moins de confiance dont jouit un industriel ; il est fondé sur son exactitude à rembourser les valeurs empruntées. Le *crédit public* n'est autre chose que la confiance dans le gouvernement, 198.

D

DÉBOUCHÉS. Ce sont les moyens d'échanger , de vendre un produit , 91.

DEMANDE. C'est la demande qui règle généralement les prix des produits , 176.

DENRÉES. Les denrées sont les produits achetés pour être définitivement consommés , 188.

DISTRIBUTION DES RICHESSES. Elle est complète, lorsque le produit étant arrivé entre les mains du consommateur, tous ceux qui ont contribué à sa création sont remboursés de leurs avances ou du prix de leurs travaux , 166.

DIVISION DU TRAVAIL. Bien appréciée pour la première fois par Smith. Son effet principal est de multiplier et de perfectionner les produits , 14, 81.

DROITS RÉUNIS. Nom donné en France aux impôts indirects , 7.

DOUANES. Établissements fiscaux au moyen desquels on gêne le commerce sous prétexte de favoriser la production , en levant des droits d'entrée sur certains produits étrangers , 124.

E

ÉCHANGES. Toute vente est un *échange* , car on ne peut acheter des produits qu'avec des produits , 94.

ÉCONOMIE POLITIQUE. C'est la science qui explique les phénomènes de la *production* , de la *distribution* , de la *consommation des richesses* , 29.

ÉCONOMISTES. On donne ce nom aux partisans de la doctrine du *produit net*. (Voyez ces mots , et l'Introduction historique.)

EMPRUNTS. Ils sont ruineux, lorsqu'on ne les applique pas à la reproduction, 104.

ENTREPRENEURS D'INDUSTRIE. Ils se chargent de payer d'avance les frais de la production, au moyen des capitaux qu'ils possèdent, 56.

EXCLUSIFS. Partisans du système de la *balance*, des prohibitions. On les appelle aussi *mercantiles*, 103.

EXPORTATION. Transport à l'étranger des produits indigènes ou fabriqués sur le sol d'un pays. Les exportations se payent par des retours en espèces ou en nature, 102.

F

FERMAGE. C'est le loyer d'une terre prêtée à un fermier qui l'exploite. Les Anglais l'appellent *the rent*, 167.

FERMIERS. Locataires du fonds de terre concédé moyennant un fermage. Leur bénéfice consiste dans le *profit* retiré de ce fonds, profit qui varie singulièrement selon certaines circonstances, 168.

FONDS DE TERRE. Instrument de la production, prêté par le propriétaire et exploité par le fermier, moyennant un loyer, 168.

FRAIS DE PRODUCTION. Ensemble de toutes les avances qu'il a fallu faire pour créer un produit. La prospérité de l'industrie se juge sur ce que l'homme paye alors moins de frais pour recevoir plus de produits, 176.

I

IMPORTATION, IMPORTER. C'est introduire des marchandises de l'étranger dans son pays. Un peuple s'enrichit en important, 106, 111.

IMPOTS. Portion du revenu des contribuables ou des valeurs créées par eux, consacrée aux dépenses publiques. Dans les pays libres, les impôts sont votés par les mandataires du peuple qui les paye. Ailleurs, ce sont de simples exactions, 210.

INDUSTRIE. L'industrie peut être considérée comme le concours de toutes les forces de l'homme à la production. Elle se divise en trois grandes branches, *l'agriculture, la fabrication et le commerce*, 35.

INDUSTRIELS. On donne ce nom aux hommes qui *travaillent et produisent*. Les autres, et il y en a beaucoup encore, vivent aux dépens de ceux-ci, 36.

INTÉRÊT. C'est le loyer d'un capital prêté. Ce qu'on appelle *intérêt légal* n'est qu'une intervention du gouvernement dans les transactions des particuliers, 177.

L

LETTRES DE CHANGE. Mandats fournis par un tireur, et payables par un accepteur qui habite une autre ville du même pays ou de l'étranger, 153.

M

MACHINES. Instrumens plus ou moins ingénieux appliqués par l'industrie à la production pour en multiplier les avantages, 74.

MANUFACTURES, INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE. Elle donne une valeur à des produits bruts, ou augmente celle des produits déjà fabriqués, 46.

MARCHANDISE. Produit destiné à être vendu, 50.

MARCHÉ. Lieu où un produit trouve des acheteurs.

MATIÈRES PREMIÈRES. L'industrie leur donne une valeur qu'elles n'avaient pas. Voyez **MANUFACTURES**.

MONNAIE. La monnaie est une marchandise comme une autre. Son avantage consiste à procurer à son propriétaire, par un seul échange, les produits dont il a besoin, 145.

MONOPOLE. (*Μόνος Monos*, seul, et *πωλήω, poleo*, vendre). Action coupable par laquelle un gouvernement, une compagnie, exploitent seuls, à leur profit, une branche d'industrie, un produit quelconque. L.

monopole devient toujours, tôt ou tard, une source de guerre entre les peuples, ou de haine entre les particuliers, 130.

N

NÉGOCIANT. Voyez COMMERCE.

NUMÉRAIRE. Voyez MONNAIE.

O

OFFRE, QUANTITÉ OFFERTE. Ses rapports avec la quantité demandée constituent le prix courant des choses, 163.

OUVRIER. C'est un homme qui loue ses bras ou son intelligence, moyennant un prix appelé *salair*e, 76, 84, 175.

P

PAPIER MONNAIE. Monnaie de papier non convertissable en monnaie métallique au gré du porteur, 151.

POPULATION. 182.

PRIX. Valeur des choses exprimée en monnaie.

PRODUCTEUR. C'est celui qui exploite une des trois grandes sources de la production, 36.

PRODUCTION. Création de valeurs échangeables. *Produire*, c'est donner aux choses une utilité qu'elles n'avaient pas, 33.

PRODUIT NET. C'est le nom donné par *Quesnay* au revenu du propriétaire ou au *fermage*. Les économistes ne voyaient de richesse que dans le *produit net*, 11.

PRODUITS IMMATÉRIELS. On peut les définir : l'utilité qu'on retire des services d'un avocat, d'un jardin, d'un meuble, etc., etc.; utilité généralement consommée aussitôt que produite, 71.

PROFITS. Portion de revenu que chaque travailleur retire de la valeur du produit auquel il a concouru. On connaît des profits *industriels*, des profits *des capitaux*, des profits de la terre, 171.

PROHIBITIONS. Défenses faites par les lois d'importer ou d'exporter certains produits , 122 , 126.

PRÊT A INTÉRÊT. Concession temporaire de la faculté productive d'un *capital* , moyennant un bénéfice , 177.

PRIX COURANT. C'est celui auquel on trouve des acheteurs pour chaque produit. Il est réglé par l'équilibre qui a lieu entre l'*offre* et la *demande* , 176.

PROPRIÉTAIRES. Ils formaient la première des trois classes imaginées par *Quesnay*.

Q

QUANTITÉ DEMANDÉE. L'un des fondemens de la valeur des choses , 163.

—OFFERTE. Autre fondement de la valeur des choses , 163.

R

RENTE DE LA TERRE. Voyez *FERMAGE*.

REVENU. Le revenu comprend tous les profits qu'on retire des biens qu'on possède ou qu'on exploite. Le revenu public est la réunion de tous les revenus particuliers , 168, 171 , 177.

RICHESSSES. On entend par ce mot tous les biens qui sont à la disposition de l'homme , lorsqu'il a travaillé pour les produire. Le nom de *Richesses naturelles* paraît mieux convenir aux biens dont la nature a gratifié également tous les mortels , 33.

S

SALAIRES. C'est le prix accordé à l'ouvrier pour le loyer de ses bras ou de son intelligence. Voyez *OUVRIERS*.

SAVANS. Ils concourent à la production d'une manière essentielle, en indiquant ou en perfectionnant ses procédés , 68 , 171.

SERVICES PRODUCTIFS. Ensemble des actions exercées pour la *production d'une utilité* , 35.

SIGNES REPRÉSENTATIFS DE LA MONNAIE. Voyez page 145.

SPÉCULATION, SPÉCULATEUR. Le spéculateur achète des marchandises lorsqu'elles sont à bon marché, viles, dépréciées, pour les revendre en temps opportun, avec avantage, 54.

SYSTÈME. On donne le nom de *Système* au plan suivi par *Law*, sous la régence du duc d'Orléans, et qui faillit causer pour jamais la ruine du crédit public, en voulant l'établir, 154.

— **CONTINENTAL.** Essai tenté par Napoléon pour exclure de l'Europe tous les produits de l'Angleterre.

T

TERRES. Agent naturel de la *production*. Voyez **FONDS DE TERRE**.

TRANSPORT, COMMERCE DE TRANSPORT. Il consiste à acheter des marchandises dans un pays, pour les revendre dans un autre, 55.

TRAVAIL. Action de l'homme sur les matériaux fournis par la nature. Le travail est la source des *valeurs*, 67.

U

UTILITÉ. Base des valeurs. Une chose n'a de valeur qu'autant qu'elle est utile, c'est-à-dire qu'on y attache un prix. C'est la mesure de son utilité, 33.

V

VALEUR DES CHOSES. Se mesure par l'utilité qu'on y attache, par le prix qu'on leur reconnaît. Il convient qu'elle soit *échangeable*, pour qu'on la reconnaisse digne du nom de valeur. L'air et la lumière ont une grande *utilité* et point de *valeur*, parce qu'il ne faut aucun sacrifice pour s'en procurer, 33.

VENTE. Voyez **ÉCHANGE**.

1





BIBLIOTECA